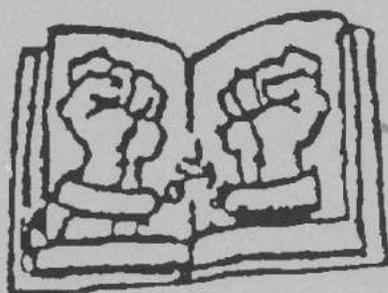


# **Cahiers du mouvement ouvrier**



**C.E.R.M.T.R.I.**

**Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux**

**N° 12 - DÉCEMBRE 2000-JANVIER 2001 - REVUE TRIMESTRIELLE PRIX : 50 F**



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris



## SOMMAIRE

- **Présentation** ..... p. 5
- **Maurice Poperen :**  
**histoire et actualité de la Roche de Mûrs** ..... p. 9
- **Benoît Malon : les grèves du Creusot de 1870 (suite)** ..... p. 15
- **Pierre Lantenant : de “la Marianne” à la III<sup>e</sup> Internationale.**  
**Itinéraire d’un communiste** ..... p. 23  
(Jean-Marc Schiappa)
- **La révolte de Radomir** ..... p. 33  
(Tico Jossifort)
- **Otto Bauer :**  
**révolution politique et révolution sociale** ..... p. 43
- **Alexandre Chliapnikov :**  
**souvenirs de France (1925)** ..... p. 49
- **La famine en Ukraine (1932-1933)** ..... p. 59
- **Le mouvement ouvrier anglais**  
**au début des années 1930** ..... p. 67  
(John Archer)
- **Les promus de 1937**  
**Le sort des bourreaux** ..... p. 77  
(Vadim Rogovine)
- **Roparz Hémon dans le nazisme** ..... p. 87  
(Pierrick Le Guennec)
- **Un savant soviétique**  
**contre l’antisémitisme stalinien (1949)** ..... p. 95

- **Le Parti communiste italien  
et la révolution hongroise de 1956** ..... p. 99
- **La révolte du camp de Kenguir (1954)** ..... p. 107  
(Jean-Jacques Marie)
- **La lutte  
contre la réhabilitation de Staline (1965-1966)** ..... p. 115  
(L. Petrovski)
- **Pages oubliées : l'Eglise sous Pétain** ..... p. 127  
(Maurice Nadeau)
- **Chronique des falsifications** ..... p. 133
- **Correspondance** ..... p. 137
- **Notes :**  
— **Beria et l'Allemagne ;**  
— **Les fantaisies de Nicolas Werth** ..... p. 141
- **Notes de lecture** ..... p. 147
- **Un Cahier du CERMTRI  
sur la révolution hongroise de 1919** ..... p. 151
- **Les archives du CERMTRI** ..... p. 155

# Présentation

C E numéro poursuit la publication de la série d'articles de Benoît Malon sur la grève du Creusot de 1870, que les Amis de Benoît Malon ont reproduits dans leur bulletin et nous ont autorisés à republier. Maurice Poperen, quant à lui, en évoquant le massacre, sous la Révolution, des "Bleus" de Mûrs par les vendéens, souligne une continuité qui conduit au groupe "Marianne" de Pierre Lantenant et mène ce dernier à l'engagement socialiste, puis communiste.

Le récit que Tico Jossifort donne de la révolte de Radomir, écrasée dans le sang, éclaire l'un des drames politiques des années 1918-1919, non seulement à cause de sa violence tragique, mais aussi de par les raisons de l'échec d'un mouvement qui débouchait naturellement sur le renversement du régime social et politique de la monarchie bulgare, et qui vont se répéter en Hongrie au printemps 1919. Alors qu'un vent de révolte souffle sur l'armée et la paysannerie, le Parti social-démocrate bulgare refuse de collaborer avec l'Union agrarienne, parti des tout petits paysans, pour prendre un pouvoir à portée de la main. Au leader de l'Union agrarienne, qui lui dit : *"J'admets tout votre programme, sauf un point, celui des petits propriétaires : nous n'y touchons pas"*, le dirigeant social-démocrate, futur communiste, Blagoev, répond par une fin de non-recevoir brutale : *"Quand même, notre parti ne prendra pas le pouvoir avec vous. Mais si vous acceptez le programme de notre parti..."* Six mois plus tard, en Hongrie, les dirigeants du PC hongrois, au premier rang desquels Bela Kun, s'opposent au partage des terres entre les paysans, dans un pays où près de 2 millions de ceux-ci rêvent depuis des décennies à cette terre confisquée par l'aristocratie terrienne et le clergé...

Autre écho de la vague révolutionnaire qui balaie l'Europe en 1918 : les pages du dirigeant de la gauche social-démocrate autrichienne, Otto Bauer, extraites de *La Marche au socialisme*, où il exprime la nécessité de la révolution sociale, tout en multipliant les réserves sur sa possibilité.

Dans les souvenirs du séjour en France d'Alexandre Chliapnikov, dirigeant de l'Opposition ouvrière, envoyé par Staline en mission diplomatique pour l'éloigner de son pays, cet écho se perpétue, mais, comme le souligne Chliapnikov, déjà affaibli.

La famine en Ukraine est l'un des épisodes les plus sinistres de la guerre engagée par la bureaucratie stalinienne contre la paysannerie. L'un des quelque trois cents témoignages du livre *La Famine en Ukraine* en donne une image, en même temps qu'il illustre l'étonnante force de cette population paysanne décimée.

John Archer évoque quelques aspects du mouvement ouvrier anglais au lendemain de la grève générale de 1926...

Vadim Rogovine analyse la nature des promus de la répression stalinienne et le sort qui fut réservé aux bourreaux lors de la timide réhabilitation des victimes à l'époque de Khrouchtchev. Les lettres de Gamaleia à Staline contre l'antisémitisme en 1949 et l'article de L. Petrovski sur la lutte contre la réhabilitation de Staline et du stalinisme en 1965-1966 montrent que l'appareil répressif n'a jamais réussi à étouffer totalement l'expression d'une opposition à sa politique.

La révolte des détenus du camp de Kenguir, qui porte un coup mortel au système du Goulag de masse, révèle et aggrave la profondeur de la crise du stalinisme, qui va exploser deux ans plus tard en Pologne et en Hongrie. Les procès-verbaux des réunions de la direction nationale du Parti communiste italien soulignent l'ampleur de la crise que l'écrasement de l'insurrection hongroise a suscitée dans le Parti communiste le plus puissant d'Europe.

La "Chronique des falsifications" porte sur des déformations grossières de vérités élémentaires et des calomnies concernant l'assassinat de Trotsky dans la France et la Russie contemporaines.

Les "Pages oubliées" reproduisent un texte de Maurice Nadeau sur le rôle d'assistant dévoué et fidèle de l'occupant nazi joué par tout l'appareil de l'Eglise catholique de 1940 à 1944. Et au moment même où le haut clergé tout entier baignait dans le soutien à Vichy au nom du règlement de comptes avec la République laïque, Roparz Hémon et ses amis se vautraient dans la collaboration avec les nazis pour tenter de participer à son démembrement. Pierrick Le Guennec, dont le n° 11 des *Cahiers* a publié des premières recherches, enrichit le portrait de ce personnage emblématique du régionalisme breton. Puis la lettre de Nicole Bossut éclaire quelques pages de l'exis-

tence exemplaire du cardinal Baudrillart, recteur de l'Institut catholique jusqu'à sa mort en 1942, et complète ainsi la reproduction, dans le précédent numéro des *Cahiers*, de l'interview qu'il avait donnée au Parti populaire français de Jacques Doriot pour inviter les Français à rejoindre, dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), ceux qu'il appelait avec enthousiasme "*les croisés du XX<sup>e</sup> siècle*".

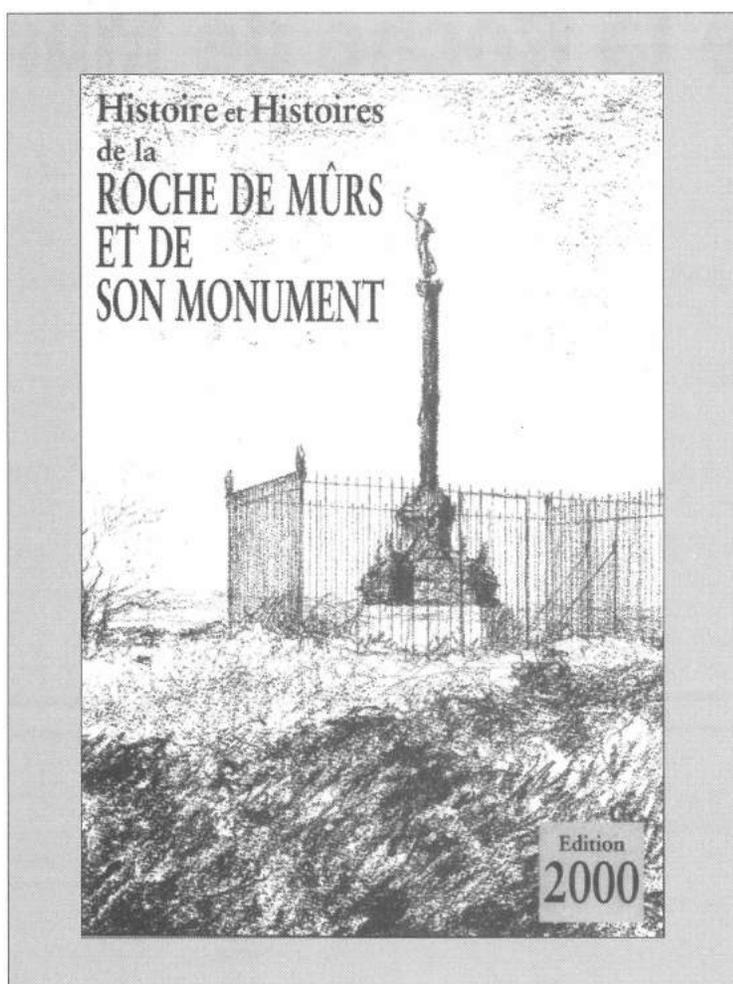


Enfants mineurs en grève aux Etats-Unis.

**Maurice Poperen :  
histoire  
et actualité  
de la Roche de Mûrs**

**Le massacre de 600 à 800 volontaires parisiens par les vendéens, le 26 juillet 1793, n'a pas laissé grande trace dans l'histoire telle qu'on l'écrit et telle qu'on l'enseigne. Les quelques pages qui lui sont consacrées dans la brochure du Comité républicain de la Roche de Mûrs n'en présentent que plus d'intérêt.**

**Ci-après, on trouvera l'essentiel de l'article de Maurice Poperen consacré à ce sujet.**



# “L’âme sans épouvante et les pieds sans souliers”

(Victor Hugo, 93)

**L**A Roche de Mûrs est un des hauts lieux du pays angevin. Les visiteurs y viennent nombreux, la plupart pour y contempler le vaste et magnifique horizon de Loire qui s’offre à leur vue ; d’autres, gens avertis et républicains fidèles, pour s’y recueillir quelques instants devant la colonne qui, dominant l’escarpement rocheux, évoque un épisode dramatique de la révolte vendéenne.

Sans fioritures inutiles, les faits parlant éloquemment d’eux-mêmes, voyons succinctement les événements qui marquèrent en ce lieu la journée du 26 juillet de l’An I de l’ère républicaine.

A cette date, toute la Vendée paysanne est en armes. Partie du Pin-en-Mauges et de Saint-Florent-le-Vieil le 10 mars au matin, très vite, de proche en proche, comme un feu de brandes, l’insurrection a gagné tout le pays qui s’étend des confins sud du marais à la ligne de coteaux qui domine le Val de Loire.

Bientôt, sortant des Mauges, l’armée catholique et royale s’infiltré vers l’est du département, débordant sur le “plat pays”. Le 17 juin, elle est à Saumur, qu’elle investit, puis marche sur Angers, dont elle s’empare le 19 sans réelles difficultés. Son avance paraît alors irrésistible. Quelques jours plus tard, la voici devant Nantes, dont elle espère s’empa-

rer avec la même facilité, renforcée qu’elle est par les gens du marais, les compagnons de Charette. Mais là, premier et grave échec, les patriotes nantais se défendent avec âpreté et la tentative d’investissement de la ville échoue.

Bientôt, l’insurrection se trouve rejetée dans les limites du marais et du bocage : Ancenis, Angers, Saumur retombent aux mains des républicains, que les “Blancs” cherchent en vain à réoccuper.

Un jour, cependant, le 26 juillet, un groupe de vendéens crut avoir réussi à rompre le réseau de fer que les “Bleus” ont patiemment tissé autour des Mauges. C’était aux abords d’Erigné et de Mûrs.

Six ou huit cents hommes des 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> bataillons de volontaires parisiens se trouvent campés sur l’éperon schisteux, dont l’à-pic surplombe de 45 mètres le Louet, qui coule à sa base. Ils sont sous les ordres du capitaine Bourgeois. Surpris par l’attaque inopinée des “Blancs”, les “Bleus” n’eurent d’autre ressource que de se jeter, avec armes et bagages, du haut de la Roche, dans le fleuve. Presque tous périrent, y compris la jeune femme du capitaine Bourgeois, qui suivait l’armée avec son enfant.

Succès éphémère, car Kléber et ses Mayençais arrivaient, avec ordre “*d’en finir à tout prix*”.

Ces quelques faits sont extraits de *L’Anjou*, du professeur Le Moy, dont le

souci d'objectivité n'a jamais été mis en doute.

Une relation à peu près identique se retrouve dans *Les Guerres de la Vendée*, de Claude Desprez (1856), et cela en dépit des sympathies non douteuses de cet auteur pour la rébellion vendéenne.

Célestin Port, enfin, dont la science historique pour tout ce qui a trait à notre Anjou reste incontestée, présente un exposé qui confirme les notations précédentes, y ajoutant certaines précisions dont l'intérêt est réel.

Selon lui, d'après des documents irréfutables (archives départementales, série C), le capitaine Bourgeois avait mission de barrer aux Vendéens les passages de la Loire. A cet effet, il avait cru devoir prendre position sur ce plateau escarpé, qui lui apparaissait comme une défense naturelle, doublée d'un poste d'observation idéal.

Des éclaireurs postés en divers points de la région avaient ordre de surveiller les mouvements des forces adverses. Précautions qui s'avèrent inefficaces, puisque, le 26 juillet, le capitaine et ses hommes furent surpris et brusquement assaillis et bloqués par dix ou douze mille Vendéens de la division Bonchamps, que commandait l'un de ses lieutenants : D'Autichamp. *“Les Républicains tombent sous un feu nourri et, peu à peu, (sont) poussés à la baïonnette jusqu'au bord du rocher.”*

De clémence, ils n'en sauraient attendre. De part et d'autre, et nul ne l'ignore, on ne fait pas de quartier : cette guerre est inexpiable.

Reste donc à combattre jusqu'à la dernière cartouche, puis à gagner l'abîme. Chacun s'y précipite, la jeune femme avec son bébé dans les bras.

*“Bourgeois seul, blessé, parvient avec deux de ses compagnons d'armes à traverser la Loire et à gagner l'île Saint-Maurille.”*

Dès le surlendemain, à la tête du bataillon de Jemmapes, il repassait le fleuve pour reprendre le combat à la tête de ses “Bleus”, bien résolu à porter la lutte dans le bastillon des “Blancs”, au cœur des Mauges.

Les “Bleus”, les “Blancs”, voilà des termes qui reviennent sans cesse au cours de ce rappel historique. Certains en pourront être surpris, et portés à en sourire. Mais quelle résonance n'eurent-ils pas pour nos aînés, gens des pays d'ouest, chez qui restait vivace, transmis d'une génération à l'autre, le souvenir de ces heures dramatiques, dont tant de familles étaient sorties meurtries, divisées, tant de communautés villageoises farouchement opposées, durablement hostiles.

Regrets, rancœurs devaient survivre longtemps aux événements. Qui oserait affirmer que l'oubli en soit total et définitif ?

Ainsi, pour tous, en notre Anjou, ces mots avaient et ont encore une signification bien précise. Ils attestaient le clivage, qui s'avérait inconciliable, entre ceux qui avaient opté pour la Révolution et ses idéaux généreux et ceux qui, s'en tenant au passé, à ses traditions, refusaient toute concession aux idées nouvelles, toute pensée libératrice.

Et si, maintenant, nous jetons un regard sur le présent, qui oserait affirmer que ces mots n'ont plus aucun sens et que la classification qui s'y rattache est désormais périmée, inadéquate pour répondre aux exigences de notre temps ?

La meilleure preuve qu'on puisse donner qu'il n'en est rien, ne la trouve-t-on pas dans le fait que ces mots d'hier ont leur équivalence aujourd'hui dans les expressions qui nous sont familières : d'hommes de droite ou de gauche ?

L'homme de droite, nous le connaissons bien. C'est le conservateur qui veut un monde statique, une société figée dans ses structures, fortement hiérarchisée et pour qui, Ordre, Autorité, Raison d'Etat signifient en réalité soumission, servitude pour les humbles, faveurs et accès à tous les biens pour les autres : les puissants, les nantis.

L'homme de gauche, quant à lui, affirme que rien n'est immuable, que la vie est mouvement, évolution permanente, et que le progrès — le vrai — doit être élément de libération, tant de l'individu que des collectivités dans lesquelles il s'insère.

En toute occasion, il proclame son droit à vivre "debout", indépendant, rebelle à toute contrainte, et qui, face aux forces oppressives, ne craint pas de lancer ce cri, qui est un défi, tout à la fois vengeur et désabusé : *"Vivre libre et mourir !"*

Et c'est bien ainsi que l'entendaient les volontaires qui trouvèrent la mort sur le plateau de Mûrs. Ils s'étaient levés, enthousiastes, gagnés par le vent de libération qui secouait alors la Nation entière. Résolus, conscients de la noblesse de leur cause, ils allaient, comme l'a magnifié Victor Hugo : *"L'âme sans épouvante et les pieds sans souliers"*, la peur leur était inconnue... Leur combat était si beau !

Et ce combat n'était pas nouveau, puisqu'il nous apparaît présent à toutes les pages de l'histoire. A toutes les époques, sous toutes les latitudes, des hommes y ont pris rang. De Spartacus à Che Guevara et Allende, la filière en est ininterrompue, comme l'est, à l'opposé, celle des oppresseurs, qui, de César à Hitler et Pinochet, ont voulu juguler l'élan libérateur des foules opprimées.

Eternel combat, qui durera autant que l'homme lui-même et qui est grand de sa dignité. Ce qui est sûr, c'est que les hommes de 93 étaient bien de cette lignée. Quant à leurs derniers instants : acte d'héroïsme ou geste de désespoir, qui saurait le dire avec certitude ? Qu'importe, d'ailleurs ? Ce qui est sûr, c'est que volontaires ils étaient là, de leur plein gré, conduits par la loi qui les animait, et que leur engagement, sans retour, répondait de leur fin.

C'est pourquoi, en dépit des ans qui estompent toute chose, on ne saurait je-

ter un voile d'oubli définitif sur les derniers instants de ces humbles combattants de la Révolution.

Morts avec courage et abnégation pour des idées qui nous restent chères, ils ont droit à notre respect et à notre gratitude. Ceux qui leur faisaient face, leurs adversaires vendéens — qui combattaient d'ailleurs avec un égal empressement et une force semblable dans l'engagement — ont trouvé, de longue date, près des leurs, la reconnaissance qui leur était due.

Les croix expiatoires qui se dressent en tant de carrefours à travers les Mauges en portent témoignage, au même titre que les chapelles commémoratives que l'on découvre en des lieux perdus.

Les " Bleus " ne firent pas preuve d'un égal empressement, puisqu'il fallut attendre un siècle (1889, centenaire de la prise de la Bastille) pour que fût érigée la colonne de la Roche de Mûrs, unique témoignage de la reconnaissance angevine à l'épopée républicaine. Monument bien modeste, élevé par souscription publique, sans apport officiel, et qui, à ce jour, ne doit sa survie qu'à la sollicitude de quelques familles locales, sincèrement républicaines.

Un effort plus ample devient nécessaire si l'on veut que ce monument, par sa présence, porte longtemps le témoignage de la ferveur qui animait les volontaires de 93 aux jours glorieux et chargés d'espérance de la Révolution française.

A chacun de comprendre son devoir. A tous les hommes qui gardent au cœur l'esprit de la Révolution de répondre à notre appel.



La statue de la République surmontant le monument de la Roche de Mûrs.

**Benoît Malon  
et  
la grève  
du Creusot  
(1870)**

**(deuxième partie)**

Dans le n° 10 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, nous avons reproduit la présentation de Claude Latta à la série d'articles de Benoît Malon consacrés à la grève du Creusot du printemps 1870 et une première série de ces articles.

Benoît Malon y raconte le début d'une grève en deux temps, qui mêle des revendications matérielles (la gestion de la caisse de secours, dont le patron veut garder le contrôle absolu) et politiques : la seconde grève commence lorsqu'un groupe de mineurs remonte des puits en criant : *"Vive la République !"*

Ici, Benoît Malon raconte la suite, et en particulier la violente répression judiciaire contre les grévistes. (Nous respectons l'orthographe du texte.)



Pour tout contact : Association des Amis de Benoît Malon : salle Benoît Malon, mairie de Précieux, 42600.

# La grève du Creusot en 1870 : les articles de Benoît Malon dans *La Marseillaise* (suite)

## Lettre IV : La grève du Creuzot

Cher citoyen,

M. Schneider s'est souvenu du morceau de lard de Boulogne, et il veut renouveler, sur les mineurs, la tentative qui a si bien réussi sur l'aigle de Louis Napoléon Bonaparte (1). Ce matin, on a dit à un grand nombre de femmes de mineurs d'aller chercher à la mairie des bons de pain et de lard.

Quelques-unes s'y sont rendues, et ont en effet reçu de ces bons signés du curé ; on leur a demandé pourquoi leurs maris ne travaillaient pas, et on a ajouté que s'ils voulaient redescendre dans les puits, on leur donnerait des bons semblables jusqu'à ce qu'ils eussent de l'argent de gagné.

Mais ces femmes courageuses préférèrent les privations à l'aumône et, pour soutenir la lutte, s'en tiennent à l'obole de la démocratie parisienne (2).

Du reste, l'entrain est toujours le même : la grève est complètement entrée dans sa phase normale. En voyant cette population si digne, si calme, on ne sait vraiment pas pourquoi les places du pays sont transformées en champs de ma-

nœuvres où, toute la journée, évoluent de braves troupiers qui n'en paraissent pas plus contents.

C'est après-demain, vendredi, que le tribunal correctionnel d'Autun prononcera son verdict sur les deux chefs d'accusation imputés au journal *Le Grelot*.

Dans la même audience comparaitront Alemanus et les mineurs prévenus d'avoir attenté à la liberté du travail. Comme dans le procès, il sera probablement question de la *Marseillaise* et du *Rappel*, et que les accusés sont des nôtres, j'assisterai aux débats et vous enverrai de longs détails.

Les ouvriers mineurs seront défendus par M<sup>e</sup> Charles Boisset, du barreau de Châlons, et Auguste Frémont (3), du barreau de Dijon.

---

(1) Allusion à un épisode de la tentative de coup d'Etat que fit Louis Napoléon Bonaparte — le futur Napoléon III — à Boulogne, en 1840, et qui échoua lamentablement. Les républicains ne manquaient jamais de rappeler le passé insurrectionnel de l'empereur.

(2) Les grévistes du Creusot avaient reçu de l'argent envoyé grâce aux souscriptions organisées à Paris.

(3) Auguste Frémont, avocat dijonnais, signalé par les rapports de police comme membre de l'Internationale et comme ayant hébergé Varlin pendant la grève du Creusot. Il fut préfet de la Manche, nommé par Gambetta en 1870 (*Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* - DBMOF, tome 6, p. 96).

Les journaux officieux parlent de nombreuses descentes dans les mines ; ce qu'il y a de vrai, c'est qu'une quinzaine de mineurs ont cédé aux obsessions faites auprès d'eux ; les autres ne veulent pas se soumettre aux impitoyables vengeance qui les attendent, s'ils rentrent sans avoir fait reconnaître leurs droits.

Vous avez publié l'histoire du gendarme qui a souffleté la citoyenne Parisse. On a d'abord cru que le gendarme allait être destitué, mais les reporters officieux ont changé tout cela maintenant, c'est le gendarme qui a été battu, maltraité, et qui est encore malade des suites de ses blessures. Allons, on lui donnera la croix.

Des occupations imprévues me font ajourner les renseignements que je voulais vous communiquer sur les conditions du travail au Creusot.

La réunion des mineurs est autorisée : elle aura lieu demain soir, jeudi, à sept heures, salle du théâtre.

Une dernière nouvelle qui ne vous étonnera pas : l'un des délégués, Detaille (4), avait un fils à la forge ; M. Schneider a cru devoir se venger du père sur le fils ; ce jeune homme a été renvoyé hier soir.

Salut fraternel.

**Benoît Malon**

P. S. : Le comité a reçu votre premier envoi ; on me remet pour vous la note suivante, que je joins à ma lettre.

*“Nous avons reçu les 1 000 francs de la Marseillaise (5). Au nom des mineurs que nous représentons, nous remercions les frères de Paris de ce qu'ils font pour nous venir en aide et pour soutenir une cause qui est celle de la démocratie tout entière (6).”*

*“Pour le comité des mineurs, Revillot.”*

## Lettre VI :

Autun, le 9 avril 1870

Cher citoyen,

J'arrive d'Autun ; il est six heures et demie, et je n'ai que le temps de donner quelques développements à la dépêche que je vous ai envoyée.

Vous apprécierez les plaidoyers dont je vous enverrai une partie demain, je me borne à dire que M<sup>e</sup> Frémont, jeune avocat de 23 ans, a fait preuve d'éloquence et a défendu les accusés en socialiste ; M<sup>e</sup> Boisset s'est surpassé, au dire de tous ceux qui connaissent son talent.

Nous avons noté ces lignes :

*« Pourquoi vous évertuez-vous à chercher la cause de la grève dans les agitations venues du dehors, et prétendez-vous que cette grève est sans motif et sans raison, et qu'elle est un vote d'ingratitude ? Cette théorie est bien étrange ! Ah ! monsieur le procureur impérial, si, au lieu de visiter le Château (7), vous aviez daigné visiter les chaumières, vous eussiez vu que cette grève a pour cause de grandes douleurs, longtemps contenues, et une misère profonde engendrée par l'insuffisance des salaires. Certes, M. Schneider vous dira que ces ouvriers sont payés sur le taux le plus élevé qu'il soit possible d'atteindre, mais nous avons bien le droit, nous, de dire à M. Schneider : “C'est votre intérêt qui vous fait parler ainsi ; nous récusons votre témoignage, et nous disons, nous, que les salaires sont insuffisants.”*

(4) Detaille, ouvrier mineur du Creusot, membre du comité de grève qui dirigea le mouvement de grève de mars-avril 1870. Il était sans doute membre de l'Internationale (DBMOF, tome 5, p. 257).

(5) *La Marseillaise* — et donc Benoît Malon — servent ainsi de relais pour transmettre aux ouvriers du Creusot les sommes collectées par le journal auprès de ses lecteurs.

(6) Affirmation intéressante : le combat des grévistes est présenté comme celui de tout le parti républicain.

(7) La résidence des Schneider au Creusot. Le mot évoquait un pouvoir monarchique : à Paris, le Château, c'étaient les Tuileries, où résidait l'empereur et où avait résidé Louis-Philippe.

*Il est une autre cause que vous ne voulez pas voir, et dont je vais vous entretenir ; les 12 000 ouvriers du Creuzot ont une caisse de prévoyance, dont le capital s'élève à 1 500 000 francs.*

*Depuis longtemps, ils demandaient la gestion de cette caisse ; M. Schneider, voulant imiter certaine façon d'agir fréquente en haut lieu, nous dit : "Eh bien ! on votera !" 5 800 ouvriers contre 500 répondent qu'ils veulent gérer eux-mêmes cette caisse ; que fait M. Schneider, ce prétendu père de ses ouvriers ? Il garde la caisse, il renvoie les délégués des ouvriers, et le conflit éclate ! »*

Toute cette remarquable plaidoirie émeut profondément l'auditoire. Aussitôt que le dernier défenseur a fini de parler, le président, sans demander aux prévenus s'ils avaient quelque chose à ajouter, dit d'une voix brève : *"Les débats sont clos !"*

Le tribunal se retire pour en délibérer.

Quinze minutes après, le président donne lecture du verdict que vous aurez demain, et les lecteurs de la *Marseillaise* jugeront si ce verdict a pu être rédigé en quinze minutes : je pose en fait que non.

Ce jugement, prononcé d'une voix sèche et lente, a causé dans la salle une véritable stupeur.

Seuls les condamnés, dont le courage ne s'est pas démenti, restent impassibles. Tout le monde se regarde ; bientôt les femmes, toutes mères de famille, éclatent en sanglots, demandant à grands cris qui nourrira leurs enfants. C'était un spectacle déchirant, tout le monde avait des larmes dans les yeux. Plusieurs gendarmes et le capitaine de gendarmerie lui-même ne peuvent dissimuler leur émotion ; le public sort indigné. Les femmes, elles, avec l'énergie du désespoir, refusent de sortir et poussent des cris plus déchirants que jamais ; l'une d'elles s'affaisse sur les marches. J'ai cru devoir, au nom des ouvriers de Paris que j'étais seul à représenter, leur adresser quelques paroles d'encouragement, leur dire que les démocrates ne les abandonneraient pas, et que l'obole républicain empêcherait les enfants de mourir de faim.

Elles m'ont serré la main avec une effusion que je renonce à peindre.

J'ai pu, un instant après, pénétrer auprès des condamnés. A ces mots d'ouvrier de Paris (8) et de correspondant de la *Marseillaise*, toutes les mains se sont tendues vers moi.

*"Nous supplions nos frères de Paris, m'ont-ils dit, de ne pas abandonner nos femmes et nos enfants. Nous n'avons besoin de rien en prison, mais que dans nos maisons on ne meure pas de faim !"*

*"Nous remplirons notre devoir, ai-je répondu, c'est aux socialistes de panser les plaies du despotisme industriel ; vos frères de Paris auront soin de vos familles ; tranquillisez-vous, et bon espoir."*

On vient m'annoncer que je ne puis rester davantage, et un gardien me reconduit en s'essuyant les yeux.

J'ai engagé une parole qui sera tenue, je l'espère ; le contraire serait désespérant, car je n'avais jamais assisté à un spectacle aussi lamentable. Que les juges dorment en paix, s'ils le peuvent ; j'aime mieux ma conscience que la leur. Je vous donne leurs noms, qui méritent la plus grande publicité.

Président : Marcouire. Juges : Castillon, Des Etangs.

Procureur impérial : Roidot. Juge d'instruction : Duruisseau (9).

A la gare du Creuzot, une foule de 150 personnes environ vient chercher les nouvelles, et ne peut croire l'horrible vérité. J'entends une femme dire : *"Ils acquittent ceux qui tuent, et condamnent à des ans de prison les ouvriers qui demandent à pouvoir nourrir leur famille en travaillant !"*

Une autre ajoute : *"Que M. Schneider, qui fait emprisonner nos maris, nourrisse au moins nos enfants."*

Dans la ville, la nouvelle est reçue avec stupeur ; toutes les figures sont consternées, comme si un grand fléau ravageait la contrée. Les rues sont dé-

(8) Benoît Malon avait été ouvrier teinturier à Puteaux.

(9) La publication des noms des juges les associe à la honte d'un jugement dénoncé comme inique.

sertes, tous vont dévorer en secret leur douleur, et beaucoup semblent pris d'une terreur qui pourrait bien porter un coup grave à la cause que soutiennent en ce moment ces courageux et malheureux mineurs.

Salut fraternel.

**B. Malon**

P. S. : Le troisième envoi de 1 000 francs que *La Marseillaise* vient de faire à Révillot n'est pas parvenu à son adresse. Révillot est en ce moment sous les verrous. - B. M.

## Lettre VII : La grève du Creuzot

Autun, 9 avril, 2 heures du matin

Cher concitoyen,

Je vous envoie un résumé de l'audience du 6 avril, du tribunal correctionnel d'Autun, plus complet que celui que je vous adressai hier soir.

Après lecture de la liste des accusés et des témoins, le président procède à l'interrogatoire de ces derniers ; beaucoup d'accusés ont de la peine à comprendre la portée des questions qui leur sont faites. Cet interrogatoire établit que les accusés sont au nombre de 26. Je vous ai envoyé hier leurs noms.

M<sup>es</sup> Boisset, Frémond et deux avocats d'office sont au banc de la défense. La salle est comble d'une foule émaillée de tant de tricornes et d'épaulettes qu'on se croirait dans un conseil de guerre. Derrière les juges, sont assis un capitaine de gendarmerie et deux officiers d'infanterie.

Le président procède à l'audition des témoins.

Nous allons en avoir pour trois grandes heures ; il s'agit d'entendre 53 témoins à charge, presque tous employés gradés de l'usine ou agents de police au Creuzot.

De leurs dépositions, il ressort que :

La grève, commencée par Duloy, Mathieu (10) et Voillet, se propage le 21 mars vers 4 heures dans les galeries Saint-Pierre et Saint-Paul, aux cris de "*Grève ! Grève ! Voilà la grève ! Cessez le travail.*"

Un témoin ajoute qu'en ce moment, il a entendu dire dans les puits : "*Il y a du nouveau à Paris !*" Cependant, les ouvriers quittent la mine, vont aux autres puits, où, sans violence constatée, font partout cesser le travail, car partout, les mineurs remontaient au premier appel.

Le 22, dès cinq heures et demie, Duloy et Mathieu sont sur les plates-formes, annonçant la grève et invitant les ouvriers à ne pas descendre. On les met dehors, ils n'opposent aucune résistance. Bientôt une foule envahit la porte Martin, conduisant aux ateliers d'ajustage. Desplanche essaie d'arrêter une machine ; les employés l'appréhendent et le portent dehors ; les mineurs insistent en disant : "*Vous nous avez fait cesser le 19 janvier, à notre tour de commencer la grève.*"

Une lutte de courte durée s'engage : Saunier est aperçu avec un bâton et Em. Poizot avec une hache, dont ils ne se sont servi en aucune façon. Arrivés à la porte d'Amiens, les mineurs sont repoussés, ils ripostent à coups de pierres ; les employés se retirent, l'un d'eux est légèrement blessé et les mineurs laissent la porte pour aller aux puits Chaptal, où ils font également cesser les travaux. Signovert, dit-on, bouscule un chef mineur qui veut l'arrêter ; selon un autre témoin, Déplanche, ivre, reçoit un coup de poing d'un chef mineur qu'il menaçait ; il a la bouche en sang et ne paraît pas s'en apercevoir.

Le 25, la foule se portait à Montchanin (11) et faisait également cesser le travail dans les cinq puits de cette localité. Là, Signovert aurait menacé un ingénieur, et Duburot donné un coup de pied, esquivé du reste, à l'ingénieur en chef.

(10) Mathieu, ouvrier mineur au Creuzot, fut, avec Duloy et Voillet (et non Voillet), l'un des trois jeunes initiateurs de la grève du 21 mars (DBMOF, tome 7).

(11) Montchanin est situé à 7 km au sud-sud-est du Creuzot.

Un autre ingénieur, ayant voulu prendre des noms sur son calepin, se l'est vu enlevé ; on le lui a rendu quelques jours après. En outre, Gondré est accusé d'avoir porté un léger coup sur la tête d'un mineur, son camarade intime, qui allait travailler le lundi ; il dit que c'est en plaisantant et le frappé ne dit pas non. Batisse a renversé un wagonnet sur le puits des Moineaux. Duburnaud a donné un coup de poing sans gravité à un camarade rentrant du travail, celui-ci l'ayant menacé de son pic. Depueurse a dit à un autre : *"Tu mériterais une gifle, mais je ne te la donne pas."* Bertrand et Duloy ont dit à deux jeunes gens de seize ans accomplis, et qui en paraissent douze tant la misère les a étiolés : *"Crapauds, vous feriez mieux de rester chez vous ; que je ne vous voie plus si vous ne voulez pas être calottés !"*

Lassaigne a menacé un de ses camarades en l'engageant à faire grève. La femme Mercier est accusée d'avoir jeté des pierres à une laveuse de charbon qui vient reconnaître que ce n'est pas vrai.

Le forgeron Camberlin a voulu mettre son feu bas (12) le 25 ; il a été saisi au collet par un contremaître, qui lui défendit de continuer. Lamalle est venu au secours de son camarade, un autre contremaître s'est précipité sur Lamalle et le combat s'est terminé là.

Telles sont les charges relatives aux mineurs.

On arrive aux griefs relatifs à Alemanus.

Il a vendu la *Marseillaise*, le *Rappel*, le *Réveil*, *L'Excommunié*, *Le Grelot*, il en avait demandé l'autorisation à un adjoint qui avait déclaré ne pas y voir d'inconvénient.

Un seul témoin, garde d'usine, dit que le matin de la grève, Alemanus criait : *"Demandez ! La République universelle vient d'arriver ! Cela vaut 5 francs, et je le donne pour 20 centimes !"* Qu'il disait en outre : *"Les députés de la gauche défendent nos intérêts, nous aurons du travail, voilà le beau temps."* Plusieurs témoins à décharge viennent affirmer qu'il s'agissait simplement du *Chant de la République universelle*, contenu dans *La Marseillaise* du 21 mars. Des ouvriers viennent déposer que, pendant la grève, Alemanus les avait quelquefois encouragés à reprendre le travail, et qu'on lui avait demandé s'il était payé par Schneider, contre quoi il s'était récrié.

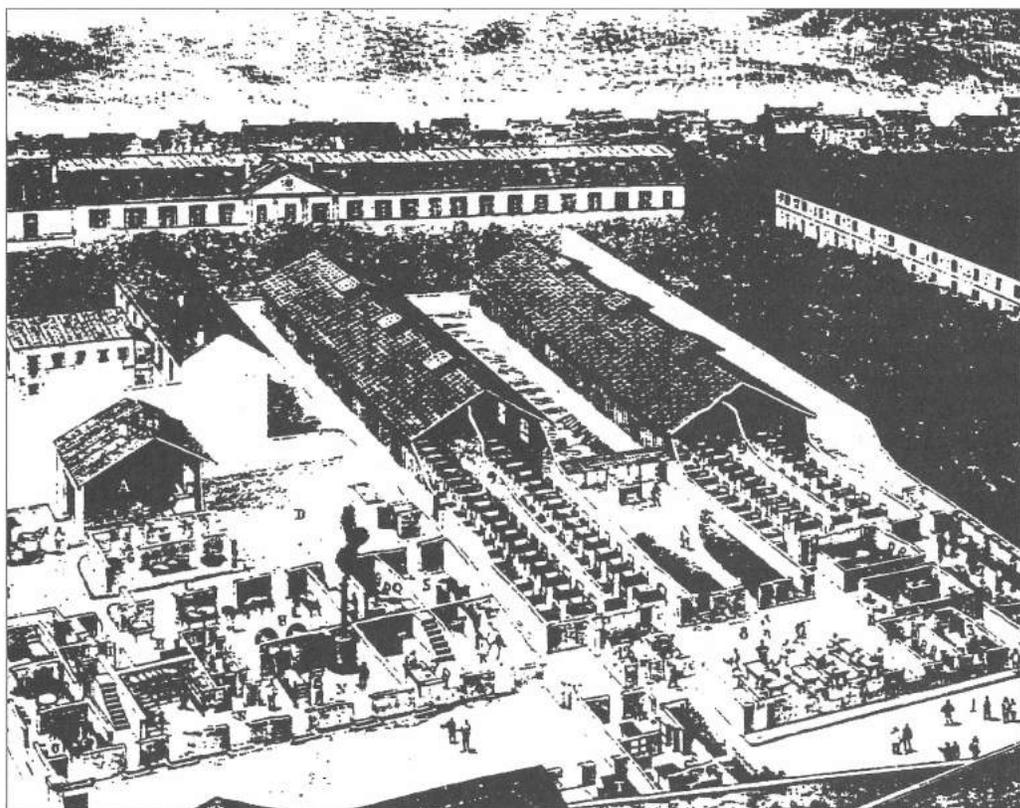
C'est là-dessus qu'Alemanus est accusé :

1° D'avoir vendu des journaux sans autorisation ; 2° D'avoir proféré des cris séditieux ; 3° D'avoir répandu des fausses nouvelles de mauvaise foi ; 4° D'avoir attenté à la liberté du travail.

Tels sont tous ces chefs d'accusation qui font que tant de familles sont sans chefs et sans ressources, que les prisons d'Autun sont pleines, qu'on a déployé dans la ville tout un appareil militaire et que toute une contrée est en émoi.

---

(12) Eteindre ou ralentir le feu de la forge.



Le refuge de nuit du quai de Valmy, à Paris, construit en 1886, destiné à héberger temporairement les personnes dépourvues de domicile suite au chômage, prendra en 1893 le nom de refuge Benoît-Malon.

**Pierre Lantenant :  
itinéraire  
d'un communiste**

**(Jean-Marc Schiappa)**

**L'étude du communisme en France passe par l'étude de ses ruptures idéologiques et humaines, et, surtout, de ses continuités, souvent mésestimées. Ici, nous esquissons la biographie d'un militant du Loir-et-Cher, qui a commencé son activité au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle pour la finir dans les rangs de la III<sup>e</sup> Internationale.**



Cuirassiers chargeant des grévistes du Pas-de-Calais, en 1893.

## De “la Marianne” à la III<sup>e</sup> Internationale

**P**IERRE LANTENANT naît en 1837 dans le canton de Vendôme, exactement à Azé (1). Son adolescence est inséparable des séquelles du combat socialiste dans le département sous la II<sup>e</sup> République : il y a en effet des socialistes organisés depuis longtemps avec Jean-Jacques Delorme. Blanqui et d'autres communistes ont fait “quelques rares, mais dangereux prosélytes” lors du séjour de l'Enfermé à Tours, sous la monarchie de Juillet.

Le journal *L'Utopie*, en 1849, fondé par Benoît Jean, avait regroupé plusieurs centaines de souscripteurs, parmi lesquels Delorme et le néo-babouviste R. Lahautière. Dans l'entourage de ces hommes, on peut relever le nom de Félix Pyat, lié lui aussi à Jean-Jacques Delorme. La répression de 1851-1852 a, bien sûr, cassé ces mouvements. En 1856, Delorme meurt et son enterrement sert de prétexte à un regroupement symbolique d'une quarantaine de militants, surveillé par la police (2).

C'est dans ce contexte que Pierre Lantenant commence son activité militante, sans que l'on sache exactement comment. Pierre Lantenant fut d'abord ouvrier maçon, puis tâcheron et, enfin, entrepreneur de maçonnerie. Dans sa jeunesse, se noue la tradition babouviste par l'intermédiaire du fils de Pierre-Nicolas Hésine, le défenseur de Babeuf au

moment du procès de Vendôme, où ce dernier fut condamné à mort (3). En effet, sous la II<sup>e</sup> République, “la banlieue de Vendôme était travaillée par René Noulin, tonnelier et cafetier à Naveil, ami personnel du fils d'Hésine” ; élu maire de Naveil, Noulin “demeura un ardent propagandiste du socialisme”, suivant le *Maitron*... Le second fils de Hésine, Camille, était revenu en 1847 à Vendôme et, plus tard, il sera l'un des fondateurs du journal *Le Progrès de Loir-et-Cher*, “appelé à devenir l'organe socialiste du département”. Il sera conseiller municipal, comme d'autres amis à lui.

Lantenant, formé par le fils Hésine lui aussi, aurait adhéré à l'Internationale en 1868. M. Dommanget le donne com-

### Notes de la rédaction :

(1) Les sources non référencées sont tirées de la collection des journaux cités (*L'Utopie*, surtout *Le Progrès de Loir-et-Cher*, *L'Avant-Garde*, *Le Travailleur*), des notices départementales du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français *Maitron*, première (1789-1871) et deuxième séries (1871-1914).

(2) Sur J.-J. Delorme, voir R. Bouis : “Filippo Buonarroti nei ricordi di un democratico francese”, *Movimento operaio*, 1955, pp. 887-918.

(3) J.-M. Schiappa, “La tradition babouviste en Loir-et-Cher (1796-1947)”, *Communisme*, 1991, n° 28, pp. 83 à 100.

me membre de la société secrète républicaine "la Marianne", donc bien avant la fondation de l'Internationale (4). Et sa notice nécrologique dans *Le Travailleur*, journal régional du PCF, en 1928, avait publié également cette information, dont on peut penser qu'elle fut donnée par son ami Chauvelon. Pierre Lantenant, lui-même, dans la préparation du Congrès de Tours en 1920, s'affirme "communiste depuis soixante ans", donc depuis 1860, s'il faut l'en croire. Ce qui correspond aux années d'activités marianneuses les plus fortes, surtout dans la région, comme l'indique la tentative d'insurrection des ardoisiers de Trélazé, dans le Maine-et-Loire, ou les procès de l'Indre-et-Loire à la fin des années 1850. On signale des actions de "la Marianne" à Monteaux, non loin de Vendôme, en mai 1856. En avril 1858, à Frêteval, dans l'arrondissement de Vendôme, suite à une dispute conjugale, une ramification de "la Marianne" est découverte. Elle aurait été créée en janvier de cette année, et par la suite une quinzaine de personnes furent inculpées, dont une dizaine de l'arrondissement de Vendôme et des individus isolés à Mer et Oucques ; citons quand même Brunot et Rubline, de Mer, marianneux avant 1852 ; dix d'entre eux seront condamnés à une sentence allant d'un mois à un an de prison lors du procès, en juin 1858. Dans un procès parallèle, un emprisonné déclarait en juillet de la même année : "*La Marianne serait encore très répandue dans le département du Loir-et-Cher.*" Il y aurait encore des soupçons de société secrète en décembre 1859 dans la région, donc une activité significative (5).

L'amnistie impériale de 1859 permet à certains exilés ou condamnés de revenir dans le département, tels Cantagrel, qui se présentera aussitôt à diverses élections, ou Noulin, déjà connu de nous pour son activité socialiste en 1848 et qui avait été condamné à la déportation en 1851. On peut, après G. Dupeux, parler de "*tradition démocratique*" dans la région vendômoise (6). Notons, cependant, que toutes ces années ne voient pas d'activité socialiste publique ou notoire à Vendôme. L'action de Lantenant — bien qu'international depuis 1868 — au-

rait donc été "*modeste*", comme l'indique la notice du *Maitron*, ou plus exactement discrète, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

## **"Le cléricalisme, instrument toujours actif (...) de ruine"**

Rien ne semble devoir être souligné pour cette période de la fin de l'Empire ni même au moment de la Commune de Paris, si ce n'est, en 1870, la présence de l'ancien fouriériste Cantagrel à Vendôme, où il fit partie du comité de défense avant de partir pour Nantes. Cantagrel avait été élu en 1849 comme député par le Loir-et-Cher et avait siégé à la Montagne, puis il avait pris une part active à l'insurrection du 13 juin 1849 et il ne put revenir en France que bien plus tard. Sous la Commune, à Paris, Cantagrel occupe une position de conciliation, même s'il avait été soutenu par le journal de Félix Pyat lors des élections du 16 avril 1871. Notons donc cette coïncidence du Loir-et-Cher entre Cantagrel et Félix Pyat. Ces réseaux de 1848 ont-ils survécu à l'Empire ? Il semble que oui, même si, autant que de réseaux, il faut parler ici d'affinités personnelles et de souvenirs.

Les républicains progressent électoralement entre 1871 et 1877, mais le camp socialiste ne se dégage pas clairement de cette nébuleuse ; le terme "socialiste" n'apparaît au grand jour qu'en 1881. G. Dupeux peut écrire : "*Il existait dans cette ville (de Vendôme — NDLR) un petit groupe politiquement actif, qui comprenait à la fois d'anciens démocrates socialistes de 1849 qui, sous l'Empire, avaient puissamment aidés Bozeriau (un opposant républicain à*

(4) M. Dommanget, *Pages choisies de Babeuf*, 1935, Paris, p. 304.

(5) Archives nationales, BB 30 413.

(6) G. Dupeux, *Aspects de l'histoire sociale et politique du département de Loir-et-Cher*, Paris, 1962.

l'Empire — NDLR) dans ses campagnes et de jeunes républicains (7)."

Le journal *Le Progrès de Loir-et-Cher*, qui deviendra l'organe des partis ouvriers et plus généralement du mouvement ouvrier, se constitue à cette époque, précisément le 17 février 1884, avec différents participants, particulièrement avec le fils d'Hésine. Ils se prononcent contre les républicains opportunistes et enregistrent à partir de 1885 certains succès électoraux. Dans ses premiers numéros, *Le Progrès* lutte contre les catholiques ("Le cléricalisme, instrument toujours actif de division et de ruine contre la société issue de la Révolution française"), avec virulence même, inaugurant une tradition anticléricale qui perdurera jusqu'au mouvement ouvrier actuel ; le journal publiera les communiqués de la Libre Pensée et se prononcera contre l'expédition du Tonkin, puis contre les républicains modérés ; il salue les attentats du "parti révolutionnaire russe" contre le tsarisme. Il faut relever que Cantagrel défendait à la Chambre les mêmes thèmes. Le mouvement, dans le département, semble se tenir à l'écart des discussions nationales comme, pour ne prendre que la plus fameuse fracture, la scission des possibilistes et des guesdistes en septembre 1882 (8).

En 1884, Pierre Lantenant est candidat aux élections municipales sur une liste républicaine ; le 11 mai, il obtient 709 voix sur 1 742 votants. Le journal publie une correspondance des ouvriers de la fabrique à papier de Vendôme à l'occasion du 14 juillet, qui ont ouvert une souscription parce que, disent-ils, "ils ont à cœur d'honorer la mémoire de ceux qui, pour la première fois, ont ouvert l'ère du progrès et de la liberté". En juillet de la même année, à l'occasion des obsèques de C. Lantenant, adhérent de la Libre Pensée (à 12 ans !), probablement un des enfants de Pierre Lantenant, sont prononcés les discours de militants, parmi lesquels René Noulin, élu de Naveil, dans la banlieue de Vendôme, de 1848, ancien propagandiste du socialisme et ami intime de C. Hésine, toujours actif, et également du conseiller d'arrondissement Breton. Les liens et les groupes mis en place sous la II<sup>e</sup> Répu-

blique sont toujours en activité, directement liés à la tradition babouviste.

Mais, ici comme partout, la tentative boulangiste arrache quelques militants, déstabilise les opposants ; le républicain Garnier fait défection et entraîne avec lui le journal, qui cesse d'être publié. La réplique ne se fait pas attendre. En 1889, contre les boulangistes et leurs alliés, un comité républicain-socialiste s'organise, avec Pierre Lantenant comme principal animateur, accompagné d'une autre figure militante, Leleu. Lantenant représentera ce comité ainsi que la circonscription de Vendôme (puisque les "groupes" politiques n'étaient pas seuls à pouvoir être représentés) au congrès socialiste de la salle Japy, à Paris, en 1899, qui met en place le comité général de liaison entre les branches socialistes ; ce comité républicain socialiste de Vendôme soutient aux élections de 1889 contre un candidat boulangiste, le radical, par ailleurs ancien fouriériste de 1848, Cantagrel. S'il s'agit bien d'une "alliance radicale", il ne faut pas pour autant sous-estimer tant le danger boulangiste que les souvenirs de 1848 qui se rattachent directement à Cantagrel, ancien socialiste. Il s'agit d'une politique, à juger en tant que telle, le "possibilisme", la tendance dirigée par Paul Brousse, la plus ouvertement réformiste du socialisme français, et non d'une "politique de clocher". Les broussistes cherchaient à réaliser les "réformes possibles" (d'où leur nom de "possibilistes") par la voie de la conquête des pouvoirs publics, notamment municipaux, s'opposant ainsi aux théories et aux pratiques guesdistes, et n'hésitaient pas à appuyer les radicaux.

*Le Progrès* réapparaît en 1892 sous la direction de Lantenant et il s'assure la collaboration de Millerand et de Brousse, dont les articles parisiens sont repris, se revendiquant ici de la politique possibiliste. Le courant broussiste était loin d'être homogène, comme l'a souligné, en octobre 1890, la scission entre les possibilistes et les allemanistes regroupant leur aile révolutionnaire, et que la

(7) G. Dupeux, *op. cit.*, p. 505.

(8) G. Willard, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes*, Paris, 1965.

responsabilité des guesdistes, par leur dogmatisme, est incontestable. Lantenant devient donc broussiste. (Ce qui, pour un communiste depuis 1860, pose un vrai problème ; peut-être simplement s'est-il adapté à son milieu plutôt que de rompre et de s'isoler ? C'est une hypothèse, et seulement une hypothèse, que nous formulons ici : peut-être n'estimait-il pas opportun de se réclamer du communisme ?)

En 1892, c'est la constitution d'un nouveau groupe socialiste à Vendôme, en même temps que la republication du journal avec Lantenant, Leleu, Rivière, et la constitution d'un autre groupe à Blois. Avec lui, on trouve d'autres possibilistes, tel l'ancien républicain Leleu, qui avait rejoint le comité républicain-socialiste de Lantenant. Mais pendant très longtemps, les seules régions concernées par cette agitation socialiste sont celles de Blois et de Vendôme. Les socialistes du département, en bons broussistes, ne semblent pas pouvoir se détacher de l'influence radicale, dont ils constituent, en quelque sorte, l'aile marchante, voire une force d'appoint électorale. En août 1892, peu de temps donc après l'apparition du groupe de Lantenant, la Fédération des travailleurs socialistes de la région de l'Ouest se constitue à Tours, du 13 au 15 août ; elle est rattachée à la FTSF de Brousse et le groupe socialiste de Vendôme est représenté à ce Congrès de Tours.

A cette époque, la notice nécrologique de Lantenant indique (on peut se méfier de certains aspects, mais, sur l'ensemble, il faudrait donner crédit à ce récit) qu'en 1895, Jaurès est venu donner une conférence à Blois, à la fin de laquelle Lantenant l'aurait rencontré et lui aurait demandé :

*"Jaurès, que pensez-vous du communisme ?"*

*"Le communisme, c'est l'avenir, et on n'est pas socialiste si on n'est pas communiste."*

Si le détail a pu être aménagé, le dialogue semble plausible.

Le militant Rozier, "possibiliste" également, arrivé récemment dans le département, essaye de tourner le mouvement

vers les ouvriers. Il prend la direction du *Progrès de Loir-et-Cher*. *"Son impulsion allait être décisive pour l'implantation du socialisme du Loir-et-Cher"* et il l'implantait dans le mouvement ouvrier. Ainsi, il organisa 21 sections du syndicat des bûcherons, par exemple. Le socialisme piétinait dans ce département rural au mouvement ouvrier *"purement corporatif"*. Rozier se distingue par son activité syndicale, suscitant et organisant la grève des chocolatiers, puis des cordonniers à Blois, où se tient en 1893 le congrès de la fédération. Rozier quitte le département en mai 1898. Mais il l'aura marqué, puisque sa mort est encore signalée dans *Le Progrès* bien des années plus tard. Il faut s'interroger sur cet échec : progression très sensible du mouvement syndical, impressionnant même par certains aspects, et stagnation politique, plus exactement le soutien aux radicaux est à chaque fois décevant. L'incontestable mouvement ouvrier est dérivé vers le radicalisme. Contradiction terrible, qui est celle non seulement du broussisme, mais de tout le socialisme de l'époque.

C'est alors l'effondrement, une fois de plus, le *"vide que les militants de Vendôme ne parvenaient pas à combler"*, dit G. Dupeux ; il n'y a plus rien, *"à l'exception d'un petit comité à Vendôme"*, qui maintient la continuité, toujours autour de Lantenant ; celui-ci reprend le relais, à son tour, comme rédacteur en chef du *Progrès*, en mai 1898, au départ de Rozier. Les broussistes ("possibilistes") semblent implantés dans la ville ; on compte deux groupes de Vendôme affiliés à la FTSF et représentés en tant que tels au congrès socialiste de la salle Wagram en 1900 par Boutié (avec un troisième groupe à Villiers et le syndicat des métallos de Vendôme, ce qui affirme bien l'influence des broussistes sur ce département). En 1900, se constitue une fédération socialiste du département (et non plus de l'ensemble de la région), qui adhère au comité général de décembre 1899, première tentative d'unité des socialistes français. La situation sociale est marquée par des grèves, comme celle des ouvriers du bâtiment à Vendôme. En mars 1902, la fédération se

désaffilié du comité général et proclame son autonomie. Pourquoi ? Confusion ou souci d'éviter les difficiles querelles doctrinales entre les cinq courants socialistes (blanquistes, guesdistes, jauresiens, broussistes, allemanistes) ? Plus certainement, une intersection des deux réponses, comme toujours, est probable.

Le comité de Vendôme se maintient jusqu'à l'arrivée de Lorris, un guesdiste expérimenté, qui arrive en septembre 1906 et restera, à son tour, quelque temps dans le département. Le congrès des socialistes du département se tient le 18 novembre de la même année ; la fédération, le 2 décembre 1906, adhère à la SFIO lors du congrès constitutif, qui se tient à Blois. Pierre Lantenant se rallie à l'unité, alors que d'autres "possibilistes", comme Rivière, un républicain rallié aux broussistes, refuseront l'unité. Il semble que l'action de Lantenant se situe à l'intérieur des groupes républicains, qu'il fait passer peu à peu au socialisme (bien que de tendance possibiliste) et que ceux-ci se rallient à l'unité. Lantenant s'oppose aux guesdistes dans les années 1906-1909, mais a sans cesse une trajectoire politique vers la gauche (des groupes républicains aux broussistes, puis à l'unité de la SFIO, et enfin à l'Internationale communiste).

Hasard, opportunisme, calcul ? Les déclarations de Lantenant à l'occasion du Congrès de Tours, son communisme revendiqué en 1895, l'influence qu'il possède sur les autres républicains qu'il fréquente font penser à un calcul délibéré de sa part ; on peut penser à la stratégie de J.-J. Delorme organisant des "Unions plébéiennes", populaires et démocratiques, au sein desquelles il menait une propagande égalitaire ; mais, dans ce cas, pourquoi l'opposition aux guesdistes ? à cause de leur attitude sectaire vis-à-vis des radicaux ? de leur dogmatisme ? opposition de personnes ?

Pourtant, le nom de Lantenant apparaît à chaque fois que la tradition socialiste du département est menacée : il en est le pivot contre les opportunistes (il n'hésite donc pas à se couper des républicains modérés), contre les boulangistes (il reconstitue le groupe et ressus-

cite le journal), et enfin, au moment de la défection de Rozier. Recommencer trois fois en treize ans en repartant à zéro prouve sa force de caractère. Il participe activement aux opérations d'unité au niveau national, c'est lui qui est au congrès de la salle Japy, qui crée le premier réseau d'unité des socialistes nationalement ; en 1906, il adhère à l'unité socialiste.

Fidèle broussiste, il s'oppose comme tout son groupe à Lorris, à propos des alliances menées avec les radicaux contre le cléricisme. Lorris est évincé de la direction du journal en août 1909 et il quitte le département à son tour. Le Loir-et-Cher constitue un "solide point d'appui" pour les broussistes (9).

Élu conseiller municipal de Vendôme en 1908 (comme Dalmon, un autre possibiliste également rallié à l'unité, ou comme Mallangeau, lui aussi conseiller d'arrondissement et rallié à l'unité), puis en 1912, maire de 1908 à 1912, Pierre Lantenant sera élu maire de Vendôme en 1908 : soixante ans après R. Lahautière, le néo-babouviste, maire en 1848, et plus d'un siècle après l'exécution de Babeuf dans cette ville, perpétuant cette tradition. Il fait voter la suppression de l'octroi de la ville et, en 1921, le PCF reprendra ses positions et ses textes pour engager la même bataille. Curieuse position que de se réclamer du "socialisme municipal" et en même temps que de combattre le réformisme. Il y a peut-être paradoxalement une réelle tentative d'adapter ou de lier le communisme aux traditions et aux conditions locales.

### **"Le seul remède contre la guerre"**

A partir de 1915 et surtout de 1916, la lutte contre la guerre et contre l'Union sacrée dans le département est, pour beaucoup, structurée autour d'Emile Chauvelon, militant parisien à l'époque, originaire du Loir-et-Cher et toujours en

(9) G. Willard, *op. cit.*, p. 402.

relations suivies avec son département. Chauvelon écrit fréquemment dans *Le Progrès*, il en est même l'éditorialiste. D'après la notice du *Maitron* sur Chauvelon, il est l'ami de Lantenant (et Lantenant se situe donc bien à la gauche du parti) depuis plusieurs années et libre-penseur comme lui.

La fédération, sous l'impulsion de Chauvelon et de Lantenant (et d'autres), est résolument "minoritaire", contre l'Union sacrée, de plus en plus résolument à partir de 1916. La révolution russe enthousiasme ces hommes. Comme les autres fédérations socialistes, elle progresse rapidement à la fin de la guerre (140 cartes en 1918, 360 en 1919, 800 en 1920). Les minoritaires se prononcent pour la scission. "*Nous nous comptons*", écrit leur journal en janvier 1918.

A Tours, les vétérans combattent pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, affirme D. Lemaire (10) ; ce sont donc les compagnons de Lantenant, les anciens des groupes socialistes du début de la III<sup>e</sup> République. Lantenant est battu aux élections de décembre 1919, il n'obtient que 547 voix ; la question posée par lui-même dans le cadre de la campagne électorale a trouvé une réponse : "*Le canton de Vendôme, qui fut toujours à l'avant-garde, va-t-il devenir un bourg pourri de Vendée ?*"

Péricat et Lantenant sont toujours conseillers municipaux en 1917, mais ils sont battus aux élections de 1919 dans le contexte de la vague "bleu horizon".

Le 13 janvier 1920, à la réunion de la section socialiste de Vendôme, Péricat, secrétaire, et Lantenant, trésorier, annoncent ne plus vouloir de nouvelles fonctions et on n'arrive pas à les convaincre de continuer.

A l'unanimité, la section se prononce pour la révolution russe, mais, en même temps, pour l'unité du PS, tandis que les sections de Montrichard et de Romorantin demandent l'affiliation immédiate à la III<sup>e</sup> Internationale. Lors des élections de 1920, pas de candidats socialistes dans la ville, le journal fait de la publicité pour les journaux de la III<sup>e</sup> internationale comme *La Revue communiste* et publie des articles très engagés, tel celui in-

titulé "*Qu'est-ce que le soviét ?*" (17 mai 1920), sur les nationalisations, sur la défense de la laïcité, etc.

Lantenant est toujours au combat comme président de la Libre Pensée de Vendôme, il est réélu en mai 1920 à ce poste. Chauvelon ne cesse d'argumenter : en juillet 1920, il écrit un article intitulé "*Le socialisme rectifié... le communisme marxiste*", encore le 14 juillet : "*Le communisme marxiste, seul remède contre la guerre*" ; la "une" du journal du 13 août est entièrement rédigée par lui et il faut attendre fin août pour que Paul Boncour polémique avec lui et se réclame de la défense nationale ; *Le Progrès* publie alors les motions en discussion pour le Congrès de Tours.

Lors du congrès de la section de Vendôme, "*le vieux et dévoué vétéran du socialisme*" — on aura reconnu Lantenant — préside cette importante réunion, la dernière de ce type, qui se prononce par 241 voix pour la III<sup>e</sup> Internationale et 34 pour la motion Blum de maintien dans l'Internationale socialiste.

Au retour de Tours, il n'y aurait que 10 "dissidents" à Vendôme.

Le 11 février 1921, *Le Progrès* écrit : « *Nous recevons de notre vieil ami Lantenant, ancien maire de Vendôme, ancien président du conseil d'administration, doyen des socialistes du Loir-et-Cher (84 ans), la lettre suivante : "Chers amis, j'ai le plaisir de vous adresser mon adhésion sans réserve à la III<sup>e</sup> Internationale communiste. Camarades, travaillons tous pour le bonheur de l'humanité si éprouvée".* » (notons cette nouvelle revendication du communisme).

En septembre 1921, il est un des premiers à souscrire pour les Russes. A propos de Tours, il aurait déclaré, s'il faut en croire le témoignage de son ami Péricat, en 1922 : "*Je vote pour la III<sup>e</sup> Internationale, il n'y a rien de socialiste en dehors d'elle.*"

(10) D. Lemaire, "*Les origines du PCF en Loir-et-Cher*", *Cahiers du communisme*, décembre 1980.

## **“Conquête du pouvoir par le prolétariat urbain et rural”**

*Le Progrès de Loir-et-Cher* est “paritairement” partagé entre socialistes et communistes. Les communistes étaient majoritaires au Congrès de Tours (61,9 % des mandats), mais, peu à peu, le courant se renverse. Bernard-Ferron, qui avait voté pour la III<sup>e</sup> Internationale à Tours, se rallie dès son retour aux minoritaires et combat pour garder le journal. Les incidents à l’intérieur du *Progrès* se multiplient et il faut trancher.

A l’assemblée générale des actionnaires du journal, le 21 mai 1922, les communistes sont minoritaires et doivent démissionner de leurs responsabilités au sein du *Progrès* : Lantenant, Perly, Gauthier, Miallaret démissionnent comme administrateurs (notre homme en est même le trésorier) et Péricat de son poste de secrétaire de rédaction. Lantenant déclare à cette occasion : “*Je quitte Le Progrès, qui ne répond plus à mon idéal, je reste avec mes amis communistes.*” On peut imaginer la peine que peut éprouver un homme qui doit quitter le journal qu’il a fondé, ressuscité, animé, tenu à bout de bras, surtout quand cet homme est octogénaire.

En octobre 1922, les communistes de la région créent *L’Avant-Garde, journal organe des travailleurs des fédérations du Centre-Ouest*. Le n° 1 publie un article du Loir-et-Cher : les communistes du département ont envoyé une circulaire (dont l’essentiel est repris dans le journal) aux sections le 15 septembre pour leur annoncer le journal, dont le programme est “*Guerre à la guerre, opposition irréductible au bloc bourgeois, lutte incessante contre le cléricalisme, défense de l’école laïque, lutte de classes, conquête du pouvoir par le prolétariat urbain et rural*”. Les communistes parlent de 300 abonnements effectués. En 1923, le journal affirmera que 6 000 francs ont été collectés dans le département pour lancer le journal. Un article est signé de la commission d’orga-

nisation avec P. Lantenant, qui en est premier signataire en tant que “*fondateur du Progrès de Loir-et-Cher, ancien président du conseil d’arrondissement, ancien maire de Vendôme*”. Avec lui, signent son ami Péricat, Boucher, Chevet, etc. La correspondance du journal doit être adressée chez Lantenant, impasse de la Cormegeaie. De même, c’est lui qui collecte les fonds à l’intention des grévistes de la métallurgie du Havre en grève depuis cent jours. On signale dans le journal qu’il a dû s’aliter (à 85 ans) et à cette occasion, on rappelle qu’il a entretenu *Le Progrès* de ses propres deniers. Lantenant est même (n° 2) le centre de la rédaction et de l’administration du journal.

Les articles du Loir-et-Cher sont toujours anticléricaux (dans le n° 6, “*Le cléricalisme, meilleur allié du capitalisme*” ; dans le n° 8, en novembre 1922, la section de Vendôme organise une causerie sur “*L’histoire politique du catholicisme*” ; le journal rend régulièrement compte des activités du patronage laïque etc.). La vente du journal semble progresser, P. Lantenant parle de 2 000 abonnés dans le n° 7, mais on verra que cela va décroître assez rapidement, pour atteindre 1 500 abonnés au n° 20.

Dans le n° 13, on signale que les “dissidents” attendent les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès de l’Internationale communiste sur les francs-maçons ; le secrétaire fédéral, S. Chevet, souligne qu’il n’y a pas de problème : “*N. B. Notre vénéré doyen, le camarade Lantenant, de Vendôme, me prie d’annoncer qu’il a depuis longtemps démissionné et de la franc-maçonnerie et de la Ligue des droits de l’homme.*” Dans le numéro suivant, est publié un article intitulé “*La discipline communiste*”, qui dit : “*Nous avons annoncé dans notre dernier numéro que, depuis longtemps, notre doyen communiste Pierre Lantenant, de Vendôme, avait rompu avec les organisations radicales de la franc-maçonnerie et de la Ligue des droits de l’homme. Le vénéré militant de la classe ouvrière avait alors jugé que ces institutions semi-bourgeoises ne convenaient pas à son tempérament communiste et qu’un socialiste digne de ce nom ne fourvoyait pas une*

telle compagnie. Son exemple a été suivi (...). Miallaret, Leveau, Péricat et d'autres nous écrivent en ce sens." C'est-à-dire l'équipe des anciens administrateurs communistes du *Progrès*.

En février 1923, son ami Péricat consacre à Lantenant un article intitulé : "Notre doyen". Le doyen est décrit comme "droit comme un chêne", avec barbe blanche et casquette. Sa biographie est reconstituée : "Il fut d'abord ouvrier maçon" ; plus loin, il est dit qu'il deviendra tâcheron. L'article parle de la mort de ses deux enfants, rappelle qu'il fut conseiller municipal, maire de Vendôme, conseiller d'arrondissement, président du conseil d'arrondissement. Sa biographie politique est plus discutable : "En 1868, il adhéra à la Première Internationale, celle de Karl Marx, et ne cessa de professer ses théories", ce qui est, au mieux, une aimable plaisanterie. Notons qu'il n'y a pas un mot sur son éventuelle appartenance à "la Marianne". Péricat rappelle qu'il fut fondateur du *Progrès* et qu'il ne ménagera ni son temps ni son argent pour propager cet organe ; jusqu'en mai, il fut même le trésorier du conseil d'administration du journal. Péricat rappelle les déclarations de Lantenant à Tours et au moment de la scission du *Progrès*.

Le but de cet article est net : la continuité du socialisme en Loir-et-Cher, c'est le PCF, par la personne de Lantenant. Mais cette position oblige à certaines contorsions ; à l'occasion du décès d'un ancien adjoint de Lantenant, on écrit qu'il s'agit d'une "vieille figure de la bourgeoisie libérale du Vendômois" comme "on n'en rencontre plus guère aujourd'hui" (phrase de 1923). Jusqu'en 1923, l'adresse de Lantenant comme administrateur et correspondant figure dans la page du Loir-et-Cher, puis elle disparaît de mars à octobre ; en novembre, Lantenant rédige un article sur l'état du journal, qui va pouvoir commencer — dit-il — à rembourser ses souscripteurs. Il est signalé que Lantenant est victime d'une congestion pulmonaire en décembre 1923. Les difficultés du PCF dans le département s'accroissent (Girau-

det, son principal animateur, est déplacé par l'administration et quitte le département) ; le journal fusionne en 1924 avec *L'Anjou communiste* et *Le Prolétaire de Vienne*, et s'appelle *Le Travailleur du Centre*. En 1924, le resserrement d'une discipline caporaliste se fait plus net : c'est la période dite de "bolchevisation", qui voit l'élimination progressive des fondateurs du PCF. A noter qu'en juin 1924, on annonce que les communistes de Vendôme tiendront à l'issue de leur réunion mensuelle "une causerie sur Baboeuf (sic) et les rapports du babouvisme et du communisme" (on en parle encore dans le n° 93 et dans le n° 98 à l'occasion de la réunion mensuelle des communistes vendômois).

•  
• •

Le journal régional ne paraît plus que sur une feuille et les échos du département sont de plus en plus rares. C'est le nouveau journal régional du PCF, *Le Travailleur du Centre*, publié en 1926, qui, dans son édition du 27 octobre 1928, annonce assez sobrement la disparition de Lantenant et ses obsèques, auxquelles on ne trouvera, en digne libre-penseur, "ni discours, ni fleurs, ni couronnes".

Il n'est pas question, dans le cadre de cette brève note, d'élucider les questions rencontrées dans son cours. La principale question est l'épisode "possibiliste" de Lantenant : il est communiste depuis 1860, dit-il, il revendique ce communisme en 1895, il n'hésite pas dans la préparation de Tours et il insiste en 1921 sur le caractère communiste de l'Internationale. Pourtant, dans les années 1880, il n'est pas aussi affirmé et, au tournant du siècle, il s'affronte aux guesdistes. Pour le moment, mentionnons ce problème et situons-le de manière plus générale, dans l'étude de la généalogie du communisme en France, dans ces parcours individuels mal connus.

J.-M. Schiappa

# **La révolte de Radomir**

**(Tico Jossifort)**

**D'après *Depuis le front jusqu'à Vladaia*,  
de Boian Kostelov,  
édition de l'Union agrarienne,  
Sofia, 1983**

“Radomir” est un drame survenu en Bulgarie peu avant la fin de la Première Guerre mondiale. Celle-ci avait été précédée à deux reprises d’une répétition générale, dont la Bulgarie se serait bien passée : les guerres balkaniques de 1912 et 1913, guerres dont la seule utilité avait été de servir de prélude à la grande. Les partis sociaux-démocrates de la région avaient proclamé : *“Nous libérer du particularisme et de l’étroitesse, abolir des frontières qui divisent des peuples en partie identiques par leur langue et leur culture, en partie liés ensemble au plan économique ; finalement, balayer les formes de domination étrangère, décider eux-mêmes de leur destinée.”* C’étaient, ni plus, ni moins, les attendus de la Fédération balkanique préconisée déjà par lesdits partis. Mais beaucoup trop d’intérêts étaient engagés et la solidarité entre petits et voisins n’était pas assez forte pour résister aux intrigues des grands et puissants. Seule l’accumulation des trois guerres peut expliquer l’horreur et le désespoir des révoltés de Radomir.

Mais si l’on considère la suite, parce que l’histoire de ce petit pays ne s’arrête pas là, on est forcé de faire les constats suivants :  
 — La révolution russe de 1917 a été précédée par celle de 1905, mais pas par une révolte de la taille de celle de Radomir au sein de l’armée.  
 — En Russie, les contradictions étaient devenues explosives à cause de son échelle — grand pays, forte concentration de l’industrie et du prolétariat.  
 — C’est un militant paysan (agrarien) qui assumait la conduite de la révolte de Radomir, et non pas un militant ouvrier.  
 — D’ailleurs, au début du XX<sup>e</sup> siècle, toute l’Europe de l’Est était à majorité nettement paysanne. La révolution chinoise est considérée comme due au soulèvement des masses paysannes.  
 — La Bulgarie s’est donc trouvée, au début du XX<sup>e</sup> siècle, être sur une crête séparant deux mondes — l’Asie et l’Europe.  
 — Est-ce que la contradiction qui la travaillait n’était pas celle entre la ville et la campagne ?

Tico Jossifort



Alexandre Stamboliiski.

## **“La révolution dans ce petit pays faible et chétif leur a fait perdre la raison”**

### **La bataille de “Dobro Pole”**

A l'automne de 1918, divers signes de mécontentement sont signalés sur le front sud de l'armée bulgare.

Suite à la bataille dite de “Dobro Pole” (qui signifie “gentil champ”) et des pertes sévères qu'elle a occasionnées dans les rangs de l'armée, un changement ministériel fait accéder au pouvoir Alexandre Malinov, opposant de droite au gouvernement en place.

Comment en est-on arrivé là ?

Déjà, avant le déclenchement de la guerre, la Bulgarie était courtisée assidument par les deux belligérants : par le bloc de l'Entente — dont les deux forces principales, la France et l'Angleterre — et par le bloc des forces du centre — dont les deux forces principales, l'Allemagne et l'Autriche (l'Empire austro-hongrois).

Dès le départ, les deux principaux partis de l'opposition — le Parti ouvrier social-démocrate (tesniaks socialisti) et l'Union populaire agrarienne — avaient préconisé pour leur pays l'observation de la plus stricte neutralité dans la guerre. Cependant, les classes dominantes des pays balkaniques étaient beaucoup trop liées matériellement et financièrement avec les blocs belligérants pour que les Balkans et les pays qui les constituaient puissent rester en marge

des hostilités. Aussi l'inquiétude des milieux populaires était déjà grande. Des bruits circulaient sur l'intention du gouvernement de contracter des emprunts, dont l'effet d'appât était à peine dissimulé par les “généreux” prêteurs, l'Allemagne et l'Autriche. D'autres bruits similaires concernant le projet de construction des lignes ferroviaires ou concernant la concession pour l'exploitation des mines de charbon circulaient, sans que le Parlement en ait eu à connaître, non sans provoquer les protestations de l'opposition.

Le 1<sup>er</sup> août 1914, l'entrée du Japon dans la guerre étend le théâtre des opérations à toute l'Asie. La tension ne cessant pas de monter, le 10 novembre 1914, le dirigeant des tesniaks, Blagoev, avance la proposition que le Parlement bulgare offre aux autres Parlements des Balkans d'instituer la Fédération balkanique, dont il sera question plus loin.

A l'été 1915, le gouvernement Radoslavov entreprend des pourparlers secrets avec l'Union centrale — bloc des puissances d'Europe centrale.

A la suite de ces événements, des contacts sont établis entre le gouvernement et l'Union agrarienne, avec l'appui de la cour.

Une réception est organisée avec les représentants de toute l'opposition. En réalité, ce sondage servait à tester l'état d'esprit des députés après la conclusion en cachette de la Convention pour l'amitié et l'union, qui annonçait tout simple-

ment l'entrée de la Bulgarie dans la guerre. Peu de temps après, sortit le décret royal de mobilisation ; les dés étaient donc jetés.

*“Nous, proclamons, écrivaient les socialistes de gauche tesniaks dans un tract diffusé à cette occasion, que rien ne divise les peuples balkaniques et que ce qui les jette dans une guerre fratricide, ce sont les intérêts capitalistes et dynastiques des classes et dynasties dominantes...”*

*“Sur la Bulgarie et son gouvernement pèse un seul devoir, avertissait, peu avant, le Drapeau agrarien, le journal de l'Union agrarienne, éviter toute implication. Préserver la maison des flammes. La Bulgarie ne peut et ne doit pas faire autre chose pour ses intérêts bien compris. Nous condamnons toute aventure du gouvernement.”*

C'était évident pour tout le monde. Une écrasante majorité du peuple partageait cette conviction. Les plaies ouvertes lors des deux premières guerres fratricides entre peuples voisins ne s'étaient pas refermées, laissant des mauvais souvenirs.

Otant ses derniers oripeaux démocratiques, tout dévoué à la monarchie et ne pouvant pas tolérer les propos francs et intrépides qu'un paysan sait tenir devant un roi, le pouvoir fit traîner le dirigeant de l'Union agrarienne, Alexandre Stamboliiski, devant les tribunaux, et le fit condamner à la réclusion à vie.

Le 11 septembre 1915 fut le jour de la mobilisation générale. L'appel sous les drapeaux commença avec 530 000 soldats, suivis d'autres. Ils furent envoyés sur le front sud, et allèrent ensuite se battre dans le nord. Les souvenirs de la guerre de 1912 entre “alliés” restaient encore dans les têtes et les mémoires. Contre ces souvenirs douloureux, quel effet pouvaient avoir les propos dithyrambiques proférés par la presse bourgeoise sur la “Grande Bulgarie” ? Quel chemin parcouru du crieur public du village à la presse imprimée !

Pourtant, cette fois, les tracts, proclamations et manifestes contre la guerre étaient nombreux.

## La motion-manifeste des tesniaks

Le 14 décembre, les tesniaks soumettent au Parlement une motion divisée en trois parties :

— la première propose une adresse aux Parlements des pays balkaniques, les invitant à conclure une convention d'union et de défense commune ;

— la deuxième vise à contacter les gouvernements de pays neutres, de manière à constituer un bloc pour la paix susceptible de peser sur les belligérants en vue d'arrêter les hostilités ;

— la troisième demande la suspension de l'état de mobilisation militaire.

Dans les attendus de ces propositions, les tesniaks n'hésitaient pas à préconiser une entente défensive des pays balkaniques dirigée contre tout envahisseur menaçant leur intégrité.

Par l'audace de cet acte mémorable, qui, malheureusement, était resté sans effet, les tesniaks s'élevaient bien au-dessus de leurs rivaux socialistes de droite dans la compréhension des enjeux : les menaces qui pesaient sur les petits pays balkaniques et les mesures qu'il fallait prendre pour conjurer le danger.

Il n'était pas question, pour les tesniaks, d'en rester candidement à des appels platoniques à la paix et à la concorde contre la discorde, cette source de haine chauffée au rouge par les vociférations des bourgeoisies chauvines ; les tesniaks montraient du doigt l'unique issue : la fédération.

Ils demandaient aux peuples balkaniques épuisés par des guerres fratricides de surmonter les effets du poison des rancœurs et des ressentiments, et de se hisser à la hauteur exigée par les circonstances.

*“Si nous pouvions ici, chez nous, ou en Allemagne, ou bien en France, nous élever au-dessus de l'idée nationale, alors peut-être que nous aurions pu jeter nos fusils ou bien les retourner contre la caste qui nous a entraînés dans la tour-*

*mente sanglante ; mais il est évident que nous sommes les enfants de ce sol du péché et, par éducation comme psychologiquement, nous nous soumettons à cette grande idée, nous ne pouvons pas y résister et ne pouvons pas retenir longtemps notre politique socialiste pourtant mise en œuvre dans la vie”,* écrivait le socialiste de droite Ianko Sakasov, décrivant en ces termes l’irrésistible ascension du social-chauvinisme des partis social-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale et celle de son propre parti.

Le manifeste des tesniaks était un pas en avant, une victoire sur le mal, c’est-à-dire sur les forces boute-feu de la guerre, mais restait seulement une idée. Il définissait bien le danger, identifiant les causes, les protagonistes fauteurs de guerre et les moyens d’écarter la menace, mais, pour passer des idées à la réalité, il fallait que les autres partis soient animés des mêmes désirs et de la même volonté. C’est précisément ce qui a fait défaut, et les partis représentant le mouvement ouvrier dans les Balkans n’ont pas pu empêcher l’implication de la péninsule dans la mêlée générale.

## **“Les uns mouraient, d’autres s’enrichissaient”**

Entre temps, les effets sociaux et économiques de la guerre commençaient à exercer leurs effets.

*“Le peuple appauvri crie désespérément et sa voix s’étend déjà sur le front. Survient une injustice profonde, raconte le militant agrarien Raiko Dascalov. Les cours et les greniers du peuple paysan ont été ouverts. Ce qu’ils ont trouvé, ils l’ont réquisitionné. On a exploité femmes et enfants. On les a forcés à faire de la betterave, mais du sucre on ne leur en donna point ; on leur prit le lait, mais du fromage, ils n’en ont pas vu ; des commandos solidement armés de réquisition ont razzé la campagne.*

*Les uns mouraient, d’autres s’enrichissaient, le peuple entier fut réduit à la*

*misère. Ainsi surgirent les nouveaux millionnaires.”*

Quant aux alliés, leur appétit fut sans limite. Ils mettaient la main sur tous les biens, le pays devenait une colonie exportatrice des matières premières pour l’Allemagne.

*“Le roi est trop loin et Dieu est trop haut”,* disait le dicton populaire, qui se transmettait de bouche à oreille. Femmes, enfants et vieillards se plaignaient auprès des soldats en permission, et leur plainte s’étalait en plein jour. Contenue au départ, elle finissait par se propager sur des milliers de lettres adressées aux soldats, et cette confiance devint vite une menace. Certes, au départ, ce n’était que des plaintes ; mais, avec l’aggravation des souffrances et de la misère, le ton s’éleva et devint coléreux : *“Les soldats gardent les riches et le peuple meurt de faim”, “La guerre, c’est l’arnaque”...*

Entre temps, Stamboliiski est condamné à la détention à perpétuité, mais son moral n’en est pas atteint. Ses contacts restent nombreux avec les militants de l’Union agrarienne, il écrit des articles et des brochures, dans lesquels il dénonce le comportement des agrariens de droite, qui flirtaient avec le gouvernement.

Et simultanément, dans le pays, travaillent avec énergie de nombreux tesniaks, parmi lesquels Dimitri Blagoev, G. Kirrov, Christo Kabaktchiev, Vassil Kolarov, Georges Dimitrov. La protestation contre la guerre, ample et multiple, se propageait à travers le pays.

La guerre se poursuivant, implacable, les abus perpétrés par les campagnes de perquisitions aggravent les conflits sociaux. Leurs répercussions politiques entraînent un net fléchissement à gauche de l’Union agrarienne. Les députés verts sont plus attentifs aux lettres de protestation de leur chef. Leurs amis socialistes deviennent implacables dans leur dénonciation de la politique chauvine menée par la II<sup>e</sup> Internationale. Leur leader, Blagoev, n’hésite pas à annoncer l’imminence de la révolution et déclare celle-ci possible dans le cours même des hostilités.

A l’été 1917, les agrariens relancent leur journal, *Le Drapeau agrarien*. A la

même époque, retentissent les premiers échos de la révolution russe.

Cependant, la répression se durcit, des journaux antimilitaristes sont confisqués par la poste, les soldats sont fouillés ; mais ces mesures n'entravent pas le mécontentement qui monte dans le pays.

Dans certains endroits, des révoltes de femmes éclatent, aux cris de : *"Du pain !"* Des tracts spontanément écrits sur des feuilles volantes passent de main en main. Ainsi, dans la 5<sup>e</sup> division, le ton des écrits devient coléreux et pathétique :

*"Nous avons des armes et, dans chaque bataille, nous perdons des milliers de victimes. Mais si nous sacrifions volontairement quelques-uns, qu'en serait-il ? Allons, chers camarades, boutons dehors ceux qui ont vendu notre chère patrie, pour la Bulgarie libre, pour la liberté, vive notre protecteur Alexandre Stamboliiski !"*

Le 5 octobre 1915, des soldats de la 27<sup>e</sup> brigade de Tchepino membres du Parti social-démocrate (tesniaks) et membre de l'Union agraire, et parmi eux beaucoup de jeunes soldats de Slavitsa (lieu de naissance de Stamboliiski), se révoltent ; la majeure partie d'entre eux sera fusillée.

Dix mois plus tard, le 21 décembre 1916, à la 1<sup>re</sup> brigade de la région de Sofia, arrive une dépêche alarmante annonçant que les soldats de la 25<sup>e</sup> brigade de Dragoman se révoltent, déclarant qu'ils ne voulaient pas traverser le Danube pour envahir un sol étranger. Le 42<sup>e</sup> régiment d'infanterie se joint à la révolte et 80 soldats manifestent en tirant des coups de fusil en l'air. En un éclair, cette agitation atteint les 21<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> régiments, pour finir en atteignant le régiment "Dorodovski".

Ces révoltes s'achèvent par des procès tragiques. L'organisateur de la révolte des régiments dits "Dragomanski", Yossef Belcher, se suicide. Cette répression féroce n'arrive pas à éteindre l'esprit de révolte, porté à son degré ultime par le sentiment de désespoir et d'une situation sans issue. A quoi vient s'ajouter l'extraordinaire ascendant de la révolution russe de Février.

Sur le front du fleuve Seret (Roumanie), les soldats bulgares sont face aux soldats russes.

## **"C'est quoi, la révolution ?"**

*"C'est quoi, la révolution ?"*, se demandent des soldats qui n'en ont jamais entendu parler. Leurs camarades leur expliquent en riant. Si ces idées ont du mal à faire clairement leur chemin, si l'imagination est encore trouble, cependant, chacun sent que quelque chose de grand, de très grand est arrivé.

Jusqu'à hier dociles, les soldats n'ont plus envie d'obéir à leurs officiers. Des liens d'amitié se nouent entre les deux camps ennemis. D'autant plus qu'en face, ceux qui se dressent sont les "bratouchki" ("petits frères").

Les soldats s'enhardissent, courent en franchissant le no man's land pour offrir qui du pain, qui de l'eau de vie. Et les séances de fraternisation s'amplifient, par-delà le glacis de Seret, qui sépare l'armée russe de l'armée bulgare.

Pour arrêter cette vague de fraternisations pernicieuses, les soldats du 35<sup>e</sup> régiment sont arrêtés, poursuivis, et leurs condamnations rendues publiques.

En dépit de la répression, les rencontres entre soldats ne cessent pas. On se fréquente, on échange des lettres, des tracts, des appels, des photos, on se réunit, on festoie. Suite à ces échanges entre le régiment bulgare "Rassemblement" et le régiment "Tirailleurs de Sibérie", s'établit une amitié qui dure une centaine de jours.

L'esprit de pacification et de fraternisation s'étend et gagne d'autres unités, tels les 35<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 53<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> régiments. Il gagne même des unités du front sud. Sous l'effet de cette agitation, qui atteint vite l'arrière, une délégation des députés agrariens se rend chez le général Gerov, chef d'état-major ; plus tard, Stamboliiski révélera que l'objet de cette démarche visait à encourager un coup d'Etat.

Sur ces entrefaites, éclate la révolution d'Octobre en Russie. L'organe des

tesniaks écrit : *“En ce moment critique, les travailleurs bulgares — la fraction la plus éveillée du peuple bulgare — ont le devoir d'élever leur voix et reprendre la lutte à l'exemple des frères russes. Cette lutte s'impose. Son issue ne fait pas de doute : malgré les obstacles, malgré les victimes, quelles qu'elles soient, la fin de cette lutte est le triomphe du peuple sur les oppresseurs et les dépouilleurs, le triomphe de la démocratie sur la monarchie, le triomphe du socialisme révolutionnaire sur le joug politique et économique. L'aurore du socialisme et de la liberté se lève.”*

Ce manifeste des tesniaks a un caractère de soutien, d'encouragement et d'agitation, mais il n'appelle pas à la révolte et au soulèvement.

Les nouvelles de la révolution russe vont alourdir davantage le climat régnant sur les fronts. Une pluie de condamnations capitales s'abat sur les soldats. Sur le front sud, la situation ne cesse de se détériorer et l'approvisionnement des lignes d'opération se dégrade d'autant. Le moral est au plus bas. Le chef d'état-major, le général Gerov, ne le cache pas.

Dans son rapport du 12 juin 1918, il émet le souhait que des accommodements d'ordre politique interviennent afin d'apaiser les esprits, sans toutefois toucher à l'armée. Dans le but de manœuvrer, c'est l'ancien chef de l'opposition de droite, Alexandre Malinov, qui est nommé président du Conseil.

La bataille décisive de “Dobro Pole” débute à 6 heures, le 14 septembre 1918. Du côté bulgare, sont alignées la 2<sup>e</sup> division de la ville de Plevain, le 10<sup>e</sup> régiment, le 30<sup>e</sup> régiment et quelques autres.

## La révolte générale

En face, les forces armées de l'Entente étaient bien supérieures en nombre et en armement : 15 000 soldats bulgares contre 57 000. Les affrontements durèrent deux jours et finirent par des combats au corps à corps. Au total, le régiment de “Cheïnovo” perd les deux tiers de ses effectifs, le 10<sup>e</sup> régiment 840 sol-

dat. Les pertes sévères subies par les unités de l'armée bulgare provoquent la percée du front et se soldent par une révolte générale des unités engagées. En tête du soulèvement, se trouvent la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> divisions d'infanterie, qui, abandonnant leur position, prennent le chemin du retour vers l'ancienne frontière gréco-bulgare. Dans leur retraite vers le nord, le long du fleuve Vardar, ces unités entraînent la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> divisions.

En quelques jours, du 22 au 27 septembre 1918, le soulèvement implique toutes les divisions cantonnées de la plaine de Vardar jusqu'à la région de Bitolia. Les uns sont animés du désir désespéré de parvenir d'une façon ou d'une autre à la paix ; d'autres, conscients de la limitation tragique de leur choix, ne voient d'autre issue que la transformation de leur révolte en soulèvement contre les responsables politiques qui ont jeté le pays et l'armée dans l'aventure.

La désertion survenue à “Dobro Pole” se transforme en soulèvement contre les fauteurs de guerre. Les “poilus” bulgares de “Dobro Pole” n'ont pas jeté leurs armes, mais les ont retournées contre leurs chefs.

Les rebelles se regroupent dès le départ des lignes du front ou au cours de la retraite vers l'arrière. C'est dans la précipitation que se forme tant bien que mal la nouvelle armée. Les syndromes de la précipitation vont peser lourd sur cette troupe, produit du désespoir, et cela comptera dans les engagements qui vont suivre.

Entre temps, l'état-major, bien informé de ce qui se passe sur le front, bat le rappel et prépare sa défense. On mobilise l'école des officiers de réserve. Toutefois, des contretemps se produisent : ainsi, les élèves-officiers de Kustëndil se rebiffent. Au sommet de l'Etat, réunion d'urgence en présence du roi. Et là, le conseil unanime sollicite l'armistice. Cependant, Ferdinand, imbu d'orgueil, a d'autres plans en tête, ce qui jette les membres du gouvernement dans la désolation. Et rien n'est décidé.

On dépêche des mandataires à Salonique. L'ambassade des Etats-Unis est saisie. Tous les généraux consultés sont

du même avis : ils sont pour l'armistice. Le lendemain, le président du Conseil, Malinov, adresse au roi trois lettres pressantes, sollicitant l'accord pour le dépôt des armes. Or les événements se précipitent : Stamboliiski, hier condamné à la détention perpétuelle, dont la libération est annoncée, exige la libération des autres prisonniers politiques auprès du ministre de la Guerre, Savov, qui ira le voir dans sa cellule. L'entretien du prisonnier avec le ministre ne servira qu'à tâter le terrain — première approche des deux camps qui s'opposent, tout en étant engagés dans un jeu subtil.

Tout ou presque se joue au cours de l'entretien avec le roi qui suivra peu après, et dont les détails ne seront publiés par le chef du gouvernement que par la suite. Tout évoque un marché : le roi consent à l'armistice et le dit à son adversaire agrarien ; mais en échange, Stamboliiski s'engage à aller à la rencontre des insurgés. Stamboliiski, tout au long des hostilités, avait gagné un prestige immense auprès des soldats. Il semble que, désormais, la voie de l'armistice est ouverte. Une délégation pour engager des pourparlers est donc constituée. On n'a pas hésité à y inclure le chef agrarien. Suprême habileté, qui engage l'agrarien vis-à-vis des tesniaks, dont un certain nombre de militants, et parmi eux Georges Dimitrov, sont toujours en prison.

Le 26 septembre, le chef agrarien, accompagné de son ami Raïko Dascalov, des députés et ministres, parmi lesquels le ministre de la Guerre, le général Savov, partent pour la ville de Radomir afin de "pacifier" les soldats et mettre fin à la rébellion.

Les résultats étaient loin d'être acquis d'avance. Le camp d'en face, c'est-à-dire de l'Entente, était-il d'accord pour mettre fin aux hostilités ?

## La République proclamée...

Les premiers contacts avec les soldats insurgés se passent mal. C'est le lende-

main que les choses vont bouger, sur l'initiative de Raïko Dascalov, qui, tout de go, proclamera la république et la destitution du tsar et de son gouvernement. C'est ainsi que prend date la glorieuse et tragique épopée de la république de Radomir.

La république seule peut sauver la Bulgarie de l'ennemi extérieur et des désordres à l'intérieur, dit le télégramme diffusé par le nouveau chef d'état-major.

Stamboliiski acquiesce et donne son accord pour assumer la présidence (provisoire ?) de la république.

Le commandant de la nouvelle armée rebelle, Dascalov, recommande *"que les soldats s'organisent par unités et désignent leurs commandants"*.

Les nouvelles de la révolte et de la longue marche des rebelles vers la capitale parviennent dans la ville minière de Pernik, à 30 km de Sofia. Halatchev rend compte de l'agitation qui s'est emparée des ouvriers de cette ville. Dascalov leur adresse un appel : *"On a dressé le drapeau de la révolution, c'est le drapeau de la république, ce sont vos idéaux, venez vous joindre au soulèvement."*

Mais deux parlementaires apportent la réponse du comité central des tesniaks, communiquée par Kabaktchiev. Et cette réponse dit *"neutralité"*.

## La dérobade

C'est la réponse officielle des tesniaks. Dès lors, c'en est fini de la révolution. Un an plus tard, leur leader Blagoev commentera l'échange qu'il a eu avec le porte-parole des agrariens, Alexandre Stamboliiski : *"Il m'a dit : nous ne prendrons le pouvoir avec aucun autre parti, excepté le vôtre. Vous êtes forts en ville, nous le sommes à la campagne ; ensemble, nous prendrons le pouvoir ; qu'en pensez-vous ?"*

Blagoev répondit : *"Le parti des tesniaks ne peut prendre le pouvoir avec l'Union agrarienne parce que les deux partis sont différents."*

Stamboliiski : *“Non, nous ne sommes pas très différents de vous ; j’admets tout votre programme, sauf un point : celui des petits propriétaires : nous n’y touchons pas.”*

Blagoev : *“Soit, mais quand même, notre parti ne prendra pas le pouvoir avec vous. Mais si vous acceptez le programme de notre parti...”*

Et plus loin, Blagoev d’argumenter : *“Il (le parti) était presque en entier sous les drapeaux, dispersé sur tous les fronts. Derrière les lignes, il était vide, les sections n’avaient qu’une poignée d’adhérents. Et dans la capitale, c’était pareil, sinon pire... Visiblement, le comité central n’avait aucune possibilité physique de prendre en charge cette révolution.”*

Manifestement, ce n’étaient pas les vraies raisons. Bien plus tard, en 1948, Georges Dimitrov, qui y avait pourtant participé, émettra un jugement a posteriori, un peu sommaire, mais non dépourvu de vérité :

*“La cause principale (du refus des tesniaks) réside dans son côté doctrinaire, dans les conceptions non bolcheviques, dans les méthodes et survivances du socialisme tesniak.”*

Pourquoi, après Radomir, cette abstention des tesniaks, ennemis farouches de la guerre, est-elle restée une énigme ? En réalité, elle a constitué l’impasse historique à laquelle a abouti la politique de l’aile révolutionnaire du jeune Parti social-démocrate bulgare.

A peine sortie d’une oppression séculaire, à peine entamé un développement capitaliste, la Bulgarie devait affronter d’autres puissances dotées de moyens militaires et de production modernes ; le télescopage des guerres de libération avec des guerres impérialistes n’arrangea rien. La bourgeoisie a eu l’habileté de détourner à son profit l’euphorie des guerres de libération et de les exploiter pour le compte de ses propres entreprises de conquête.

Le fait que les tesniaks se sont trouvés sur la crête entre deux mondes, celui de la II<sup>e</sup> Internationale et celui des bolcheviks, n’était pas pour éclairer leur route.

Blagoev, déjà avant la guerre, considérait les émules bulgares de Lénine (voir l’article *“Gatchev devant ses juges”*) (1) comme des extrémistes “anarchistes”. C’était le même type de critique que la II<sup>e</sup> Internationale et les mencheviks adressaient à Lénine et à ses protagonistes, le terme d’anarchiste signifiant en l’occurrence l’inadaptation des moyens par rapport aux fins (le socialisme, ou l’accès au pouvoir par le prolétariat) et un jugement sur les conditions objectives autorisant l’accès au pouvoir. Pour la Russie, cela voulait dire que les conditions n’étaient pas mûres pour le prolétariat pour accéder au pouvoir par la révolution.

Or, dans la polémique entre Plekhanov (menchevik) et Lénine, le cœur de Blagoev penchait pour le premier, bien qu’au cours de la guerre, les cartes finirent par se brouiller.

On comprend maintenant le sens que Dimitrov voulait donner à sa critique contre la neutralité que les tesniaks préféraient observer durant la révolte de Radomir et après, en employant l’expression d’excès doctrinaire ou de dogmatisme.

Tout cela n’avait pas aidé les tesniaks à tirer au clair les rapports avec le monde paysan. Ils n’ont jamais su trouver langue commune avec les agrariens. Avant, mais surtout après la révolte de Radomir, le mouvement ouvrier et le mouvement paysan n’ont pas su marcher ensemble. Et la bourgeoisie les a battus séparément.

Jusqu’à la fin du siècle, le mouvement ouvrier, toutes tendances confondues, a buté sur la question paysanne comme sur une pierre d’achoppement. Pourtant, très tôt en Bulgarie, le principe coopératif était devenu populaire au sein d’une agriculture très parcellaire.

Il avait obtenu de beaux résultats, malgré les obstacles inhérents à un socialisme sclérosé, nonobstant le lamentable échec des “complexes agricoles” imaginés par le néo-stalinien T. Jivkov.

#### Note de la rédaction :

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 10, page 113.

Revenons à Radomir.

Le noyau de l'armée insurgée de 10 000 hommes va compter cinq divisions. Le 28 septembre, vers 10 heures, à la gare dite "Zaharna fabrica", à l'emplacement de l'ancienne usine, arrive un train transportant majoritairement des soldats du front blessés. Un détachement d'une école militaire au complet, armé de mitrailleuses, les attend. Un début de dialogue suffit pour déclencher aussitôt un feu nourri de la part des élèves officiers.

Le carnage fait des centaines de victimes. Plus tard, une commission d'enquête cherchera à établir les responsables de cet incident sanglant.

## Le carnage

Le 29 septembre 1918, le chef de l'armée rebelle et ses soldats insurgés sont déjà devant le village de Vladaïa, tout près de Sofia. Mais Stamboliiski n'est pas avec eux. Il déclare aux autorités qu'il a échappé à sa capture par les rebelles, alors que son ami Raïko Dascalov aurait été contraint de se déclarer leur chef militaire. Curieuse situation ambiguë, où le pouvoir n'ose pas arrêter l'ancien prisonnier agrarien, alors qu'il pouvait l'obliger par la voie du télégraphe à renoncer à son nouveau titre de président de la République, en invitant les insurgés à se rendre.

Le pays suspend son souffle en attendant que la bataille imminente éclaircisse une situation saturée de confusions et d'incertitudes.

L'assaut du 29 septembre est le point culminant de l'engagement. Et la supériorité des forces amassées face aux rebelles finit par l'emporter, grâce au nombre et à l'armement. Malgré l'élan des insurgés, leur tentative de rompre les lignes de défense échoue. Hors de combat, certains parviennent à se dissimuler en changeant leurs uniformes, d'autres parviendront à rejoindre leurs villages ou prendront le maquis pour de longues an-

nées. Trois mille rebelles seront capturés, la plupart blessés, les autres épuisés et en piteux état. Des blessés sans défense seront achevés par dizaines et sans pitié. Des témoins raconteront des épisodes de ce carnage féroce lors de l'enquête parlementaire qui sera conduite en 1922 par le pouvoir du parti agrarien.

Le 2 décembre 1918, la rébellion est définitivement matée. Mais le pays est toujours en état de guerre. Dans l'incertitude, la vie du pays semble suspendue. La menace de voir le roi, aidé par les unités de l'armée allemande, faire culbuter le gouvernement, occupait les esprits de nombreux ministres. Inquiet, le gouvernement exprime le souhait que les unités de l'armée française entrent en Bulgarie le plus rapidement possible.

Tout se précipite. Le roi appelle à la rescousse le commandant de la capitale, le général Protoguerov, chargé d'arrêter les membres du gouvernement par un coup d'Etat. Momentanément d'accord, celui-ci se dérobe ; le roi, ayant joué sa dernière carte, se voit obligé d'abdiquer, et c'est la fin de son règne.

Puis les pourparlers s'engagent et c'est l'armistice. Suite à la défaite du soulèvement, dix mille soldats seront mis en prison. Plus tard, Kolarov rapportera des détails sur les exactions subies par les rescapés de la révolte.

Lénine dénoncera les conditions de l'armistice, le 8 novembre : "*Prenez la Bulgarie : à première vue, ce petit pays n'avait rien de menaçant pour le colosse impérialiste anglo-américain. Cependant, la révolution dans ce petit pays faible et chétif leur a fait perdre la raison, de telle sorte que leurs conditions d'armistice équivalaient à une occupation.*"

La révolte de Radomir ne fut pas une aventure vaine. Elle fit sortir la Bulgarie du conflit, congédia le roi Ferdinand (bien que ce ne fût pas la fin de la monarchie), et elle contribua à mettre fin à la guerre.

Tico Jossifort

**Otto Bauer :**  
**révolution politique**  
**et**  
**révolution sociale**

Otto Bauer (1881-1938) est le représentant le plus célèbre de l'école marxiste autrichienne du début du siècle, dite "austro-marxiste", encore qu'Otto Bauer lui-même récusât ce terme.

Né dans une famille juive autrichienne très aisée, à Vienne, le 5 septembre 1881, il étudia Marx très tôt, appartint dès 1903 à l'association marxiste Zukunft, écrivit en 1907 un ouvrage intitulé *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie* ("La question nationale et la social-démocratie"), sujet brûlant dans un Empire austro-hongrois véritable mosaïque de nationalités.

La même année, il est nommé secrétaire parlementaire du groupe parlementaire social-démocrate autrichien, fort de 87 députés. Mobilisé, il est fait prisonnier par les troupes russes à la fin de novembre 1914 et interné au camp de Berezovska, en Sibérie. Il y apprend le russe, en est libéré en juillet 1917 et se rallie alors à la gauche du Parti social-démocrate autrichien impulsée par Max Adler. Au lendemain de l'effondrement de la monarchie autrichienne et de la proclamation de la république, le 12 novembre 1918, il devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement présidé par le socialiste Karl Renner et reste à ce poste huit mois.

Il publie en 1919 la brochure *La Marche au socialisme*, dont le premier chapitre est reproduit ci-après (1). Il fut l'un des créateurs, en février 1921, de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale, que Lénine qualifiait par dérision de "Deuxième Internationale et demie".

Il publie en 1924 *La Lutte pour le pouvoir* (2).

Le 31 mars 1933, le chancelier social-chrétien Dollfus dissout les milices du Parti social-démocrate, le Schutzbund, puis dissout le Parti communiste, ouvre des camps de concentration pour les militants ouvriers, démet les directions élues des organisations syndicales, interdit à la vente le 23 janvier 1934 le quotidien du Parti social-démocrate et, en février, *Arbeiter Zeitung* ; puis, au milieu du mois de février, il écrase le Schutzbund, qui avait maintenu illégalement son existence.

Otto Bauer s'enfuit à Paris, où il dirige le bureau étranger du Parti social-démocrate autrichien. En 1936, il publie *Zwischen zwei Weltkriegen ?* ("Entre deux guerres mondiales ?"), où il affirme entre autres : « *Le "socialisme dans un seul pays" est tout à fait possible dans un immense pays comme la Russie, qui a sur son sol presque toutes les matières premières importantes et peut écouler la plus grande partie de ses produits dans le pays même* », mais en revanche, impossible dans les "petits pays qui dépendent de l'étranger" ; il meurt à Paris, en juillet 1938.

Les éditions EDI ont publié en 1968 un choix de textes d'Otto Bauer, avec une présentation très précise et très précieuse et des notes d'Yvon Bourdet, sous le titre *Otto Bauer et la révolution*.

(1) La brochure est reproduite intégralement dans *Otto Bauer et la révolution*, pp. 87 à 129.

(2) Publié pages 131 à 167 d'*Otto Bauer et la révolution*.

## **“La demi-révolution éveille la volonté d’une révolution totale”**

**L**A révolution politique a détrôné l’empereur, éliminé la Chambre des seigneurs, détruit le suffrage censitaire dans les élections provinciales et municipales. Tous les privilèges politiques sont anéantis. Tous les citoyens, sans distinction de classe, de condition ni de sexe, sont maintenant des citoyens à droits égaux.

Mais la révolution politique n’est que la moitié de la révolution. Elle supprime l’oppression politique, elle laisse subsister l’exploitation économique. Le capitaliste et l’ouvrier sont en droits égaux entre eux, ils jouissent des mêmes droits politiques — et cependant, l’un reste un capitaliste et l’autre un ouvrier; l’un reste un seigneur de fabriques et de mines, l’autre reste pauvre et sans défense comme un rat d’église.

La révolution politique ne supprime pas l’exploitation économique et, bien plutôt, elle la rend plus directement sensible. Avons-nous détruit la toute-puissance de l’empereur pour demeurer assujettis à la toute-puissance du capitalisme ? Avons-nous donc brisé la tyrannie des généraux, des bureaucrates, des nobles féodaux, pour demeurer les valets des directeurs de banques, des magnats des cartels, des barons de la Bourse ? Voilà ce que demandent les masses ouvrières. La demi-révolution éveille la vo-

lonté d’une révolution totale. Le bouleversement politique éveille la volonté de la rénovation sociale. La victoire de la démocratie inaugure la lutte pour le socialisme.

La victoire de la démocratie dans l’Europe centrale est le résultat de la guerre, la conséquence de la défaite des puissances centrales. La guerre a détruit la puissance militaire des deux monarchies militaires ; elle a arraché à l’Etat d’autorité ses moyens de contrainte et, par là, conduit la démocratie à la victoire. Mais cette même guerre a aussi provoqué d’énormes bouleversements économiques : ces bouleversements font du socialisme une nécessité inéluctable.

Quatre ans et demi durant, les peuples n’ont pas bâti de logis, mais creusé des tranchées ; pas construit de machines, mais produit obus et grenades ; pas labouré les champs, mais servi les canons. Notre sol est vidé de substance alimentaire, notre outillage est usé, nos chemins de fer sont avariés, nos vêtements, notre linge en loques — toute la richesse de la société est détruite. Par la guerre, les peuples sont devenus pauvres, indigne-ment pauvres.

Tous les peuples sont devenus pauvres, mais ceux de l’Europe centrale encore plus que les autres. Car nous sommes vaincus. Il nous faudra verser aux vainqueurs une indemnité pour les

dommages de guerre, payer tribut. Pauvres comme nous sommes, nous devrons encore, dans notre misère, payer aux autres, aux vainqueurs, un impôt gigantesque !

Nous travaillerons. Mais à quoi ? Nous devrons d'abord travailler pour nettoyer notre sol gâté de mauvaise herbe, pour remplacer les machines usées par du neuf, pour remettre en ordre nos misérables chemins de fer. Et puis, nous devrons travailler pour produire toutes les marchandises avec lesquelles nous paierons le tribut aux vainqueurs. Dans de pareilles circonstances, nous restera-t-il assez de forces pour produire par notre travail, dans une mesure suffisante, ce dont nous avons besoin pour nous-mêmes : denrées alimentaires, linge, vêtements, habitations ?

Nous serons pauvres, indiciblement pauvres. Pouvons-nous, dans une pareille misère, nous offrir encore le luxe d'acquitter, sur le produit de notre travail, un tribut à de gras prélats, à des comtes arrogants, à d'orgueilleux profiteurs de guerre, à des rentiers oisifs ? Un peuple devenu aussi pauvre peut-il encore supporter que les maigres fruits de son travail soient partagés de façon si inégale ?

Nous sommes trop pauvres pour partager encore avec les capitalistes et les grands propriétaires le fruit de notre travail. Il est assez pénible que, sous forme d'indemnité de guerre, nous devions payer tribut aux capitalistes étrangers : nous ne pouvons pas, en sus, demeurer tributaires des capitalistes de chez nous. Dans notre détresse économique, il n'y a qu'une issue : le socialisme ! La guerre, qui a mené la démocratie à la victoire, nous a contraints aussi à marcher au socialisme.

Mais comment viendrons-nous à un ordre socialiste de la société ? Comment ferons-nous passer à la collectivité nationale la propriété des fabriques et des mines, des forêts et des terres, des grands domaines et des gros capitaux, qui appartiennent aujourd'hui aux capitalistes et aux grands propriétaires ?

La révolution politique peut être l'œuvre d'un jour. Mettre à la place de la monarchie la république, à la place des

privileges de quelques-uns l'égalité des droits, ça a toujours été l'affaire d'un seul coup, d'une grande heure. Beaucoup s'imaginent que la révolution sociale peut s'accomplir d'une manière aussi rapide, aussi soudaine que la révolution politique. En un jour, les travailleurs pourraient s'emparer d'un seul coup de toutes les fabriques, mines, maisons de commerce, banques, propriétés foncières, ils pourraient en déloger purement et simplement les capitalistes et les directeurs : ce qui était le matin la propriété des capitalistes et des grands propriétaires serait au soir la propriété du peuple qui travaille. Mais en est-il vraiment ainsi ? La révolution sociale peut-elle vraiment s'accomplir si vite et si simplement ?

Notre bien-être dépend de deux choses : 1) la quantité des marchandises, qui, de façon générale, sont produites dans le pays ; 2) la façon dont cette quantité est répartie entre les différentes classes de la société. Le socialisme veut d'abord changer la répartition des produits. Aujourd'hui, le capitaliste, oisif qui a hérité sa propriété de Monsieur son papa, reçoit sur l'ensemble des produits de la communauté une part beaucoup plus grande que l'ouvrier assidu et capable. La société socialiste ne connaîtra pas de telles différences. A la vérité, elle ne partage pas les produits d'une manière absolument égale. Elle aussi devra payer mieux le travailleur assidu que le paresseux : sans cela, il n'y aurait plus beaucoup d'assidus ; l'inventeur, qui découvre de nouveaux procédés, l'homme industriel, qui ouvre de nouvelles voies à l'économie publique, seront aussi payés par elle davantage que ceux dont la tâche quotidienne s'accomplit sans souci : sans quoi il n'y en aurait pas beaucoup qui se donneraient du mal pour perfectionner les procédés de travail. Mais c'est seulement le service véritable rendu à la société, et non la propriété héritée, non le capital, amassé sans scrupules, qui donnera des titres à une plus grosse part sur le produit du travail social. Ainsi, le socialisme changera d'abord la répartition de l'ensemble des produits, de la communauté. Mais la masse du peuple qui travaille ne pourra

s'en réjouir que si en même temps la production n'est pas limitée. Car s'il arrivait que, dans la société socialiste, il était produit moitié moins de marchandises que dans la société capitaliste, les travailleurs ne vivraient pas mieux dans cette société, et probablement même beaucoup plus mal que sous la tyrannie du capital : la répartition plus juste ne nous servirait de rien s'il y avait moins à répartir. Voilà, par conséquent, qui trace sa route au socialisme : il doit organiser de manière plus juste la répartition des produits, sans que la production elle-même s'en ressente.

Nous sommes devenus terriblement pauvres. L'avarie de tout notre appareil de production, le manque de matières premières, la diminution de la puissance de travail chez des hommes non alimentés fait que nous produisons infiniment moins de marchandises que nous ne faisons en temps de paix. Comme nous produisons moins, il s'ensuit que nous avons moins à consommer. Plus le produit du travail est faible dans la société, plus la richesse en marchandises est faible et, par conséquent, moins il en revient à l'individu même dans la répartition la plus juste, et moins l'individu peut consommer et jouir. Dans un temps pareil, nous devons nous garder de faire quoi que ce soit qui détruise davantage notre appareil de production, qui nous rende plus difficile l'approvisionnement en matières premières, qui limite encore notre production ou amoindrisse le produit total de notre travail. Notre misère nous force à organiser d'une manière plus juste la répartition des produits : mais elle nous oblige aussi à exécuter cette révolution de façon à ce que la production n'en souffre pas.

Imaginons que les travailleurs s'emparent en un seul jour de toutes les entreprises, qu'ils en expulsent tout simplement les capitalistes, les directeurs et les hauts employés et qu'ils en assument eux-mêmes la direction ! Un tel bouleversement ne serait naturellement possible que dans une guerre civile sanglante, et il va de soi que la guerre civile détruirait une quantité énorme de moyens de production, de machines, de matériels de chemin de fer, etc. Notre

appareil de production, déjà si terriblement rétréci, en deviendrait encore plus misérable.

Les capitalistes de l'étranger nous refuseraient les matières premières dont nous avons besoin et le crédit indispensable pour nous les procurer ; l'Amérique et l'Europe maintiendraient le blocus ; nos industries devraient s'arrêter pour longtemps faute de matières premières. La plupart des directeurs, des ingénieurs, des chimistes, des administrateurs, des techniciens, des employés du commerce et de l'industrie de toute espèce, qui seuls ont pu acquérir dans la société capitaliste les connaissances nécessaires pour la direction des grandes entreprises, tous ces gens nous refuseraient leur collaboration : les ouvriers tout seuls seraient-ils capables de dénicher les matières premières et d'organiser le travail compliqué de la grande industrie moderne, où chaque ouvrier n'accomplit qu'une fraction du travail et ne connaît par suite qu'une petite section ? Et même, empoignés par les passions de la guerre civile, les ouvriers n'auraient ni les nerfs ni l'esprit au travail : l'intensité de l'effort baisserait terriblement.

Et le résultat de tous ces phénomènes, ce serait une production de marchandises encore plus faible qu'aujourd'hui. Sans doute la répartition en serait plus juste : mais le travailleur, individuellement, n'en recevrait pour cela rien de plus qu'aujourd'hui, et même vraisemblablement beaucoup moins, justement parce que la production étant moindre, il y aurait aussi moins à répartir. Le peuple, qui pourtant espère du socialisme une amélioration de sa situation, serait terriblement désillusionné, et cette désillusion le pousserait dans les bras de la contre-révolution capitaliste.

Ainsi, ce n'est pas de cette manière que nous pouvons venir au socialisme. Nous devons prendre un autre chemin. C'est par un travail méthodique, allant au but d'un jalon à un autre, que nous devons édifier peu à peu la société socialiste. Chacune des mesures successives nous conduisant à la société socialiste doit être mûrement pesée : elle ne doit pas seulement organiser de façon plus

juste la répartition des marchandises, elle doit aussi en perfectionner la production ; elle n'a pas le droit de détruire l'organisation capitaliste de la production, si elle n'institue pas en même temps une organisation socialiste qui permette une production au moins aussi parfaite.

La révolution politique a été l'œuvre de la violence : la révolution sociale ne peut être que l'ouvrage d'un travail constructif et organisateur. La révolution politique a été l'affaire de quelques heures ; la révolution sociale devra être le résultat du travail hardi, mais aussi réfléchi, de beaucoup d'années. Cette conception n'a rien à faire avec les illusions des révisionnistes à esprit étroit ou des réformistes d'hier et d'avant-hier. Ils ont cru que la société pouvait "évoluer" pacifiquement dans le sens socialiste sans qu'il y ait besoin pour cela de révo-

lution violente. Franchement, c'était une erreur. Car la révolution sociale suppose la conquête du pouvoir politique par le prolétariat : et le prolétariat n'a pu et ne peut absolument conquérir le pouvoir coercitif de l'Etat que par des moyens révolutionnaires.

Mais aussitôt le pouvoir conquis, le prolétariat a devant lui des devoirs tout nouveaux, qui ne peuvent plus être remplis par les moyens appropriés à la révolution politique. Car la révolution politique ne peut guère, comme Marx l'a dit, que "*libérer les éléments de la société future*" ; construire, avec ces éléments, la société nouvelle, c'est une tâche qui ne peut s'accomplir ni dans les combats de rue, ni dans la guerre civile, mais seulement dans un travail, créateur de législation et d'administration.



**A. Chliapnikov :  
remarques  
sur la France  
(1925)**

Né à Mourom, fils d'un homme qui fut tour à tour meunier, manœuvre, charpentier et commis, Alexandre Chliapnikov (1884-1937) dut travailler très tôt dans son enfance après la mort de son père, quand il avait quatre ans.

Il devient militant du Parti social-démocrate à Mourom, où il travaille en usine en 1904, est arrêté cette même année, libéré par l'amnistie d'octobre 1905, arrêté de nouveau à la fin de l'année et emprisonné jusqu'en 1907.

En 1908, il part en Europe occidentale, travaille d'usine en usine en France, en Angleterre, en Allemagne, revient en Russie en avril 1914. Après une brève tournée dans les pays scandinaves, il devient responsable du bureau russe du comité central du Parti bolchevique en novembre 1915, puis est coopté au comité central. En février 1917, il est élu au comité exécutif du soviet, élu président en avril du syndicat des métallurgistes de Pétersbourg, puis, trois mois plus tard, président national du syndicat, et enfin est nommé commissaire au Travail du premier Conseil des commissaires du peuple.

Il constitue en décembre 1920 avec Medvedev, qui l'a remplacé à la tête du syndicat des métallos, Kisselev, président du syndicat des mineurs, et Alexandra Kollontai, l'Opposition ouvrière, qui dénonce le bureaucratisme et réclame que la gestion de l'économie soit confiée aux syndicats.

Après le X<sup>e</sup> Congrès (1921), il dirige en tant que membre du comité central la commission pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et appartient à la commission centrale d'épuration du parti. Il est réélu au comité central. Bien que l'Opposition ouvrière ait été formellement dissoute, en février 1922, vingt-deux de ses anciens dirigeants rédigent un appel au comité exécutif du Comintern, demandant son intervention contre un certain nombre de violations de la démocratie du parti.

Le XI<sup>e</sup> Congrès du parti, en mars 1922, condamne cet appel en reprochant aux signataires des informations fausses et tendancieuses sur la vie interne du parti. Son exclusion du comité central est demandée, mais il manque dans le comité central une voix pour qu'elle soit votée. Chliapnikov n'est pas exclu, mais il s'écarte de la vie politique active. Cependant, lors de la discussion de 1923, il envoie un texte à la direction, "*Nos divergences*", où il dénonce le non-respect de la résolution du X<sup>e</sup> Congrès sur la démocratie dans le parti et souligne ironiquement que certains partisans de la démocratie en 1923 ne l'étaient pas en 1921 ou 1922, mais que l'essentiel est dans la bataille pour que l'appareil n'avale pas les promesses de démocratie ouvrière contenues dans la résolution du bureau politique sur le "Cours nouveau".

Le bureau politique publie son texte dans la *Pravda* (18 janvier 1924), le dernier jour de la XII<sup>e</sup> Conférence du parti, une fois tous les votes exprimés !

En 1924-1925, le secrétariat du comité central, c'est-à-dire Staline, l'envoie à Paris comme conseiller de la légation soviétique. Il publie à son retour des souvenirs de ce voyage, dont sont extraites les pages ci-après.

En 1924, son camarade Medvedev adresse à un ancien de l'Opposition ouvrière de Bakou, qui la fait lire à deux ou trois camarades, une lettre

violente contre la politique nationale et internationale de la direction. Ainsi, Medvedev qualifie les dirigeants des PC étrangers de *“bande de domestiques petits-bourgeois, soutenus par l’or russe”*. La direction du parti azerbaïdjanais dénonce la reconstitution d’un groupe de l’Opposition ouvrière, mais la commission centrale de contrôle doit reconnaître le caractère fallacieux de l’accusation.

Deux ans plus tard, en pleine lutte contre l’Opposition unifiée, Chliapnikov envoie à la revue du comité central, *Le Bolchevik*, un article où, sans s’associer à l’Opposition unifiée, il dénonce les manœuvres de la direction, qui l’a invité à attaquer l’Opposition pour se venger de ses dirigeants (surtout Zinoviev), lesquels avaient en vain réclamé de Lénine son exclusion cinq ans plus tôt. Impossible, dit Chliapnikov, d’*“obéir à des motifs de vengeance politique et personnelle”*. Ce faisant, il appuie l’Opposition aux yeux de Staline, qui ressort la lettre de 1924, présentée comme une prétendue plate-forme de Bakou, avec un double objectif : affirmer l’existence d’un bloc Trotsky-Zinoviev-Chliapnikov (auquel on attribue comme plate-forme politique la *“lettre de Bakou”*, dont il n’a pas écrit ni signé une ligne).

A la fin de 1926, Chliapnikov et Medvedev publient une déclaration mesurée condamnant les propos de la *“lettre de Bakou”*, puis s’éloignent définitivement de l’activité politique.

Chliapnikov écrit des souvenirs extrêmement précieux sur la révolution de 1917, où il n’évoque qu’une fois Staline, et en termes peu flatteurs. Il ne peut publier normalement le dernier tome de ces souvenirs, dénoncés dans la *Pravda* comme *“non bolcheviks”*. Il est exclu du parti en 1933.

Au lendemain du meurtre de Kirov, Chliapnikov est arrêté en janvier 1935, avec 17 autres militants accusés d’avoir reconstitué une organisation clandestine (imaginaire) d’Opposition ouvrière. Il est accusé de ne pas *“avoir mené le combat contre l’opposition trotskyste”* (ce qui est vrai) et de dégénérescence bourgeoise parce que, en tant que gérant de coopérative, il a refusé de céder à un bureaucrate du comité de Moscou, dont Kaganovitch lui-même avait signé le billet, un appartement revenant, selon la liste d’attente, à un travailleur sans parti.

Il est condamné à cinq ans d’exil, puis arrêté de nouveau au début de 1937. Bien que très malade, il refuse de faire aucun des aveux que le NKVD veut mettre dans sa bouche (en particulier, d’avoir passé un accord avec Zinoviev pour assassiner Staline) et est fusillé en septembre 1937 avec son camarade Medvedev.



A. Chliapnikov (1884-1937).

## **“La Charte d’Amiens n’exprime rien d’autre que les véritables sentiments de la classe ouvrière”**

**P**ENDANT mon séjour à Paris, j’ai eu maintes occasions de rencontrer des gens que j’avais bien connus autrefois, qui étaient alors des dirigeants syndicaux et dont un certain nombre l’étaient restés. Je me suis souvent rendu à la Confédération générale du travail et j’ai pu avoir, sur toute une série de sujets, des discussions avec certains des représentants de l’actuelle confédération réformiste et des rédacteurs de sa revue *Le Peuple*.

Au secrétariat de la CGT, rue Lafayette, parmi mes anciennes connaissances, je rencontrai l’actuel secrétaire, de fait, de la CGT, Lenoir, le rédacteur en chef Mignon, l’ex-secrétaire de la fédération parisienne des métallurgistes, Dubreuil. Ce qui m’intéressait avant tout, c’était de savoir quelle était leur attitude envers notre pays et notre révolution. Dans l’hebdomadaire de la confédération, je n’avais pas vu un seul article qui témoignât d’une quelconque bienveillance pour notre révolution. Cela m’avait stupéfait. J’avais connu nombre d’entre eux, avant la guerre, comme des gens dévoués depuis longtemps à la cause ouvrière. Et dans leur organe, *Le Peuple*, nos ennemis, socialistes-révolutionnaires et mencheviks, faisaient souvent passer leurs informations sur l’Union soviétique ou étaient à la source

d’articles délibérément hostiles à notre égard.

Au cours de longues conversations, Lenoir, Million, Dubreuil, Lab, Blanchard et d’autres m’expliquèrent que la logique de la lutte interne contre les communistes français les avait poussés à occuper cette position hostile. Ils déclarèrent aussi qu’ils étaient prêts à reconsidérer leur attitude, mais exigeaient au préalable que les communistes français changent d’attitude envers eux. En tant que diplomate, je n’avais aucune possibilité de satisfaire à ce genre d’exigence. Eux tenaient Moscou pour directement responsable de la campagne, selon eux calomniatrice, que menait contre eux la presse communiste. Je tentais, comme je pouvais, de dissiper leurs accusations et leurs soupçons, mais je ne parvins même pas à les convaincre que le Parti communiste français avait sa propre politique et n’avait pas besoin de la sanction de Moscou pour décider de ses relations avec eux.

À l’époque où j’ai vécu et travaillé en France (1) et, en particulier, à Paris et en banlieue parisienne, je m’étais fait un grand nombre d’amis ouvriers. J’avais été membre de la direction du syndicat

---

(1) À la veille de la guerre (NDLR).

des mécaniciens et adhérent de la section d'Asnières du Parti socialiste ; j'ai donc pu non seulement étudier le mouvement ouvrier français, mais aussi y prendre une part active comme socialiste et comme métallurgiste travaillant en usine et syndiqué. Il va de soi que, dès que des journaux parisiens eurent mentionné mon nom, toute une série de mes anciens amis se mirent à ma recherche. J'ai moi-même recherché ceux qui ne connaissaient pas mon nom de famille russe. J'ai ainsi retrouvé tous les amis que j'avais eus, tant au travail qu'au parti ou au syndicat.

La guerre et la lutte interne après la guerre, la scission dans le Parti socialiste et les syndicats ne pouvaient pas ne pas influencer sur l'état d'esprit et les positions de mes anciens amis. Ils se retrouvaient dans des camps politiques différents. Ayant travaillé dans de nombreuses usines, fabriques et ateliers, et de par mes responsabilités politiques et syndicales, j'avais des amis personnels dont les professions étaient les plus diverses. Il y avait des métallurgistes de toutes catégories, des ouvriers de la presse, du bâtiment, des transports, des employés des secteurs de l'industrie et le commerce, en un mot des représentants des principaux secteurs industriels parisiens.

Dix années avaient passé depuis mon précédent séjour en France, mais notre amitié était intacte. Mes camarades avaient suivi avec le plus vif intérêt la lutte que nous avions menée pendant ces années et n'avaient pas manqué de chercher à savoir ce qu'était devenu et ce que faisait celui qu'ils connaissaient sous le nom d'"Alexandre". Ils voyaient souvent mon nom dans les journaux bourgeois ou socialistes, particulièrement dans les dernières années à cause de la lutte interne au parti. Ils avaient entendu dire que leur compagnon de travail et de lutte était maintenant exilé quelque part dans la taïga sibérienne, pour son intransigeance et ses désaccords avec le régime existant. Ils avaient tenté, mais en vain, d'en avoir confirmation. Il va de soi que ces camarades me bombardèrent de questions sur notre pays, notre politique, notre tactique. Tous continuaient à travailler en usine, dans des imprimeries,

sur des chantiers, prenaient une part active à la lutte syndicale et politique. Certains avaient été les fondateurs des premiers comités de la III<sup>e</sup> Internationale, dès 1918-1919, mais la plupart étaient désormais hors du Parti communiste français. Certains étaient restés dans le vieux Parti socialiste, d'autres étaient passés dans l'autonomie, sur le plan politique comme sur le plan syndical.

Dans nos conversations, qui avaient lieu dans des appartements ouvriers où l'on m'invitait à déjeuner ou à dîner, à prendre un café ou un verre de vin, on me posait les questions les plus diverses, qui exigeaient de longues heures d'explications. Finalement, je demandais à mes camarades qu'il résumât par écrit toutes leurs questions et leurs doutes pour que je puisse répondre systématiquement sur tout. Et ils établirent ce questionnaire. Il est caractéristique de l'état d'esprit des militants de base et peut fournir d'utiles indications et explications au fait que notre révolution, qui avait suscité un tel enthousiasme dans le prolétariat français en 1919-1920, n'impressionne plus aujourd'hui autant sa conscience et son cœur. Des ouvriers appartenant aux courants politiques les plus divers participaient à ces conversations, il y avait des communistes, des socialistes, des anarchistes, des syndicalistes ; en un mot, tout ce qui fait la richesse de la classe ouvrière française était représenté.

La principale question, c'était plutôt un reproche qu'une question, à l'égard de notre parti était que nous étions la cause de l'émiettement des forces révolutionnaires du prolétariat français. Les camarades argumentaient ainsi leur position :

*« Il nous semble que la raison du morcellement des forces révolutionnaires chez nous est le résultat des événements révolutionnaires à l'Est, engendrés par la guerre. Cette influence apparaît dans l'ingérence dans le mouvement ouvrier de notre pays des camarades russes, qui ont le pouvoir en Russie et dans l'Internationale. A cause de cette influence, nos organisations ouvrières ne peuvent s'orienter par elles-mêmes. Les buts poursuivis par les camarades russes sont*

*clairs. Ils veulent diriger les efforts du prolétariat révolutionnaire de tous les pays vers la conquête de la "démocratie centralisée" en Europe par le moyen de la révolution internationale. Cette orientation est contraire à l'esprit français, car, ayant l'expérience pratique de ce système du centralisme démocratique, le mouvement ouvrier français voudrait précisément s'en affranchir et se développer dans le sens du droit pour le prolétariat à se diriger lui-même et d'un système social décentralisé, qui donnerait à divers groupes autonomes dans chaque pays la possibilité de s'organiser librement eux-mêmes. »*

De l'avis des camarades, les principes du syndicalisme sont à la base de ce système qui remplacerait le "centralisme démocratique". Toute une série de fausses interprétations, tant sur notre III<sup>e</sup> Internationale que sur le centralisme démocratique lui-même, conduisent à cette affirmation, qui est en même temps une accusation. Les camarades confondaient le principe de fonctionnement de notre parti sur la base du centralisme démocratique et s'imaginaient que le but de notre révolution et de nos espoirs internationaux était la constitution de la démocratie centralisée en Europe de l'Ouest, à l'aide de la révolution internationale, c'est-à-dire la remise du pouvoir aux éléments petit-bourgeois. C'est ainsi qu'ils comprennent la lutte pour la "démocratie centralisée".

Le second groupe de questions auxquelles j'ai été confronté dans une série de rencontres et de discussions était les prétendues "tendances russes" visant à réaliser l'unité idéologique et organisationnelle du mouvement ouvrier européen. Mes interlocuteurs voyaient dans cette tendance la raison de toutes les scissions et divergences qu'ils voyaient sous leurs yeux. Il va de soi que toutes ces intentions malignes des Russes et leurs tentatives d'imposer à tout le mouvement ouvrier international une idéologie et une organisation unique étaient dictées par "le même but, la révolution internationale au nom de la démocratie centralisée", que cette lutte pour la démocratie centralisée, étant le but de notre révolution internationale, exigeait, bien

entendu, l'unité idéologique et organisationnelle correspondantes. C'était, à leur avis, nécessaire pour que les conspirateurs russes puissent mieux diriger. C'est pourquoi tous ceux qui s'opposaient à cette volonté de réaliser "ce grand but, l'instauration de la démocratie centralisée en Europe", étaient considérés comme des ennemis.

Les syndicalistes "purs", et les syndicalistes révolutionnaires surtout, déclaraient que là était la raison de l'hostilité des communistes envers les syndicalistes révolutionnaires, surtout ceux qui étaient restés fidèles à la Charte d'Amiens. Cette attitude engendrait haine et division. "Nous pensons, me disaient-ils, que nos camarades russes doivent comprendre que le mouvement ouvrier dans chaque pays se développe conformément à ses conditions historiques propres, à son tempérament, à sa nature. En négligeant ces lois sociales et naturelles, les camarades russes ont détruit l'harmonie de ce mouvement et ont atteint le but opposé à celui qu'ils s'étaient fixé. Ils n'ont pas su tirer les leçons des événements historiques de la guerre et de l'après-guerre qui ont fait naître l'immense élan des peuples à se libérer eux-mêmes."

Le troisième groupe de questions, qui venaient essentiellement des syndicalistes, était de savoir en quoi nous, les Russes, étions en désaccord avec la fameuse résolution adoptée au congrès de la Confédération générale du travail à Amiens.

"Vous ne pouvez ignorer cette circonstance que les syndicalistes sont fidèles à ce congrès parce qu'il a parfaitement exprimé les buts et les moyens de la lutte de la classe ouvrière. Ses décisions sont la charte de notre unité idéologique et organisationnelle. Elles affirment l'indépendance de notre mouvement et de son activité. Ses buts contiennent tous les objectifs de la lutte sociale, puisqu'ils partent de l'abolition du salariat et du patronat pour aboutir à l'appropriation des moyens de production et d'échange. Ainsi le mouvement ouvrier purement syndical français est devenu un mouvement social, qui inclut toutes les nuances du mouvement ouvrier. La

*Charte d'Amiens n'exprime rien d'autre que les véritables sentiments de la classe ouvrière. La lutte de classe est menée par des organisations de classe. Sous l'influence de ces idées, la classe ouvrière a constitué dans toute une série d'endroits ses propres institutions, qu'elle oppose aux institutions capitalistes."*

C'est dans ce langage savant que les camarades exprimaient leur protestation face à la scission dans le mouvement syndical français et aussi vis-à-vis de notre politique.

Le quatrième groupe de questions concernait notre situation intérieure et les acquis réels de notre révolution d'Octobre. Les prolétaires avec qui je discutais tentaient distinguer le vrai du faux, sur la base des informations données par la presse, sur ce qui se passait dans notre pays. On peut imaginer la confusion qui régnait si je dis que les ouvriers français se représentaient notre ancienne politique économique comme une étape déjà atteinte du socialisme. Il va de soi que j'ai dû expliquer longuement les choses les plus élémentaires, par exemple que toute la période depuis Octobre jusqu'à aujourd'hui est une période de lutte pour le socialisme et l'établissement de voies y menant, mais que nous ne pouvions pas dire que nous avions déjà atteint un ordre socialiste, que notre nom de "République socialiste soviétique" signifie seulement que le parti qui dirige aujourd'hui la politique du pays a comme but l'instauration du socialisme, mais le socialisme lui-même n'est pas encore atteint.

Mes amis et connaissances exprimaient souvent l'idée qu'il n'y avait presque pas de classe ouvrière en Russie avant la révolution et que, s'il y avait un certain nombre d'ouvriers, leur situation de classe était encore imprécise, qu'ils étaient encore si liés à la campagne et à la paysannerie qu'il leur semblait que les prolétaires russes ne formaient pas encore une classe. Certains syndicalistes formulaient ainsi leur point de vue sur la question :

*"Du point de vue du syndicalisme, ou plus exactement de la pratique syndicale, la classe ouvrière, en tant que telle,*

*n'existait pas encore en Russie ou, en tout cas, elle n'avait pas encore forgé ses institutions, découlant des conditions de production capitalistes, qui lui auraient permis, au moment nécessaire, de réaliser les changements révolutionnaires."*

De ces prémisses, il découlait naturellement que, puisqu'il n'y avait pas en Russie de classe ouvrière constituée en tant que telle, il ne pouvait y avoir de révolution prolétarienne. Et d'assez larges cercles de syndicalistes, et avec eux les anarchistes, considéraient que la révolution actuelle en Russie n'était qu'une révolution politique de nature bourgeoise, comme le prolétariat d'Europe de l'Ouest en avait connues beaucoup et auxquelles il avait participé comme combattant sans en recueillir les fruits. Il est évident qu'ils considéraient que la France n'avait pas besoin de ce genre de révolution. En cela, ils avaient indubitablement raison. La révolution politique en France appartient au passé. Mais dans la mesure où ils mettaient des lunettes françaises pour examiner la Russie, j'étais avant tout étonné de l'ignorance des ouvriers d'Europe, et même de nos camarades de parti dans les usines, sur le mouvement révolutionnaire dans notre pays et le rôle qu'y joue la classe ouvrière. Jusqu'à aujourd'hui, les ouvriers étrangers n'ont qu'une information partielle sur la révolution russe. Ils connaissent énormément de choses, souvent fausses, sur la lutte interne au parti, mais ne savent absolument rien de l'activité de la classe ouvrière, des organisations ouvrières, syndicales, culturelles ou autres, et ils se représentent les soviets eux-mêmes non comme un système et le fondement de l'organisation du pouvoir, mais plutôt comme un lieu de meetings.

Tous les groupes ouvriers, qu'ils soient réformistes, syndicalistes ou communistes, expriment le plus grand intérêt pour la situation de la classe ouvrière dans notre pays. La presse réformiste et les partis socialistes, au Parlement ou dans les réunions, la décrivaient souvent sous les couleurs les plus sombres. Nos compagnons d'idées s'efforcent de dissiper ces informations négatives, mais souvent en répondant aux exagérations

réformistes par des exagérations inverses, idéalisant le niveau des salaires et les conditions de vie de nos ouvriers. Le bureau international de la Ligue des Nations publie un bulletin spécial et même des rapports séparés consacrés à la situation de la classe ouvrière dans notre pays, sur la base de données et de documents soviétiques officiels. Ces matériaux, particulièrement sur le niveau des salaires et la cherté de la vie, sont largement diffusés en Europe et sont utilisés pour saper l'autorité et l'influence des communistes dans tous les pays. Les informations concernant la situation difficile des travailleurs dans notre pays et d'autres sujets contribuent effectivement

à affaiblir l'autorité de la révolution russe. Si nous tentons de comparer l'état d'esprit actuel des ouvriers, même à Paris, avec ce qu'il était il y a quelques années, on verra très facilement le changement. Si, autrefois, des masses immenses de prolétaires accouraient à l'annonce que quelqu'un était arrivé d'Union soviétique et allait faire une conférence, accueillant avec enthousiasme tout discours sur les luttes ouvrières dans notre pays, la situation est aujourd'hui tout autre. Même l'arrivée à Paris du consul de Russie n'a réuni à la gare du Nord qu'un nombre infime d'ouvriers, essentiellement des communistes.



A. Chliapnikov (deuxième à gauche) au milieu d'un groupe d'ouvriers, en 1910.



A. Chliapnikov (à droite).

**La famine  
en Ukraine  
(1932-1933)**



## “L’aile noire de 1933” (1)

**E**NNEMIS du peuple. Comment pouvaient-ils dire ça à propos de gens qui, tous, avaient lutté pour la révolution !” (p. 220), s’écrit Vira Lozenko, l’un des trois cents et quelques auteurs de ces témoignages sur la famine de 1932-1933 en Ukraine, en évoquant le sort des paysans entassés dans la prison du village et destinés à la prison ou à la déportation.

Alexeïenko, vétéran de la guerre, habitant de Kostiantynopil, dans le Donets, évoque la catastrophe qui s’est abattue sur son village, pourtant entièrement collectivisé :

“La collectivisation à cent pour cent se fit dans notre village dès 1928. Comment l’expliquer ? Sans doute, l’explication réside dans le fait qu’auparavant déjà, le village vivait comme une grande communauté, unie par l’identité nationale. Les gens allaient au collectif en chantant (...). Mais au bout de quelque temps, commença quelque chose d’incompréhensible. Les kolkhoziens étaient dékoulakisés et déportés par-delà l’Oural (...). Ils étaient parmi les premiers dans le pays à travailler la terre selon les nouveaux principes, à mettre les terres en commun, et ils étaient punis pour une raison incompréhensible, comme s’ils étaient les pires ennemis du socialisme” (pp. 250 et 251).

Lytvyn Mytktodivna, du village de Tchapaïvka, souligne de son côté :

“Celui qui a été touché par l’aile noire de 1933 ne sera jamais partisan de Staline. Celui qui a connu la peur des années 1937-1938 ne chantera jamais de chansons à sa gloire (...). Celui qui a mangé les feuilles de cerisier avec du sel, des déchets de sarrasin, maudit Staline de toutes les malédictions qu’il connaît” (p. 278).

L’ancien comptable du kolkhoze de Penkivka se souvient : “Penkivka fut entièrement brûlé par les Allemands pour avoir soutenu les partisans (...). Mais les morts de la guerre sont de loin moins nombreux que les victimes de la terrible famine des années trente” (p. 148).

Ainsi, les victimes d’une famine artificielle provoquée par la politique de Staline, qui a fauché des familles entières, se sont dressées contre les nazis pour défendre l’Union soviétique. La politique de Staline n’a pas réussi à les pousser dans les bras de l’envahisseur et ils en ont payé une seconde fois le prix...

Et pourtant, un autre survivant souligne : “J’ai survécu à la guerre, l’occupation, j’ai été dans les partisans, j’ai combattu au front. Mais rien ne peut se comparer avec l’horreur que moi et mes compatriotes avons vécue en 1933.”

(1) 1933, l’année noire. Témoignages sur la famine en Ukraine, présentés par Georges Sokoloff, traduits de l’ukrainien par Volodymyr Bojczuk, Kaléna Houzar-Uhryn et Oles Plioutch., Paris, Albin Michel, 2000, 492 pages, 150 F.

Les 453 pages de ce recueil font défiler une longue litanie de paysans et de paysannes détroussés et battus par les brigades d'activistes, qui, au nom des livraisons obligatoires à l'Etat réclamées pour les troisième et quatrième fois, confisquent jusqu'à leur dernier grain de blé ; une longue litanie d'enfants affamés, d'enfants agonisants, d'enfants attirés par des rôdeurs carnivores aussi affamés qu'eux, d'enfants assassinés que leur mère fait cuire et dévore, d'enfants morts jetés à la fosse commune.

*"Dans les buissons du cimetière, on trouvait des cadavres dont on avait découpé des mollets, des cuisses ou la poitrine. Les gens mangeaient des cadavres",* se rappelle le commandant Prokopenko, qui évoque le convoi des morts et des moribonds jetés à la fosse commune :

*"Parmi les corps enflés rendus monstrueux par la faim, il y avait parfois des vivants. La fosse n'était pas comblée chaque jour, alors certains, revenant à eux pendant la nuit, appelaient pour qu'on les aide ou bien sortaient de la fosse par eux-mêmes."*

Ces vivants n'étaient pas toujours là par erreur. Un fossoyeur *"avoua plus tard qu'on lui avait fixé une norme quotidienne de cadavres. S'il remplissait la norme, il recevait une ration complète, sinon il ne recevait qu'une partie de la ration. Alors, pour remplir la norme, il amenait au cimetière des gens encore vivants, mais qui, selon lui, n'avaient plus aucune chance de survivre, et les laissait agoniser près de la fosse."*

Un autre se rappelle : *"Au marché, on vendait du porc en gelée fait avec de la viande humaine",* que les acheteurs débuisquent parfois lorsqu'ils y trouvent un ongle.

Les mères affamées qui découpaient et mangeaient leurs enfants écopaient de trois ans de prison. Les paysans qui *"volaient"* quelques épis de blé pour échapper à la famine prenaient dix ans ou étaient fusillés en fonction de la loi scélérate du 7 août 1932. Tout le stalinisme n'est peut-être pas dans cette différence significative, mais en tout cas il s'y exprime pleinement.

Pour briser la résistance des paysans à la collectivisation massive, forcée et violente, Staline, confronté à une récolte médiocre en 1932 et à une collecte de grains insuffisante, décide de réquisitionner la majeure partie de leurs grains. L'appareil local, soumis à une pression formidable d'en haut, en rajoute encore en raflant souvent tout. Est déclaré *"koulak"* (paysan dit riche) ou agent des koulaks tout paysan qui rechigne à se laisser dépouiller. La famine, dès lors, est inéluctable.

Des commandos d'*"activistes"*, de membres des comités de paysans pauvres et des komsomols, armés de barres de fer, de pics, de massues, de pelles, de haches et de tiges de fer pour sonder le sol, débarquent dans les maisons, brisent le mobilier, cassent la poterie, défoncent les matelas, fouillent le toit, soulèvent les jupes des femmes, défoncent les poupées des enfants, à la recherche du moindre grain de blé, confisquent tout aliment qu'ils peuvent trouver : pain, pois, beurre, fromages, œufs, et, parfois même, dans leur rage, démolissent la maison. Des miradors élevés en hâte leur permettent de surveiller les champs et de débuisquer les glaneurs intempêtes ; les entrepôts sont surveillés par des gardes du NKVD, qui tirent sans sommation sur les affamés qui s'en approchent.

En janvier et en février 1933, la famine s'étend comme une épidémie. Un responsable du parti de Vinnitsa écrit à Kossior, secrétaire du PC ukrainien :

*"Les cas de cannibalisme et de nécrophagie se multiplient."*

Le 15 mars, Kossior écrit à Staline :

*"D'après les données du Guépéou, 103 districts de l'Ukraine sont ravagés par la famine."*

Staline n'en a cure. En 1938, il fera fusiller Kossior.

Et pourtant, ces mots ne donnent qu'un vague reflet de la réalité : des familles entières se nourrissent de soupe de paille ou d'orties, de beignets d'aroches (épinards sauvages), de pelures de pommes de terre, d'herbe, de chenilles, de morceaux de charogne :

hommes, femmes et enfants agonisent, le ventre gonflé, la peau de leurs jambes éclatée laissant suinter de l'eau ou du pus. Les cadavres s'entassent dans les rues, le long des maisons, sur les chemins. Des épidémies de typhus ou de dysenterie sanglante déciment les survivants.

Des familles entières disparaissent. Une survivante, parmi des dizaines d'autres, énumère ainsi :

*"La grande famille de mon grand-père est morte tout entière : le grand-père lui-même, ses deux filles, son fils et ses six petits-enfants."*

L'hécatombe est terrifiante.

Terekhov, secrétaire du comité régional de Kharkov et membre du secrétariat du comité central du PC ukrainien, prend son courage à deux mains et téléphone à Staline pour l'informer de la famine qui ravage l'Ukraine. Staline l'envoie promener en ricanant :

*"On nous a dit, camarade Terekhov, que vous étiez un bon orateur ; manifestement, vous êtes aussi un bon conteur, vous avez composé un si beau conte sur la famine, vous avez pensé nous faire peur avec ça, mais cela ne marchera pas ! Il vaudrait mieux que vous abandonniez votre poste de secrétaire du comité régional et du comité central et que vous partiez travailler à l'Union des écrivains ; vous écrirez des contes que les crétins pourront lire."*

Deux semaines plus tard, il le démet de ses fonctions.

Ces souvenirs de rescapés de la famine recueillis et publiés en 1992 par deux Ukrainiens accusent "le bourreau Staline", et parfois son acolyte Kaganovitch, "Lazare le Noir" :

*"Le crime le plus odieux fut perpétré par Staline et ses hommes de main en 1932-1933, notamment sur la terre bénie d'Ouman", « Staline, l'usurpateur, avait depuis longtemps une "dent" contre les Ukrainiens (...). La famine de 1933 est entièrement le fait de Staline ».*

Un autre ajoute à son témoignage la photo de sa mère en commentant : *"Puissent les gens voir une de ces femmes travailleuses contre lesquelles le*

*despote Staline a lutté en 1933 et plus tard."*

L'un d'eux souligne la différence entre la famine de 1921, provoquée surtout par sept années ininterrompues de guerre et de guerre civile, et celle de 1933, produit d'une politique :

*"Ce n'était pas la première famine en Ukraine. En 1921, il y eut une grande famine avec beaucoup de morts en Tauride et en Ukraine, mais elle était causée par la sécheresse, la mauvaise récolte et les conséquences de la révolution. La famine de 1933, en revanche, est entièrement le fait de Staline."*

Les victimes ne se contentent pas de subir. Elles tentent de se défendre, ou au moins de protester. Un acteur villageois compose une "tchastouchkha" (quatrain populaire) accusatrice, qui l'envoie en prison :

*"Pas de pain, pas de viande,  
Mais du cinéma et de la musique  
Nous avons faim et nous sommes tristes  
Staline est avec nous sur le mur."*

Un kolkhozien de Stepanivka compose un poème moins ironique, mais plus violent :

*"Sur la maison trônent la faucille et le marteau,*

*Dans la maison règne la famine avec sa faux.*

*Pas de vache, pas de cochon,*

*A part Staline pendu au mur.*

*Papa est au kolkhoze, maman aussi.*

*Les mioches morveux mendient par les routes.*

*Plus de pain, plus de lard,*

*L'Etat en avait besoin.*

*Ne cherche pas la tombe de cet enfant,*

*Son père l'a mangé."*

La présentation de Georges Sokoloff donne au lecteur les éléments essentiels d'information et d'analyse, permettant de saisir toute l'ampleur de l'entreprise stalinienne, son mécanisme et ses conséquences inéluctables. Il définit clairement ce qui, dans cette famine, relève —

c'est l'essentiel — de la guerre générale contre les paysans et — facteur second, mais non négligeable — de la lutte contre un sentiment national ukrainien, avec lequel Staline avait eu maille à partir depuis 1922.

Le 8 mai 1933, Staline et Molotov signent un document secret adressé aux organismes régionaux du parti, des soviets, du Guépéou, du parquet de la milice, réglementant ce que ses auteurs qualifient eux-mêmes de “*saturnale des arrestations*” et affirmant :

*“Le comité central et le gouvernement considèrent qu’au terme de nos succès à la campagne, nous n’avons plus besoin de répressions de masse touchant, comme on le sait, non seulement les koulaks, mais aussi les paysans indépendants et une partie des kolkhoziens.”*

Molotov et Staline qualifient de succès un bilan sinistre : un peu plus de 4 millions de morts de faim en Ukraine, un million et demi au Kazakhstan (soit plus du quart de la population de cette ré-

publique !) et un bon million et demi encore dans d’autres régions de la Russie : soit sept millions au total. Insatisfait de ce chiffre, Staline, y ajoutant les paysans “*dékoulakisés*” morts en déportation, se vantera devant Churchill d’avoir imposé la collectivisation au prix de dix millions de morts.

Le dirigeant radical Edouard Herriot passe peu après par l’Ukraine. Bien nourri, il affirme dans son récit de voyage :

*“Les récoltes, décidément, sont admirables ; on ne sait où loger les blés.”*

C’est ce qu’on appelait alors un “ami de l’URSS”. L’autre dirigeant radical, Daladier, se croira aussi obligé de rendre service à Staline : au printemps 1937, il alertera l’ambassadeur soviétique à Paris sur le fait que les “*éléments trotskystes*” n’avaient pas désarmé en URSS. Il l’invitait à s’occuper d’eux. C’était l’expression internationale de l’accord de Front populaire...

Jean-Jacques Marie

## Le témoignage d’Alekseïenko Ivan Tymofiïovytch (région de Donetsk)

*(Né en 1918, dans le village de Kostiantynopil, district de Velykonovosilka, région de Donetsk ; vit actuellement à Louhansk. Vétéran de guerre et du travail, invalide de la Grande Guerre patriotique.)*

**D**’ABORD, quelques mots à propos de notre village. Depuis l’enfance, j’ai entendu dire que, sous Catherine II, une colonie de Grecs fut déportée de Crimée avec tous leurs biens et leur bétail. Sur le territoire de l’actuel Donbass leur furent attribuées des terres, où ils fondèrent vingt-cinq colonies, par-

mi lesquelles Marioupol, qui devint une grande ville. Notre village, Kostiantynopil, se trouve entre deux rivières. Les villages voisins sont Oulakly et Bahatyr. Chaque village possède sa propre langue : soit le grec, soit le gréco-tatare. Les maisons sont faites pour la plupart en briques non cuites, les exploitations sont grandes et bien tenues.

La collectivisation à cent pour cent se fit dans notre village dès 1928. Comment l’expliquer ? Sans doute l’explication réside-t-elle dans le fait qu’auparavant, déjà, le village vivait comme une grande communauté, unie par l’identité nationale. Les gens allaient au champ

collectif en chantant, et en été on passait la nuit dans la steppe pour ne pas perdre de temps. Les récoltes étaient très bonnes.

Mais au bout de quelque temps commença quelque chose d'incompréhensible. Les kolkhoziens étaient dékoulakisés et déportés par-delà l'Oural ! Ils ont été déportés avec ce qu'ils avaient sur eux ; beaucoup sont morts en chemin, de malheur, de faim et de froid. Mes compatriotes, des Grecs sages et travailleurs, ne pouvaient comprendre les raisons de cette injustice. Ils étaient parmi les premiers dans le pays à travailler la terre selon les nouveaux principes, à mettre les terres en commun, et ils étaient punis pour une raison incompréhensible, comme s'ils étaient les pires ennemis du socialisme. L'explication s'imposait : nous étions punis parce que nous étions des Grecs.

J'étais orphelin de père et de mère, je vivais chez mes grands-parents, la famille du frère de mon père vivait avec nous. Mon oncle était membre de la direction du kolkhoze. Mais notre grande famille vivait dans la pauvreté, comme tout le monde. Pour les journées-travail, nous recevions très peu — ce n'était pas en kilogrammes, mais en grammes que les rations étaient comptées. Et c'était de l'orge et de l'avoine, le pain que l'on en faisait était gluant comme si c'était du pain mal cuit. Au printemps 1932, les gens n'ont pas du tout reçu de grains. Après les moissons, nous, les garçons, allions au champ ramasser des épis. Les adultes qui faisaient cela écopiaient de cinq ans de prison, nous nous disions qu'à nous il ne serait rien fait, pourvu que le féroce gardien à cheval, avec son fouet, ne passe pas juste à ce moment...

Le village reçut un quota de familles à "dékoulakiser". Notre famille se retrouva du nombre. Averti, mon oncle partit en secret à Altchevsk, pour y travailler à la mine. Et nous, nous restâmes à la maison. Ils sont venus à l'aube, tous nos biens furent saisis et emportés, nous n'avions plus que les vêtements que nous avions sur le dos. Comment vivions-nous ? Nous tamisions de nouveau la balle de l'année passée, à la recherche

de grains. Avec le garçon des voisins, nous allions demander l'aumône dans le village russe, à un kilomètre et demi, il n'avait presque pas été touché par la collectivisation. Le plus souvent on nous chassait, nous reprochant de nous être tous inscrits au kolkhoze. Mais nous arrivions à ramener quelque chose : une pomme de terre, du pain sec, une betterave...

Mon père avait un violon, il m'est resté : c'est le seul souvenir de mes parents. Chez les Grecs, tous les événements heureux s'accompagnent du violon, du tambour et de la flûte. Les gens m'empruntaient souvent mon violon, il n'y en avait pas de pareil dans tout le village, et peut-être au-delà. Lorsque l'on saisit nos biens, le violon n'était pas à la maison et j'en fus profondément réjoui. Je l'avais échangé dans le village voisin contre un seau de pommes de terre.

J'avais un caractère étrange : je pouvais manger tout ce qui me tombait sous les yeux. De la craie, de l'herbe, du cuir : je le mettais au feu et je le mangeais. Ma tante et ma grand-mère ne pouvaient plus se lever, elles étaient à l'agonie. Moi, je tenais bon, mais je commençais à enfler aussi. Le mouvement me sauvait : je ne restais pas une minute en place, je furetais partout, à la recherche de quelque chose de comestible.

Lorsque toute la famille commença à enfler, j'emmenais ma tante avec deux de ses enfants à Altchevsk, chez mon oncle. Sur le chemin, j'ai vu sur la route qui menait au silo des gens ramper en recherchant dans la poussière des graines qu'eux seuls voyaient. Certains tombaient là, raides morts, on les traînait sur le bas côté et l'on n'y faisait plus attention... Rien de surprenant qu'à 14 ans mes cheveux aient commencé à blanchir.

Les propriétés, dans notre village, étaient grandes, et si l'on avait permis de planter près de la maison, la famine n'aurait pas été aussi terrible. Mais c'était sévèrement interdit : il n'était permis de travailler que pour le kolkhoze.

Quelque temps après, toute la famille déménagea à Altchevsk, puis à Louhansk. C'en était définitivement fini de la vie rurale, le savoir des ancêtres était

oublié. Tant bien que mal, nous nous acclimations en ville. Mais là, un autre malheur vint nous frapper : mon oncle fut arrêté en tant qu' "ennemi du peuple". Il travaillait comme palefrenier à Louhansk, dans un sovkhoze des environs. Comment un garçon d'écurie peut-il être un ennemi du peuple ? Mon oncle est mort quelque part en détention, puis il a été réhabilité à titre posthume, mais c'était bien plus tard, il fallait encore vivre jusque-là, il fallait encore vivre la guerre.

En 1944, lorsque nos divisions sont entrées en Prusse orientale, je fus envoyé à Bobrouisk, dans un bataillon de réserve. En arrivant là, j'appris que j'étais suspect. Quelque chose cloche, pensai-je. J'ai deux blessures, deux médailles pour faits de guerre, je suis membre du parti, je veux combattre l'ennemi jusqu'à la victoire totale. Qui pouvait

m'avoir calomnié ? L'enquête dura très longtemps, mais de toute évidence, on n'a rien trouvé de compromettant. J'étais clair comme de l'eau de roche : avant l'armée, je travaillais dans la fameuse usine de locomotives de la Révolution d'Octobre, j'étais un stakhanoviste... Après la fin de l'enquête, je me suis retrouvé en Tchécoslovaquie ; le 29 avril 1945, je fus gravement blessé. Jusqu'au 9 mai, je fus dans le coma, je m'éveillai ce jour-là pour fêter la victoire.

(...) Nous, les vétérans, que devons-nous dire à nos enfants et à nos petits-enfants au sujet des ces "blancs" dans notre histoire — la famine, les répressions des gens innocents, l'atmosphère de peur, la délation, la haine, dans lesquels se passèrent des années de notre vie ? Voilà ce que je pense : nous devons dire la vérité.

**Le mouvement  
ouvrier anglais  
au début  
des années 1930**

**(John Archer)**

**John Archer, né en 1910, milite sans interruption dans le mouvement ouvrier depuis 1927. Il a rédigé une courte autobiographie politique, dont nous publions les premières pages. On peut se procurer le texte complet (en anglais) contre la somme de 50 F.**

## La livre sterling dévaluée de 20%

21 septembre. Le système monétaire européen est de nouveau en crise : devant les difficultés de trésorerie que connaît la Grande-Bretagne, la Banque d'Angleterre a dû supprimer l'étalon-or : dorénavant, la libre convertibilité de la monnaie en or est impossible. Comme en mai et juillet derniers en Allemagne et en Autriche, le départ d'importants avoirs étrangers est responsable à Londres de la chute de la livre. Les mesures décidées par la Banque d'Angleterre ont de nouveau entraîné une réaction en chaîne dans le système bancaire européen. Plusieurs pays ont dû réévaluer l'étalon-or, plusieurs bourses des valeurs ont même dû être fermées. La crise de confiance dans la livre a eu des répercussions importantes sur le budget britannique, discuté aux Communes le 9 septembre : il contient en effet un programme de sévères restrictions budgétaires qui est mal accepté par l'opinion publique anglaise. La diminution sensible des indemnités de chômage et la réduction des salaires ont provoqué des réactions de colère dans la population. Une grève dans la flotte de guerre a même éclaté, interrompant des manœuvres ; les navires ont dû rentrer au port (→ 24.8).

# 1931

OCTOBRE

Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

1<sup>er</sup>. Paris : le président Paul Doumer inaugure le 25<sup>e</sup> Salon de l'automobile. →

1<sup>er</sup>. Espagne : le gouvernement accorde le droit de vote aux femmes.

3. Paris : inauguration du Palais des Sports.

4. Le Français Jules Ladoumègue bat le record du monde du mile en 4' 9" 1/5 (→ 19.10.1930).

6. Belgique : naissance du mouvement extrémiste flamand « Vredinaso ».

9. Les voitures Plymouth et Simca Standard 5 CV sont dotées d'un moteur oscillant entre 4000 et 9000 tours/mn.

15. La Société des nations invite les Etats-Unis à intervenir comme médiateur dans le conflit sino-japonais (→ 18.9).

17. Perse : une épidémie de choléra a déjà fait 1 203 victimes.

22. La Société des nations somme le Japon d'évacuer la Mandchourie (→ 7.11).

24. Chicago : le gangster italo-américain Al Capone est condamné à 11 ans de prison et à 50 000 dollars d'amende pour

## **“J’ai connu les raids aériens, le service militaire, le rationnement et les révolutions”**

**J**'AVAIS juste dix ans quand la Première Guerre mondiale s'est terminée, en 1918. Déjà, je savais ce que c'était que les raids aériens, le service militaire, le rationnement de la nourriture et les révolutions. Quand j'ai grandi dans les années 1920, j'ai compris que tous les triomphes de l'esprit humain et du travail étaient au service du minuscule groupe de gens qui possédaient les moyens de production. A la maison, on me disait que si tu ne possédais pas de propriété, tu devais travailler pour le compte de ceux qui en avaient, s'ils avaient besoin de toi.

Bien que je ne sois pas né dans une famille ouvrière, j'ai eu cependant besoin de travailler et j'ai commencé à chercher un emploi juste au moment de la plus grande dépression jamais connue dans l'histoire à ce jour, avec le krach de Wall Street en 1929. Le chômage s'est répandu dans tout le monde développé. Le gouvernement travailliste britannique, qui essayait de gouverner avec le soutien d'un petit parti bourgeois, était incapable de réconcilier les forces opposées des travailleurs et de la bourgeoisie. Il n'a pas recherché le soutien des travailleurs dans la perspective d'exproprier les riches, tandis qu'il n'osait pas réduire les allocations des chômeurs. Il s'est brisé : une fraction de ce qui s'ap-

pellerait aujourd'hui le “nouveau Parti travailliste” est allé rejoindre une coalition “nationale” des conservateurs.

J'avais déjà rencontré des jeunes travailleurs de la métallurgie du sud de Londres et, en 1927, j'avais adhéré au Parti travailliste. C'était le premier pas sur le chemin qui allait me conduire à me prononcer en 1934 pour une nouvelle Internationale et à y adhérer en 1938.

Nous étions persuadés qu'à un moment donné, les masses des travailleurs allaient ressentir la nécessité de l'action.

Au cours de l'élection générale de 1931, qui a suivi la chute du gouvernement travailliste, j'ai voté pour un candidat du Parti communiste. J'avais le sentiment que la Russie soviétique et les mouvements des masses en Inde et en Chine pour la liberté étaient le bon côté à choisir. Par ailleurs, beaucoup de gens, à cette époque et depuis, ont le sentiment qu'il faut, ici et maintenant, essayer de mettre en place une forme de gouvernement qui représente la grande majorité, le peuple travailleur. Nous ne savions pas ce qu'il fallait faire pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir, mais nous étions persuadés que, à un moment donné, les masses des travailleurs ressentiraient la nécessité d'agir d'une manière qu'elles n'envisageaient jamais habituellement.

Il y avait eu deux expériences précédentes de la lutte de classes qui avaient affecté la classe ouvrière en Grande-Bretagne. Les travailleurs n'étaient pas correctement informés de l'une d'elles, la grève générale de 1926, qui avait été trahie par les dirigeants des syndicats (le congrès des Trade Unions). Au sujet de l'autre, les luttes en Allemagne pour établir un gouvernement ouvrier entre 1921 et 1923, ils savaient très peu de chose, en vérité. En 1921, les dirigeants du Parti communiste allemand avaient trompé leur propre impatience d'une situation révolutionnaire mûre et ils avaient essayé de prendre le pouvoir trop tôt. L'expérience a fourni d'importantes leçons pour les travailleurs à l'échelle internationale sur le front unique pour former un gouvernement ouvrier. Mais en 1923, les membres influents de l'Internationale communiste à Moscou, parmi lesquels Staline lui-même, n'ont pas réussi à reconnaître qu'ils avaient dorénavant une situation vraiment révolutionnaire, et ils l'ont laissé s'échapper. Le mouvement ouvrier a été tenu en échec pendant des années.

Cette défaite avait eu des conséquences profondes à l'échelle internationale. Les peuples de la Russie soviétique avaient vécu dans l'espoir, pendant les années terribles de la guerre civile et de la famine, que bientôt il y aurait un gouvernement ouvrier en Allemagne, qui était l'un des pays les plus hautement industrialisés du monde. Ils avaient besoin de machines modernes et de produits manufacturés, ce que le marché capitaliste leur refusait, afin de développer l'économie soviétique et d'élever leur niveau de vie, qui était très bas. En 1923, ils ont été dépossédés de cet espoir : la Russie soviétique devait désormais se battre seule.

Rapidement, il y eut en Russie soviétique une alliance entre les paysans riches, les commerçants et les hauts fonctionnaires. Ils se sont arrangés pour prendre le contrôle des rouages de l'Etat, de manière à s'approprier une plus grande part de ce que les industries nationalisées pouvaient produire.

Ils ont commencé à mettre en place un dispositif pour protéger leurs privilèges. A l'intérieur, ils ont écrasé la dé-

mocratie du Parti communiste et l'ont remplacée par une bureaucratie, défendue par un appareil de répression. A l'extérieur, ils ont remplacé le programme de la révolution socialiste internationale, sur lequel l'Internationale communiste avait été fondée en 1919, par un système diplomatique dans lequel les Partis communistes des pays capitalistes devaient être des instruments, entre autres choses. Le rôle des Partis communistes dans le monde capitaliste était changé. Après 1923, ils ont été utilisés, non plus comme au début, et ensuite plus du tout, pour faire avancer la lutte des travailleurs pour leur émancipation, mais pour influencer les gouvernements capitalistes pour qu'ils s'allient à l'Union soviétique et qu'ils soient hostiles à ses ennemis.

## **“Je voulais en savoir plus...”**

A l'intérieur de l'Union soviétique, l'Opposition a combattu pour défendre les idées de Lénine et des bolcheviks, qui avaient rendu possible la victoire de la révolution russe. La bureaucratie était trop forte pour eux au niveau national de la Russie. Le contrôle qu'elle exerçait sur l'appareil de l'Internationale communiste a permis à la bureaucratie de se présenter comme “construisant le socialisme dans un seul pays” et Staline comme le grand égal et le successeur de Lénine.

L'Opposition a lancé un cri d'alarme : la bureaucratie mettait en danger les acquis de la révolution d'Octobre. Un jour, cette politique donnerait les moyens aux capitalistes du monde de reprendre ce qu'ils avaient perdu en 1919. En 1989, nous avons vu les dirigeants vendre leurs industries d'Etat aux investisseurs américains.

Déjà, dans les années 1920, les idées de l'Opposition russe avaient commencé à trouver des soutiens dans les Partis communistes de quelques pays capitalistes. Vers 1930, c'était devenu un élément international dans la politique de la

classe ouvrière. Mais à l'époque, je ne savais rien de tout cela. Je voulais en savoir plus. Le Parti communiste de Grande-Bretagne me donnait l'impression de ne pas savoir ce qu'il faisait. Sa ligne habituelle au début des années 1930 (je ne savais pas à ce moment-là qu'elle était dictée par le Kremlin) établissait qu'il n'y aurait pas d'issue à la crise économique, que les choses allaient rapidement s'aggraver et que le Parti travailliste n'était rien d'autre qu'un parti de patrons sans importance pour la classe ouvrière.

Ensuite, au printemps 1933, Hitler et les nazis ont pris le pouvoir en Allemagne. Ils ont immédiatement détruit jusque dans leurs fondements les syndicats, les partis politiques, les bibliothèques et les clubs de sports, que les travailleurs d'Allemagne avaient mis un siècle à construire. En Grande-Bretagne, le *Daily Worker*, journal du Parti communiste, nous avait assuré que rien de mauvais n'allait se passer en Allemagne, puis ensuite ce journal a essayé de faire croire que rien de mauvais ne s'était passé (*"Il n'y a pas eu de défaite. Le parti est plus fort que jamais."*). Au même moment, le Kremlin a annoncé que la politique des dirigeants du Parti communiste allemand avait été entièrement correcte.

## ***"Si Archer ne ferme pas sa grande gueule, on va la lui fermer"***

Entre temps, les exilés affluaient, et nous avons vu clairement que la réaction avait pris le pouvoir en Allemagne, que l'Union soviétique était en danger d'être envahie, que Hitler pouvait bien attaquer la Grande-Bretagne pour lui prendre quelques-unes de ses colonies, qu'en Grande-Bretagne, nous pourrions nous retrouver avec une milice fasciste dans les rues, avec le soutien de la police, contre les organisations ouvrières. Aucune des directions reconnues "officielles" de la classe ouvrière allemande, le Parti social-démocrate (le parti de la II<sup>e</sup> Internationale) et le Parti communiste (le par-

ti de la III<sup>e</sup> Internationale) ne pouvait expliquer de manière satisfaisante pourquoi elles avaient été incapables de prévoir la catastrophe. J'ai posé la question à un jeune ami, un ouvrier qui était membre du Parti communiste. Il ne connaissait pas la réponse et il a promis de poser la question à l'un des dirigeants dans le parti. Il l'a fait et il m'a rapporté la réponse : *"Si Archer ne ferme pas sa grande gueule, on va la lui fermer."*

A l'évidence, quelque chose ne tournait pas rond, bien que jusque-là je n'eus aucune idée de ce que c'était. Ce qui rendait si difficile à comprendre la catastrophe en Allemagne, c'était que, partout dans le monde, en 1933, il se levait une grande vague d'activité indépendante de la classe ouvrière. On ne peut pas comprendre les luttes politiques des cinq années qui ont suivi si l'on ne saisit pas que les forces conservatrices du monde, les pouvoirs impérialistes et les bureaucrates soviétiques avaient besoin de faire des efforts gigantesques pour manipuler, faire diversion et finalement arrêter cette vague. Ils n'auraient pas pu faire cela sans l'aide des parlementaires qui se proclamaient socialistes ("réformistes") ni l'aide des dirigeants des partis stalinien qui se proclamaient communistes.

Tout naturellement, le mouvement des travailleurs s'est tourné vers les organisations et les dirigeants qu'ils connaissaient et qu'ils considéraient comme les "leurs". Leurs espoirs de paix et de vie meilleure furent déçus. La façon dont les choses se sont déroulées est une mise en garde aujourd'hui pour se méfier des efforts de Blair afin d'augmenter l'influence des conservateurs et des libéraux sur le mouvement travailliste. Dans les années 1930, le procédé qui a été utilisé s'appelait le "Front populaire". C'était une alliance électorale entre des partis de la classe ouvrière et des partis bourgeois. L'expérience a montré que de tels gouvernements formés sur cette base ne pouvaient jamais s'attaquer sérieusement aux positions privilégiées des banques et des grandes entreprises. Sous la pression des travailleurs, de tels gouvernements avançaient toujours l'excuse que cela pouvait rompre "l'unité" et faire peur aux "amis du peuple".

L'appel à "l'unité" pouvait avoir un impact fort sur les travailleurs, dont les espoirs en une avancée rapide allaient grandissants. Un grand nombre de ceux qui recommandaient cette voie le faisaient avec les meilleures intentions du monde. Mais nous savons tous où mènent les chemins pavés de bonnes intentions.

En 1933, tout cela était encore à venir. Un conflit se faisait jour au sein du mouvement ouvrier britannique. Le Parti travailliste avait subi une cuisante défaite aux élections générales fin 1931 et, comme d'habitude, l'aile droite conservatrice du parti s'était renforcée. Bientôt, de nouvelles forces entrèrent en scène. Comme le chômage se développait, les militants voulaient se venger des défaites que les employeurs et l'État avaient infligées aux travailleurs en 1926 et en 1931. En même temps, les masses ouvrières avaient appris à considérer le Parti travailliste comme leur création et leur instrument politique. En 1933, le gouvernement "national" conservateur était en train de perdre les élections partielles les unes après les autres.

### ***"Des milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes ont adhéré à la Ligue de la jeunesse du Parti travailliste"***

Dans le même temps, des milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes ont adhéré à la Ligue de la jeunesse du Parti travailliste. Ils recherchaient les moyens d'améliorer les bas salaires dans les emplois sous-qualifiés du travail à la chaîne. En même temps, ils ne voulaient pas subir ce que leurs parents avaient dû subir pendant la Première Guerre mondiale.

La direction du Parti travailliste s'est montrée totalement incapable d'établir une liaison avec ces jeunes travailleurs,

dont beaucoup se sont portés volontaires pour rejoindre le contingent britannique des brigades internationales afin de combattre le soulèvement fasciste en Espagne en 1936.

Les questions qui étaient en discussion : comment empêcher ce qui était arrivé en 1931 de se reproduire à nouveau ? Quel devrait être le programme que devrait adopter le Parti travailliste pour satisfaire les besoins des travailleurs ? Comment pouvait-on convaincre la conférence du parti d'accepter ce programme ? Comment présenter ce programme de façon que, devant l'opposition de la presse capitaliste, les travaillistes puissent gagner les élections générales ? Comment s'assurer que les dirigeants parlementaires et les dirigeants syndicaux allaient bien mettre en œuvre le programme du parti quand ils seraient au gouvernement et se heurteraient à la résistance de la grande finance et des hauts fonctionnaires ? Comment devons-nous nous disposer en face des conséquences énormes de la victoire de Hitler ? Comment infliger une défaite aux chemises noires d'Oswald Mosley ? Comment éviter d'être entraînés dans une guerre entre le grand capital britannique et allemand ?

Depuis cette époque, on peut dire que l'histoire du Parti travailliste connaît une lutte interne, non résolue et continue, parfois ouverte, parfois cachée, entre les forces que l'on appelle maintenant "*le travaillisme ancien*" et le "*nouveau travaillisme*", pour gagner de l'influence et des places au pouvoir.

Sous cette lutte, s'étend la lutte entre ceux qui placent leur foi dans la poursuite indépendante par la classe ouvrière de ses propres intérêts et ceux qui poursuivent la tradition victorienne de la collaboration de classe.

### **La Ligue socialiste**

En 1933, il y a eu une opposition organisée à la direction à la conférence annuelle du Parti travailliste, sous la forme d'une organisation affiliée, la Ligue so-

cialiste ; elle a avancé un certain nombre de propositions, telles que la nationalisation de la Banque d'Angleterre, au moyen de laquelle un gouvernement travailliste pourrait exercer un certain contrôle sur une économie autrement incontrôlable.

Toutes ces propositions, et bien d'autres encore plus avancées, ont été mises en place par les gouvernements aussi bien conservateurs que travaillistes depuis 1945. Mais, en 1933, la direction les a rejetées parce que la presse bourgeoise avait annoncé que ces propositions étaient une ingérence inacceptable d'ouvriers ignorants, qui n'avaient aucun droit de s'immiscer dans les affaires de ceux qui leur étaient supérieurs.

La direction "officielle" du Parti travailliste avait besoin de réduire au silence la Ligue socialiste, mais elle n'en avait pas les moyens. Le Parti communiste lui était également hostile et a servi d'instrument pour sa destruction.

La Ligue socialiste n'était pas une organisation de masse. Elle attirait un certain nombre d'intellectuels petit-bourgeois et des militants membres des unités locales du Parti travailliste, mais elle n'avait pas de base profonde dans les syndicats. Néanmoins, elle représentait d'une certaine manière la lutte des travailleurs pour l'indépendance politique, à un moment où la direction "officielle" du Parti travailliste faisait des pieds et des mains pour se gagner les bonnes grâces du grand capital et des conservateurs. Et même le Parti communiste considérait la Ligue socialiste comme un dangereux rival, pas uniquement parce qu'elle pourrait se montrer plus attractive aux militants ouvriers, mais aussi parce qu'elle était en dehors du contrôle du Kremlin.

Quand le Parti communiste a avancé pour la première fois l'idée d'un traité anglo-soviétique basé sur un gouvernement de "Front populaire" en Grande-Bretagne, la Ligue socialiste l'a rejetée et a poursuivi en déclarant que si la guerre devait arriver entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, la Ligue socialiste ne soutiendrait pas nécessairement un gou-

vernement représentant les intérêts du grand capital et de la City de Londres. Toute cette ligne de pensée constituait une entrave aux diplomates soviétiques, qui voulaient négocier un accord avec le gouvernement britannique conservateur.

Les dirigeants "officiels" du Parti travailliste ont rejeté également ces propositions, mais pour des raisons complètement différentes de celles de la Ligue socialiste. Les dirigeants du capitalisme en Grande-Bretagne voulaient conclure leur propre accord avec Hitler, dans l'espoir de protéger leurs investissements en Allemagne et ailleurs, en laissant à Hitler le champ libre pour attaquer l'URSS et les petits Etats d'Europe de l'Est.

La ligne politique des porte-parole travaillistes différait dans les détails plutôt que dans l'essentiel de celle de leurs successeurs de la fin des années 1990. Le dirigeant Arthur Henderson assurait les électeurs que personne n'avait à redouter d'être conduit dans une guerre "injuste" ou "impérialiste", comme beaucoup de gens croyaient qu'ils l'avaient été en 1914.

La Ligue des Nations déclarerait si une guerre était juste ou non, et la Grande-Bretagne obéirait à la Ligue des Nations. En aucune circonstance, donc, le mouvement travailliste ne refuserait de soutenir un gouvernement conservateur ou un gouvernement "d'unité nationale" et le peuple devait être prêt à combattre même si personne ne lui avait demandé son avis.

Henderson discutait aussi avec les conservateurs sur les moyens de dissuader le mouvement travailliste d'agir concrètement pour écraser les fascistes ou pour persuader les soldats de ne pas obéir aux ordres de briser les grèves.

Une loi votée au Parlement a étendu les pouvoirs de la police pour interdire les manifestations de rue. Une autre loi a augmenté les peines encourues pour tentative de sabotage de la discipline des forces armées.

Le Parti travailliste ne s'est pas opposé à cette législation, espérant que l'Etat l'utiliserait pour se défendre contre un mouvement fasciste.

## ***“J’ai découvert qu’il existait en Grande-Bretagne une section d’un mouvement socialiste international”***

Je me tenais encore un peu à l’écart de tout cela. Puis, à la fin de 1934, j’ai découvert qu’il existait en Grande-Bretagne une section d’un mouvement socialiste international, qui cherchait à intervenir dans le mouvement travailliste, indépendamment des sections aussi bien de la Deuxième que de la Troisième Internationales, et qui pouvait expliquer comment Hitler avait pu prendre le pouvoir. Ces gens considéraient Léon Trotsky comme la source principale de leurs idées, dont ils pensaient qu’elles exprimaient les intérêts des travailleurs à l’échelle internationale comme Marx et Lénine les avaient conçus. Ce mouvement était parti des luttes dans l’Internationale communiste depuis 1923 contre la politique de la bureaucratie conduite par Staline et les conséquences de la théorie du “socialisme dans un seul pays”.

Ils m’ont fait étudier. Nous avons commencé avec ce que Trotsky avait écrit sur l’Allemagne entre 1930 et 1933. Nous avions en anglais plusieurs des petits livres qu’il avait écrits pour mettre en garde contre les conséquences catastrophiques que constituerait une victoire des nazis. J’ai appris comment les camarades allemands s’étaient battus pour que les membres du Parti social-démocrate et ceux du Parti communiste forment un front uni, pour faire de l’agitation en faveur d’un accord économique entre l’Allemagne et la Russie afin de créer des emplois en Allemagne et aider le peuple soviétique, et pour chasser des rues les nazis qui criaient à la guerre contre l’URSS.

Jusqu’en 1933, les trotskystes ont essayé de savoir jusqu’à quel point les membres des Partis communistes pouvaient réussir à essayer de changer la politique que le Kremlin leur dictait. En Allemagne, le Parti communiste avait annoncé que les sociaux-démocrates

étaient en réalité identiques aux fascistes. Cela voulait dire que les sociaux-démocrates et les communistes ne pouvaient pas s’unir contre les fascistes, et cela les désarmait en face de ce qui était une menace pour eux tous.

Dans quelques localités, en Allemagne, les ouvriers ont réussi à mettre en place des comités de front unique, mais le désastre du printemps 1933 les a tous emportés. Ce qui était encore beaucoup plus grave, c’est que les membres des Partis communistes dans le monde entier n’ont guère réagi. Il y eut très peu ou pas du tout de leur part de demandes d’enquête sur les erreurs des dirigeants de l’Internationale communiste, ni même un compte rendu des conséquences.

## ***“Les tâches immédiates étaient d’annoncer que de nouveaux partis et qu’une nouvelle Internationale étaient nécessaires”***

Les trotskystes ont tiré la conclusion inévitable, à l’été 1933, que dix années de contrôle stalinien avaient détruit politiquement les Partis communistes et que, comme la Deuxième Internationale en 1914, l’Internationale communiste n’exprimait plus l’internationalisme de la classe ouvrière. Ils avaient devant eux le fait que la classe ouvrière ne disposait désormais plus d’organisations indépendantes, d’Internationale et de ses partis, dont elle avait besoin. Les tâches immédiates étaient d’annoncer que de nouveaux partis et qu’une nouvelle Internationale étaient nécessaires, et d’en bâtir les fondations.

Ils ont donc décidé d’approcher un certain nombre de groupes, qui, de leur propre expérience et à leur manière, avaient soit déjà rompu, soit étaient en train de rompre avec les organisations réformistes ou stalinienne.

Ils espéraient rassembler ces groupes ensemble dans une conférence, ouverte à tous ceux qui acceptaient le besoin d'une politique indépendante de la classe ouvrière et dans laquelle on pourrait débattre de l'action contre l'exploitation, la guerre et le fascisme, et discuter de la construction d'une nouvelle Internationale. Ils savaient qu'ils pouvaient être minoritaires dans une conférence à laquelle personne n'avait le droit d'imposer sa ligne. Ils n'ont pas annoncé que la nouvelle Internationale, la Quatrième Internationale, existait déjà, parce que ce n'était pas le cas.

Pendant les années 1890, Engels avait conseillé aux marxistes anglais d'adhérer au Parti travailliste indépendant de Keir Hardie, comme meilleur moyen de pénétrer la vie politique de la classe ouvrière. Personne n'a rien vu "d'immoral" ou de politiquement incorrect dans le fait de partager l'expérience politique d'une organisation contrôlée par une autre tendance.

En Grande-Bretagne, en 1934, le Parti travailliste indépendant (ILP) existait encore. Il avait joué un rôle déterminant dans la formation du Parti travailliste au début du siècle. Pendant les années 1920, il était passé sur une position "réformiste de gauche" et réagissait contre les tendances extrêmes de collaboration de classe des composantes de la direction travailliste. En 1932, l'ILP a rompu ses liens avec le Parti travailliste sur la question particulière de la liberté de ses membres du Parlement (députés), et, peu après, a quitté la Deuxième Internationale.

Au début de l'année 1934, l'organisation trotskyste en Grande-Bretagne, la Ligue communiste, s'est divisée. La majorité, constituée de ses membres les plus anciens, pour la plupart d'anciens membres du Parti communiste, a rejeté la proposition de la "minorité" de la Ligue d'adhérer à l'ILP.

Leur opposition découlait de leur crainte de se discréditer en faisant cela. La "minorité" a ensuite négocié avec les dirigeants de l'ILP son admission avec

des droits de fraction limités ; ils ont adhéré à l'ILP, dans lequel ils ont constitué le "Groupe marxiste dans l'ILP", et ils ont publié un journal, *Le Bulletin marxiste*.

Ils espéraient convaincre les membres de l'ILP de cesser de défendre la politique du Parti communiste, et en particulier d'arrêter de présenter des candidats dans les élections qui divisaient le vote travailliste. Ils ont conseillé à l'ILP de se donner pour but de constituer une alliance avec les opposants à "l'aile droite" du Parti travailliste. Ils ont proposé que l'ILP abandonne le pacifisme et se prépare à maintenir l'indépendance de la classe ouvrière par rapport au gouvernement dans la guerre à venir. Accepter ces conditions aurait conduit logiquement l'ILP à se déclarer en faveur de la Quatrième Internationale.

Cependant, l'ILP dégénérait rapidement, non pas parce qu'il avait quitté le Parti travailliste, mais parce que ses dirigeants étaient politiquement incapables de tirer avantage des possibilités ouvertes au moment où ils ont quitté le Parti travailliste. Vers le printemps, les trotskystes n'avaient pas de perspectives de développement futur.

Une grande partie de la discussion à l'intérieur de l'ILP, en 1934-1935, avait pour sujet l'URSS. Les travailleurs britanniques, qui avaient regardé avec beaucoup de sympathie les efforts des travailleurs soviétiques pour développer leur économie, avaient de terribles illusions sur le régime.

On savait très peu de chose sur la façon dont la bureaucratie avait émergé dans les années 1920, et on comprenait peu de chose sur ce qu'impliquait la théorie du "socialisme dans un seul pays".

L'URSS était considérée comme un pays sans chômage. Nos critiques, fondées sur l'expérience pratique de l'Opposition de gauche russe, étaient habituellement rejetées, parce qu'elles ressemblaient à celles des réactionnaires antisoviétiques.

## **“Vers la fin de 1936, a été constitué un groupe dans le Parti travailliste”**

Avec à peine plus d'éléments qu'une connaissance rudimentaire des choses, et aucune expérience du mouvement travailliste, j'ai commencé en mai 1935 un travail à Leeds, à partir duquel j'ai commencé à rechercher des militants dans le nord de l'Angleterre. Mon expérience ne faisait que commencer. Au début de 1936, les dirigeants de l'ILP ont mis en place un bloc antimarxiste pour éliminer nos droits en tant que fraction. Tous les trotskystes ont dû à nouveau faire face au problème de parvenir à contacter la classe ouvrière organisée. Certains étaient partisans d'adhérer au Parti travailliste. Trotsky et notre centre international nous conseillaient de le faire. D'autres proposaient de mettre en place "ouvertement" un groupe. Le centre international, que nous connaissions comme le "secrétariat international", a tout simplement refusé de se prononcer dans le débat, pour lequel il se sentait incompétent pour intervenir et pour lequel

nous, en Grande-Bretagne, devions trouver une solution par l'expérience et la discussion. Vers la fin de 1936, il a été établi un groupe dans le Parti travailliste, appelé le "Groupe militant", qui éditait un mensuel, dont le premier numéro a porté le titre de *Militant*.

## **Le Front populaire**

Entre temps, en 1936, la stratégie du Front populaire a été mise en application en France et en Espagne, et a apporté la preuve qu'elle était la recette du désastre. En France, un gouvernement de coalition socialistes-libéraux était porté au pouvoir au printemps 1936 et a gouverné avec le soutien des communistes. A l'été 1936, une grande vague de grèves avec occupation a montré ce que les masses attendaient de ce gouvernement. Les dirigeants syndicaux, dont un grand nombre étaient membres du Parti communiste, ont fait de leur mieux pour mettre fin aux grèves, mais les patrons avaient dû concéder la semaine de 40 heures et les congés payés.

**John Archer**

# **Les promus de 1937**

## **Le sort des bourreaux**

**(Vadim Rogovine)**

**Les purges terroristes de 1936-1938 parachèvent la destruction du vieux Parti bolchevique, liquident la quasi-totalité de ses vieux cadres bureaucratés et aboutissent à l'émergence d'une nouvelle génération, qui va rester au pouvoir, avec quelques soubresauts, pendant un demi-siècle.**

**Cette nouvelle génération à la promotion foudroyante se libérera, après la mort de Staline, des formes terroristes de son pouvoir, qui gênent sa propre stabilité.**

**Khrouchtchev fera fusiller une cinquantaine de cadres dirigeants de la Sécurité d'Etat (dont son ancien chef, Beria), mais laissera en paix les centaines de bourreaux de rang moyen qui ont contribué à son ascension.**



## Les promus de 1937

ON peut se faire une idée de l'âge des apparatchiks au lendemain de la "révolution des cadres" en examinant les données des commissions des mandats du XVIII<sup>e</sup> Congrès de mars 1939 et de la XVIII<sup>e</sup> Conférence panrusse de février 1941. Près de la moitié des délégués au XVIII<sup>e</sup> Congrès avaient moins de 35 ans et 81,5 %, moins de 40 ans (1). A la XVIII<sup>e</sup> Conférence du parti, 35,6 % des délégués avaient moins de 35 ans et 42,8 % entre 36 à 40 ans (2).

En outre, 45 % d'entre eux étaient entrés au parti dans les années 1927-1928 et 35 % à partir de 1929. Ainsi, la grande majorité de ceux qui dirigeaient le pays en 1941 étaient encore enfants ou adolescents au moment de la révolution d'Octobre et de la guerre civile, et ne sont devenus communistes qu'à une époque où les discussions étaient déjà impossibles au sein du parti et où les oppositions étaient illégales.

Au XVIII<sup>e</sup> Congrès, 66 suppléants, sur un total de 68, avaient été élus pour la première fois au comité central, et 44 membres sur un total de 71. Seuls six d'entre ces nouveaux élus étaient entrés au parti avant la révolution et quatre depuis 1917. Pour comparer, notons que, au XVII<sup>e</sup> Congrès, seuls 10 membres sur 71 avaient été élus au comité central sans avoir été suppléants et que plus de la moitié des suppléants avaient été élus lors des congrès précédents. La plupart des nouveaux avaient adhéré au parti en 1917 au plus tard (3).

En avril 1917, le parti comptait plus de 100 000 membres ; en août, il y en avait déjà 240 000 (4). Des dizaines de milliers de membres y adhèrent encore dans les derniers mois de 1917. En 1973, il ne restait au PCUS que 702 personnes qui avaient adhéré avant février 1917 et 3 340 durant l'année 1917 (5). Beaucoup d'entre eux avaient passé de nombreuses années dans les prisons et les camps staliniens, d'autres avaient été préservés par Staline comme "icônes du parti" et servaient à la glorification du parti de Lénine et Staline.

Quant à l'impact de la "révolution des cadres", organisée entre le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> Congrès, on peut l'évaluer grâce aux chiffres révélés par Staline lui-même, et qui exprimaient à son avis le succès de sa politique de recrutement : "Plus de 500 000 jeunes bolcheviks, anciens communistes ou récemment adhérents" (6) ont été promus à la direction du parti et de l'Etat au cours de cette période.

Khrouchtchev disait que c'était la quatrième ou la cinquième génération d'apparatchiks qui était arrivée à la direction après la Grande Purge, car les gé-

(1) XVIII siezd Vsessoiuznoi Kommounistitcheskoï partii (bolchevikov), p. 149.

(2) Kommounist, 1988, n° 1, p. 32.

(3) Sovietskaïa istoritcheskaïa entsiklopedia, t. 7, Moscou, 1965, p. 707.

(4) Ibidem, p. 702.

(5) La Pravda, 17 juin 1973.

(6) XVIII siezd Vsessoiuznoi Kommounistitcheskoï partii (bolchevikov), p. 30.

générations précédentes avaient été presque totalement exterminées, et il faisait remarquer que c'étaient des gens "sans passé révolutionnaire, sans racines sur le plan de l'expérience révolutionnaire" (7).

Plusieurs générations de bolcheviks (celles des sexagénaires, puis des quinquagénaires et des quadragénaires), presque totalement exterminés dans la tourmente de la Grande Purge, firent place à une génération de gens qui avaient tout juste la trentaine. Staline pouvait en attendre un conformisme sans faille et une obéissance aveugle dans tous les tournants politiques.

Pour montrer à quelle vitesse ces gens firent carrière, voici quelques données biographiques de ceux qui allaient diriger le parti et le pays.

Brejnev, né en 1906, adhère au parti en 1931 et devient directeur d'une école technique en 1936. En 1937, il est promu au poste de vice-président du comité exécutif du conseil de la ville de Dnieprodzerjinsk et en 1939 au poste de secrétaire du comité du parti de la région de Dniepropetrovsk.

Kossyguine, né en 1902, entre au parti en 1927. En 1937, il est simple ingénieur, puis il est promu directeur d'une petite fabrique de Leningrad. En 1938, il occupe des postes de plus en plus importants au comité de région et au comité exécutif régional de Leningrad. En 1939, il est nommé commissaire du peuple à l'Industrie textile et élu membre du comité central. En 1940, il devient vice-président du Conseil des commissaires du peuple.

Gromyko, né en 1909, adhère au parti en 1931. Avant 1939, il est collaborateur scientifique à l'Institut d'économie, puis il est brusquement recruté sur un poste diplomatique. En 1943, il est nommé ambassadeur aux Etats-Unis.

Molotov raconte comment on recrutait sur les postes de responsabilité. Afin de pourvoir le poste vacant de commissaire du peuple aux Finances, il avait demandé la liste des cadres du parti qui étaient sortis de l'école des finances. Après avoir jeté un coup d'œil sur leur curriculum, il avait choisi Zverev, car il

était alors secrétaire d'un comité de district de Moscou (8).

Beaucoup de promus servaient à boucher les trous à la direction des entreprises où on les avait envoyés à la fin de leurs études. Ainsi, V. A. Malychev, sorti en 1937 de l'école du textile, fut envoyé à l'usine de machines-outils de Kolomenskoïé, où il fut aussitôt nommé ingénieur en chef. Il n'y avait pas d'autres candidatures, car tous les ingénieurs de l'entreprise avaient été arrêtés (9). En 1939, il fut élu au comité central et promu commissaire du peuple à l'Industrie de construction de machines-outils, et un an plus tard également vice-président du Conseil des commissaires du peuple.

Parfois, certains promus, incapables de s'acquitter de leurs nouvelles obligations, soit par manque d'expérience, soit parce que la production avait été désorganisée par les innombrables arrestations, tombaient eux-mêmes sous le rouleau compresseur des répressions. Schreider raconte qu'il a rencontré en prison un jeune homme qui avait été brusquement convoqué par le commissaire du peuple à l'Industrie aéronautique, M. M. Kaganovitch, alors qu'il était en dernière année de l'école aéronautique. Là, il apprit qu'il avait été nommé directeur de l'Institut central d'aérodynamique, où toute l'équipe dirigeante avait été arrêtée. Peu après, le jeune directeur de cet énorme institut fut confirmé comme président de la commission gouvernementale créée pour la réception d'un nouvel avion militaire. Lors des essais, l'avion s'écrasa et son pilote, le célèbre Tchkalov, fut tué. Le président de la commission et toutes les autres personnes responsables des essais furent arrêtés (10).

Bien souvent, on plaçait à des postes de responsabilité des ouvriers stakhanovistes, qui n'avaient aucune idée du travail de direction. Khrouchtchev raconte

(7) *Voprossy istorii*, 1990, n° 5, p. 51.

(8) F. Tchouïev, *Sto sorok bessed s Molotovym*, p. 291.

(9) *Znamia*, 1990, n° 12, p. 38.

(10) M. B. Schreider, *NKVD iznoutri*, pp. 176-177.

que les ingénieurs qui tombaient sous les ordres du célèbre stakhanoviste Dioukanov se plaignaient de ses “méthodes de direction” : « *S’il y avait un problème dans la production, il n’avait qu’un seul argument : “Fais gaffe, ou je vais te botter les fesses.” Et nous, les ingénieurs, on lui présentait deux fois par jour l’endroit à botter* (11). »

A la fin de la Grande Purge, on voyait même des proches parents d’“ennemis du peuple” accéder aux postes de direction, du moment qu’ils n’avaient pas de relations avec le milieu des vieux-bolcheviks. Dans les années 1970, Kounaïev, qui était le premier secrétaire du comité central du parti du Kazakhstan, membre du bureau politique, et qui avait commencé son ascension à la fin des années 1930, fit ériger un monument pompeux sur la tombe de son beau-père, le marchand Ialymov, qui avait occupé un poste élevé durant la guerre civile dans l’administration de Koltchak, à Akmolinsk. Kounaïev n’était nullement gêné que la participation de Ialymov à la répression des bolcheviks ait été relatée dans un roman du célèbre écrivain cosaque Saken Seïfouline, mort en 1937 (12).

Les “promus de 1937” étaient des gens incomparablement moins compétents et moins politisés que ceux qu’ils avaient remplacés. Bien éloignés des idéaux bolcheviques, ils professaient un dévouement absolument illimité au guide et exécutaient avec empressement toute directive qui émanait de son secrétariat. L’écrivain Tchouïev, qui fréquentait ce milieu, rapporte une anecdote significative au sujet d’une conversation de Mgueladze, l’ex-secrétaire du comité central du parti de Géorgie, avec Soulov. Celui-ci lui avait confié avec enthousiasme : “*Tu comprends, c’est uniquement grâce à Staline que nous avons tous fait carrière. C’est uniquement grâce à lui que nous avons tout* (13). »

Ces gens-là étaient voués corps et âme à Staline et prêts à justifier “l’utilité” des répressions. Par exemple, dans les années 1980, l’ancien ministre de l’Agriculture, Benediktov, soulignait au cours d’une interview : “*Je pense que Staline utilisait Beria ou Mekhlis comme*

*des espèces d’épouvantails pour empêcher les dirigeants de tout rang de se laisser aller à la nonchalance, à la faiblesse, à l’insouciance et à tous nos défauts... Et je dois dire que cette méthode peu séduisante était efficace* (14).”

Les “nouveaux promus de 1937”, qui étaient des gens totalement “purs”, dans le sens où ils étaient dépourvus de doutes politiques, sans même parler de dissidence, se souciaient beaucoup moins de pureté morale dans leur comportement quotidien. Beaucoup d’entre eux manifestèrent très vite une complaisance pour des formes de corruption qui auraient été impensables avant la Grande Purge. On peut citer l’exemple d’Ousman Ioussouпов, qui mit la main à l’extermination des premières générations de communistes ouzbeks et qui fut promu en 1937 au poste de premier secrétaire du comité central du PC d’Ouzbékistan. Dans les années de la guerre, on découvrit que Ioussouпов possédait sa propre ferme d’élevage, un haras et un atelier clandestin qui produisait un vin qui était écoulé par des réseaux secrets dans les villes d’Oural. Lorsque l’inspecteur du comité central parla de ces agissements à Malenkov, celui-ci lui ordonna de “*cesser les vérifications et (de) rentrer immédiatement*” (15).

Tout le monde le comprenait. En 1941, l’académicien Vernadski écrivait dans son journal : “*(Staline) a commis une erreur fondamentale en détruisant, par vengeance ou par peur, la fine fleur de son parti : cela a causé des dommages irréversibles, car les conditions de vie réelles provoquent un afflux colossal de toutes sortes de voleurs, qui continuent de se faufiler dans le parti et qui sont d’un niveau, dans le milieu qu’il m’arrive de fréquenter, nettement inférieur aux sans-parti* (16).”

A la mort de Staline, les “promus de l’année 1937” avaient en moyenne 50

(11) *Voprossy istorii*, 1990, n° 6, p. 91.

(12) *Kazakhstanskaïa Pravda*, 7 juin 1988.

(13) *La Pravda-5*, 1995, n° 12, p. 8

(14) *Molodaïa gvardia*, 1989, n° 4, p. 62.

(15) *Znamia*, 1989, n° 6, p. 78.

(16) *Literatournaïa Gazeta*, 16 mars 1998.

ans. Arrivés au pouvoir tout jeunes et formés aux méthodes stalinienne de direction, ces gens-là ne pouvaient ni ne désiraient changer de mode de vie et de mode de pensée, mais ils eurent encore assez d'énergie pour asseoir leur domination et leurs privilèges matériels. Ils n'avaient intérêt ni au renouvellement systématique des cadres du parti à tous les niveaux, prévu par les nouveaux statuts adoptés au XXII<sup>e</sup> Congrès, ni à satisfaire les revendications des masses qui réclamaient, dans le parti et hors du parti, une dénonciation plus radicale des crimes du passé et la démocratisation de la vie sociale et politique.

La politique suivie au cours de la période de "stagnation", avec le refus de tout changement réel aussi bien dans les structures économiques, sociales et politiques que dans la composition des effectifs des cadres dirigeants, répondait entièrement aux intérêts et à la psychologie de cette couche inamovible, habituée à son omnipotence bureaucratique et à ses privilèges.

Les dirigeants sélectionnés au cours des années de la Grande Purge se maintiendront au pouvoir durant un demi-siècle. Au fur et à mesure qu'ils vieillissaient et tombaient dans la décrépitude, la politique économique et sociale et le système politique de la société soviétique stagnaient de plus en plus. L'émergence de la génération formée aux idées du XX<sup>e</sup> Congrès fut artificiellement retardée.

Après avoir écarté Khrouchtchev, la clique de Brejnev n'a pas seulement instauré un tabou absolu sur l'analyse des leçons tragiques du stalinisme, mais elle a œuvré à une réhabilitation rampante de Staline. A cette fin, elle commandita des

œuvres d'art et fit rédiger des mémoires de staliniens qui présentaient Staline comme un grand homme politique et un grand stratège, sévère mais juste. On assista ainsi à une régression même par rapport au dégel khrouchtchévien hybride et inconséquent.

Parmi les derniers représentants en vue de la génération des "promus de 1937", certains sont morts au début des années 1980 (Brejnev, Kossyguine, Sousslov, Oustinov, Andropov, Tchernenko), les autres ont été mis à la retraite dans les premières années de la "perestroïka" (Gromyko, Tikhonov, Zimianine, Ponomarev, etc.). Ils ont été remplacés par une nouvelle génération de bureaucrates, qui avaient grandi sous leur protection et qui s'étaient frayé un chemin vers le pouvoir en passant de longues années au service de l'appareil, en gravissant progressivement les échelons de la hiérarchie du parti et en faisant preuve de servilité vis-à-vis de leurs supérieurs. L'impunité bureaucratique et l'équilibre mondial des intrigues ont transformé la majorité des représentants de cette génération en cyniques corrompus, qui ne s'intéressent qu'à leur propre carrière. Dès qu'ils eurent toute liberté d'action, ils ne se sont souciés que de démanteler les bases socialistes de la société soviétique, tout en s'abritant derrière les mots d'ordre trompeurs de "restructuration révolutionnaire" ou de "rénovation et renaissance du socialisme". En ajustant constamment leurs mots d'ordre, ces "héritiers des héritiers" de Staline sans envergure ont conduit le pays au déclin, au chaos économique et à la catastrophe politique. C'est ainsi que la Grande Purge continue, un demi-siècle plus tard, d'influer sur les destinées de notre pays.

# Le sort des bourreaux

**C**E qui montre à quel point la dénonciation des crimes de Staline resta lettre morte, c'est l'indulgence avec laquelle leurs exécutants directs furent traités.

Dans les années 1950, à peine quelques centaines de bourreaux de Iejov et de Beria furent inquiétés par la justice. La plupart du temps, même les témoignages directs de victimes de la terreur ne suffisaient pas à faire condamner leurs inquisiteurs. Par exemple, en 1955, la vieille bolchevique Lazourkina avait envoyé au comité central une lettre accusant des ex-agents du NKVD, Galkine et Karpov, de l'avoir sauvagement torturée, elle et Outkine, un ancien secrétaire régional des Jeunesses communistes. Après vérification des faits, l'Inspection spéciale du NKVD donna ses conclusions : *"Karpov nie avoir employé des mesures de coercition physique à l'encontre d'Outkine. Mais il n'apparaît pas possible de confirmer les aveux de celui-ci à l'aide d'autres témoignages."* Accordant ainsi plus de crédit au bourreau qu'à ses victimes, les agents de l'Inspection spéciale se contentèrent de faire remarquer à Karpov qu'il avait *"obtenu d'Outkine des aveux qui ne correspondaient pas à la réalité"*. A propos de Galkine, le rapport précisait qu'il était *"bien noté dans son travail"* et qu'on ne devait donc lui infliger qu'une simple rétrogradation (1).

Même lorsque l'enquête établissait de manière indiscutable la culpabilité d'anciens agents instructeurs, on ne les condamnait qu'à des peines légères. Par exemple, la commission de contrôle du parti avait enquêté sur les crimes de Kar-

pov, qui était, à la fin des années 1950, président du conseil aux affaires de l'Eglise orthodoxe russe auprès du Conseil des ministres, mais avait occupé plusieurs postes de responsabilité dans les années 1930 à la direction de Leningrad et à la section de Pskov du NKVD. Selon le rapport établi, il avait à l'époque *"procédé à des arrestations de masse, employé des méthodes d'instruction perverses et falsifié les procès-verbaux d'interrogatoires"*. Ces faits avaient déjà été établis en 1941 par le collège militaire des troupes du NKVD de la région militaire de Leningrad, qui avait demandé sa mise en accusation. Mais Karpov était alors employé dans l'appareil central du NKVD et le rapport fut mis aux archives.

Quand ils prirent connaissance de tous ces faits, les enquêteurs du parti des années 1950 rendirent un jugement de Salomon : *"Pour violations de la légalité socialiste en 1937-1938, le camarade Karpov est passible de l'exclusion du PCUS, mais étant donné l'ancienneté des faits incriminés et le travail positif qu'il a accompli au cours des années suivantes, la commission de contrôle du parti se contente d'infliger au camarade Karpov un blâme sévère avec inscription sur sa fiche de contrôle (2)."*

D'anciens agents du NKVD de la région d'Ivanovo, Volkov, Serebriakov et Kozlov, passèrent également devant le "tribunal du parti". Il avait été établi qu'ils avaient participé à la fabrication de plusieurs grosses affaires judiciaires.

(1) *Istotchnik*, 1993, n° 5-6, pp. 157 à 161.

(2) *Reabilitatsia*, p. 80.

Ils avaient forcé un certain Epanetchnikov, secrétaire de région emprisonné, à témoigner contre 63 dirigeants de la région, puis ils avaient monté de toutes pièces une affaire collective, qui s'était soldée par la condamnation d'un grand nombre de prévenus. Beaucoup avaient été fusillés, dont deux secrétaires de région, un président de comité exécutif régional, un secrétaire régional des Jeunes communistes et un secrétaire de la commission de contrôle du parti de la région d'Ivanovo. Plus tard, ces mêmes agents du NKVD avaient arrêté un autre secrétaire de région et lui avaient extorqué des aveux sur l'existence d'un "*dangereux centre trotskyste*", dont auraient fait partie trois secrétaires de région, un président de comité exécutif, un procureur régional et un président de tribunal régional, qui avaient remplacé les dirigeants précédents. Mais toutes ces exactions n'ont valu aux bourreaux qu'une simple exclusion du parti (3).

Le même genre de "sévérité" s'appliqua à Gorodnitchenko et Boïarski, qui travaillaient en 1937 dans les organes du NKVD de la République d'Ossétie du Nord. La commission de contrôle du parti établit qu'ils avaient fabriqué une affaire sur l'existence dans la république d'une organisation nationaliste bourgeoise. Cela s'était terminé par l'arrestation de plus de 600 personnes. Mais ces bourreaux restèrent en liberté après la révélation de leurs crimes et furent simplement exclus du PCUS (4).

Si beaucoup de gens convaincus des pires crimes dans l'exercice de leurs fonctions en furent quittes pour la peur et s'en tirèrent avec une sanction interne, les "enquêtes du parti" étaient bien plus rigoureuses envers ceux qui avaient participé dans les années 1920-1930 à des actions que la "justice" de l'époque de Khrouchtchev et de Brejnev considérait comme imprescriptibles.

Les réhabilitations des années 1950 ne s'appliquèrent pas aux rares communistes survivants qui avaient pris part aux organisations oppositionnelles. On peut citer, par exemple, le cas de Sophie Ravitch, la femme du vieux-bolchevik Karpinski. Les *Œuvres complètes* de Lé-

nine renferment des dizaines de lettres qui leur sont adressées. En 1935, Ravitch fut arrêtée pour avoir participé activement, dans les années 1920, à la "nouvelle opposition" ou "opposition de Leningrad". Elle passa près de vingt ans dans les camps, puis en relégation, et mourut en 1957 après s'être vu refuser sa réhabilitation, malgré les démarches de Petrovski et Stassova (5).

Les staliniens retranchés dans les organes du parti et du contrôle judiciaire firent tout ce qu'ils purent, même après le XX<sup>e</sup> Congrès, pour retarder les réhabilitations ou empêcher les réhabilités de retrouver leur travail. Le 28 juin 1956, Petrovski, qui avait entrepris des démarches pour faire réhabiliter ses camarades de parti, écrivait dans son journal : "*La liquidation du stalinisme n'avance pas. On ne fait pas confiance aux anciens déportés. Les réhabilitations et les réintégrations prennent du temps. On ne reprend pas les vieux au travail* (6)."

Bien souvent, des opinions jugées peu "orthodoxes" par les staliniens étaient encore considérées comme des "crimes", ou en tout cas comme des fautes. Par exemple, Efimov, un ancien cadre du parti, se vit reprocher, lors de l'examen de sa procédure d'appel, une "faute" qu'il avait commise lors d'une conférence en 1935 : quelqu'un lui avait alors demandé pourquoi Zinoviev n'avait pas été condamné à la peine capitale lors de son premier procès, et il avait répondu que Zinoviev était un vieux révolutionnaire et un théoricien proche de Lénine dans l'émigration, qu'il était membre du parti de 1907 à 1927 et, après la révolution, membre du bureau politique et président du comité exécutif du Komintern ; le condamner à la peine capitale aurait donc porté un "*coup au mouvement communiste mondial en sapant son autorité morale dans les larges masses des partis étrangers*". Après lecture de cette déclaration, dont l'acte de

(3) *Ibidem*, pp. 77-78.

(4) *Ibidem*, pp. 76-77.

(5) *Golossa istorii. Sbornik naoutchnykh troudov*, série 22, livre 1, Moscou, 1990, p. 226.

(6) *Ibidem*, p. 228.

dénonciation figurait dans les archives du parti, Spiridonov, premier secrétaire du comité régional de Leningrad, reprocha à Efimov d'avoir fait, vingt ans plus tôt, cette réponse *"erronée et antiparti"*. Cette "faute", ajoutée à d'autres du même genre, fut jugée suffisante pour justifier le rejet de sa demande de réintégration dans le parti (7).

Les "instructeurs-réviseurs" des années 1950-1960 étaient encore plus circonspects avec les membres des anciennes oppositions, qui rencontrèrent encore plus de difficultés à la sortie des camps que les autres prisonniers politiques. Le simple fait d'avoir participé légalement à l'Opposition de gauche dans les années 1920 (sans parler de son activité clandestine dans les années suivantes) suffisait pour se voir refuser la réintégration dans le parti.

Un certificat de la commission de contrôle du parti reflète bien cet état de chose : *"Lors de la révision de certaines affaires, il s'est avéré que, parmi ceux qui ont été réhabilités sur le plan judiciaire et qui ont ensuite demandé à être réintégrés au PCUS, il y avait des gens qui, dans la période du combat acharné contre les trotskystes, les zinoviévistes et les opportunistes de droite, sont intervenus activement contre le parti pour défendre l'opposition. Ces gens n'avaient aucune raison d'être poursuivis en justice, mais c'est à juste titre qu'ils ont été à l'époque exclus du parti. C'est pourquoi la commission de contrôle du parti refusait de les réintégrer dans le PCUS (8)."*

Ossipov raconte dans ses souvenirs comment on examinait des demandes de réhabilitation des anciens opposants. En 1958, lors de l'audience de son affaire au comité régional de Leningrad, il s'aperçut que les organes du parti avaient utilisé, dans les années 1930, d'autres matériaux que ceux du NKVD. En effet, le rapporteur avait sorti son dossier personnel, conservé dans les archives du parti : *« Il énuméra, écrit-il, beaucoup de signes de mon "déviationnisme" que le NKVD était loin de connaître. En tout cas, certains n'avaient jamais été mentionnés lors de mes interrogatoires, ni en 1935, ni plus tard. »* Par exemple,

l'agent instructeur du parti déclara que, lors des fêtes du dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, Ossipov avait la garde des mitrailleuses de la forteresse Pierre et Paul, au moment même où il y avait une manifestation de l'Opposition à Leningrad. *"Si le NKVD avait su cela, remarque Ossipov, même sans avoir fait quoi que ce soit, rien que pour avoir été en rapport avec des armes lors de ces manifestations... j'aurais immédiatement été fusillé."*

L'agent instructeur exposa en détail en quelle année Ossipov était passé du côté de l'Opposition et avait lu son programme, à quel moment il avait assisté à une réunion de l'Opposition, etc. Après cette intervention, aucune question ne fut posée au rapporteur et le président de séance Spiridonov déclara : *"Je propose de ne pas réintégrer Ossipov dans le parti, car il a été trop actif dans l'Opposition et (...) trop longtemps en dehors du parti."*

La même session examina le recours d'un ancien ouvrier de l'usine Ijorski, qui avait mené cinq cents gardes-rouges de la ville de Kolpino à l'assaut du Palais d'Hiver. Cet homme, qui avait soutenu en 1925-1927, comme la plupart des communistes de Leningrad, la "nouvelle opposition", avait pourtant été vice-président du soviet de Leningrad du temps de Kirov. En 1935, quand les arrestations avaient commencé parmi les déportés, il s'était rendu de son propre chef au siège local du NKVD et avait déclaré : *"Pourquoi arrêtez-vous tous mes camarades et pas moi ?"* On lui avait répondu : *"Vous pouvez repartir tranquille, reposez-vous. Ne vous inquiétez pas, votre tour viendra."* Il fut bientôt arrêté sous la fausse accusation de tentative d'évasion de son lieu de relégation et écopa de dix ans de camp. Lui aussi, il se vit refuser sa réintégration par les bureaucrates de Leningrad, avec le même argument cynique qu'il s'était trouvé *"éloigné du parti"* (durant ses années de relégation et de camp ! — V. R.) (9).

(7) Efimov I. I., *Ne sotvori sebe koumira*, p. 407.

(8) *Reabilitatsia*, p. 88.

(9) *Pamiat. Istoritcheski sbornik*, série 1, Paris, 1978, pp. 348 à 350.

L'examen des demandes de réhabilitation restait frappé du sceau du secret. Ni les personnes qui demandaient leur réhabilitation ni les parents des condamnés (s'il s'agissait de réhabilitation posthume) n'avaient la possibilité de prendre connaissance des pièces de leur dossier, en particulier des pièces du NKVD, c'est-à-dire des dénonciations et des rapports de filature, ou d'obtenir des confrontations avec leurs dénonciateurs et leurs agents-instructeurs. Les réhabilitations passaient par un examen administratif des dossiers dans le secret des bureaux du parti ou du KGB. Les "instructeurs-réviseurs" (comme autrefois les commissions spéciales)

ne faisaient que feuilleter les documents de l'instruction et du jugement. S'ils y trouvaient des absurdités évidentes, ils déclinaient la réhabilitation, et s'ils trouvaient des informations sur une activité réelle d'opposants, ils la rejetaient. Il n'y avait pas de prescription trentenaire, car il s'agissait de la "faute" la plus dangereuse du point de vue des bureaucrates du parti, à savoir l'esprit "antiparti". En fait, toute la politique stalinienne, à l'exception de répressions manifestement illégales, continuait d'être considérée comme l'expression de la justesse de *"la ligne générale du parti"*.

**Vadim Rogovine**

# **Roparz Hémon dans le nazisme**

**(Pierrik Le Guennec)**

Le n° 11 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une première série de documents sur Roparz Hémon, que les régionalistes bretons ont choisi comme figure emblématique, au point de donner son nom au premier collège de l'association Diwan, près de Brest, en 1988.

Roparz Hémon a été un collaborateur dévoué et convaincu des nazis. Ses héritiers tentent d'occulter au maximum ce fâcheux héritage, pourtant bien significatif. Dans l'article ci-après, Pierrick Le Guennec apporte des éléments supplémentaires sur les liens de ce personnage avec le nazisme.

Et ses recherches sont à ce point dérangeantes pour certains qu'il est l'objet d'un appel au meurtre sur Internet, comme on peut le constater sur le document reproduit ci-dessous...

bretagne.com

LE SALON BATEAU D'OCCEAN

Contact | Le web breton | Bourse | Emploi | Immobilier | Auto | Autres annonces

Billets SNCF | Tourisme | Gastronomie | Festivals | Forum | Webcam | CeltiRadio | TV | M

> Accueil

Idées sorties

Forum Bretagne

**Avertissement**

- Cet espace vous permet d'apporter votre contribution aux thèmes de discussion ci-dessous
- Les données qui y figurent ne peuvent être collectées ou utilisées à d'autres fins.
- Un modérateur est susceptible de supprimer toute contribution qui serait contraire à la loi.
- Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données (art. 34 de la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978). Déclaration CNIL n°645722 - vous pouvez, à tout moment, demander que vos contributions à cet espace de discussion soient supprimées. Contact : [webmaster@bretagne.com](mailto:webmaster@bretagne.com)

Tous les sujets en cours

Voir les sujets modifiés depuis moins de

Dans les sujets, voir les messages postés depuis moins de

**Qui veut assassiner Le Guennec ?**

Comment les séparistes content de faire passer leurs idées auprès d'une population

## Trois faits

**D**EUX enseignants de Lannion, Alain Prigent et Serge Tilly, ont rendu publiques leurs recherches sur Roparz Hémon, qui figurait, comme ils l'ont découvert, sur une liste d'éléments intégrés (au moins) dans l'activité de la Gestapo. Il est temps, en effet, d'éclairer ce que signifie l'entreprise de réhabilitation de Roparz Hémon, et de la plupart de ses compagnons d'armes.

Dans *Le Peuple breton* de ce mois, cette publication est mise en cause, tout en avouant, concernant Roparz Hémon : "Soyons clairs : avec Fanch Eliès, ils ont tous les deux été employés et salariés par les autorités d'occupation. Ce n'est pas sous la contrainte, mais volontairement qu'ils ont quitté leur poste de professeur. Cela s'appelle un acte de collaboration ou alors ce mot n'a plus aucun sens (1)."

**Roparz Hémon  
en juin 1940 à Berlin,  
avec les nazis  
François Debauvais  
et Olivier Mordrelle,  
pour la constitution  
d'une milice du PNB,  
à intégrer aux armées  
nazies d'invasion**

En explorant les *Mémoires* de François Debauvais et de sa femme, Anna

Debauvais-Youenou (*Fransez Debauvais de Breiz Atao et les siens, mémoires du chef breton commentées par sa femme* Anna Youenou, tomes 3 et 4, 1977-1978), on relève la présence de Roparz Hémon à Berlin, en juin 1940. François Debauvais était un des premiers organisateurs et théoricien de Breiz Atao depuis 1919, réorganisateur en 1931 du "Parti national breton" (PNB) pro-nazi, fasciste, raciste et antisémite, et artisan de l'intégration du PNB dans le dispositif nazi, qui l'amène à Berlin en 1939-1940. Olivier Mordrelle, autre dirigeant du PNB, l'accompagnait, lui qui avait déclaré en 1932 : "Jacobin rime avec Youppin (2)."

Soulignons aussi que la carte d'adhérent au PNB, dont Debauvais était un des dirigeants, était marquée de deux croix gammées, comme en témoigne le document photographique publié en 1936 dans le journal *L'Excelsior*, et comme vient de le rappeler le dernier numéro de *Bretagne - Ile de France*, le mensuel dont le directeur est Jean Le Lagadec (3). Il faut ajouter que la swastika apparaît comme insigne de Breiz Atao en 1925, dans le numéro où Olivier Mordrelle et Roparz Hémon fondent la revue "littéraire" *Gwalarn* (4).

(1) *Le Peuple breton*, octobre 2000, n° 422, pp. 2 et 3.

(2) *Breiz Atao*, 12 décembre 1933, n° 164, p. 4, "Le Juif et Notre Juif".

(3) *Bretagne - Ile de France*, septembre 2000, n° 18, p. 10.

(4) *Breiz Atao*, février 1925, n° 75, p. 524 pour *Gwalarn* et p. 534 pour la swastika.

Examinons ce que déclare Anna Debauvais : « *Jours d'espoir. Miz mae (mai) 1940 (...), l'armée allemande avait déjà récupéré des prisonniers bretons, qu'elle sélectionnait en vue du plan choisi (...).* "Nous allons avoir des uniformes spéciaux et prépare-toi à confectionner des drapeaux bretons en masse" (5). »

Anna Debauvais relate sa discussion avec François Debauvais. Elle explique, dans le tome 2 de ses ouvrages, le plan élaboré avec les nazis par François Debauvais en 1937, et retranscrit au congrès de Carhaix de 1937 du PNB.

Une partie de ce plan consistait en la "capture" par l'armée nazie des Breiz Atao sur le front, avec mise à disposition de prisonniers bretons en stalag spécial, pour former une "Légion bretonne", intégrée aux armées nazies d'invasion : la première forme de la future Bezen Perrot, autonomistes intégrés en 1943 aux troupes nazies contre les maquis.

Le nazi Olivier Mordrelle, compagnon de François Debauvais à Berlin, confirme la constitution de troupes auxiliaires des armées d'invasion, en la présentant comme une proposition d'un officier de l'Abwehr :

« "Pouvez-vous, demande-t-il, recruter parmi vos prisonniers des éléments sûrs, pour précéder nos colonnes dans leur progression vers la Bretagne et en Bretagne ?" (...) "Combien de temps nous donnez-vous ?" "Sans délais." Il ne pouvait nous faire un plus grand plaisir (6). »

Avant le départ du premier contingent, le 14 juin 1940, Roparz Hémon apparaît : "Helloco réussit à passer (...) vers le bureau de Berlin (...). Puis Kerlann, Kongar, Roparz vinrent grossir les effectifs du gouvernement breton en exil (7)." Cela est écrit après la date du 21 mai 1940, juste avant la date "Miz mezeven 1940" (juin 1940) (8), et avant le départ du premier contingent, le 14 juin 1940.

Il s'agit bien de Roparz Hémon : "17.6.1940 — De passage au bureau, afin d'y apporter des nouvelles de mon mari, je rencontre des sommités bretonnes, Kongar et Kerlann, transcrivant les noms des prisonniers bretons, d'après les listes communiquées par les stalags. Roparz Hémon, ayant autre cho-

se à faire, m'incite à me joindre aux volontaires pour les aider dans leur travail (9)." Elle avait campé le décor.

Le nazi Olivier Mordrelle confirme cette présence de Roparz Hémon à Berlin, en juin 1940 : « *Après mon départ, un prélèvement fut fait sur Luckenwalde pour monter, à Berlin, dans l'ancien "gouvernement breton", un bureau des prisonniers, qui fut dirigé par Gaonac'h, et eut comme collaborateur Roparz Hémon, Joachim Darsel et Kenan Kongar (10).* »

Autre référence, sur Roparz Hémon : "Après le recensement des prisonniers de guerre d'origine bretonne, il devait être transféré dans un camp des environs de Berlin réservé aux Bretons, où il retrouva un certain nombre de militants : Yann Goulet, l'abbé Le Goff, André Gefroy, l'architecte Tassel et quelques autres (11)", effectivement cités par Anna Debauvais. C'est une confirmation de Henri Fréville (le livre d'Anna Debauvais n'y est pas cité en source). Donc, Roparz Hémon était passé du stalag, spécialement créé pour le recrutement de la milice du PNB, au bureau "du gouvernement breton en exil", selon les termes d'Anna Debauvais.

L'armée française disloquée, le contingent, recruté pour l'armée nazie, trouve son utilisation : "30.6.1940 — Fred Moyses arrive enfin à Rennes avec cent cinquante hommes, ainsi que Lainé, qu'il avait recueilli en route (...). Laisant le contingent à Lainé, qui doit prendre ses quartiers à Pontivy (12)."

On les retrouve effectivement à Pontivy : "Devant le perron monumental, les

(5) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, p. 77.

(6) *Breiz Atao*, Olivier Mordrelle, p. 265.

(7) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, p. 85.

(8) *Ibidem*, tome 3, p. 85. A cette référence est relatée l'assistance à un discours d'Hitler : "Kerlann regrettait que sa femme ne fût pas là pour voir le défilé des jeunes filles hitlériennes."

(9) *Ibidem*, tome 3, p. 89.

(10) *Breiz Atao*, Olivier Mordrelle, pp. 271-272.

(11) *Archives secrètes de Bretagne, 1940-1945*, Henri Fréville, p. 76.

(12) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, p. 103.

hommes de Lainé se forment sur trois rangs (13).”

C'est la relation de la "journée de Pontivy" du 3 juillet 1940, dans *L'Heure bretonne*. "4.7.1940 — Après la journée de Pontivy, les volontaires du contingent se dispersèrent. Une moitié d'entre eux, qui n'avaient pas l'esprit guerrier, rentrèrent dans leurs foyers ; les autres se mirent sous les ordres de Lainé ou rallièrent le central où l'on s'apprêtait à sortir le nouvel hebdomadaire, au titre significatif de *L'Heure bretonne* (14).”

Pour conforter l'aveu paru dans *Le Peuple breton*, voilà donc à quoi Roparz Hémon a "collaboré". Cela explique qu'on le retrouve fort naturellement parmi les siens, ceux du Bezen Perrot, à Strasbourg, en août 1944.

Rappelons ce qui est admis par tous, que Roparz Hémon s'enfuit de Rennes dès les premiers jours d'août 1944, dans un convoi de soldats du Bezen Perrot, habillés en uniformes SS.

Comme le relate Anna Debauvais : "20.8.1944 — Au repas de midi, Alix nous plaça Veig et moi près d'elle à la table des Guieysse, père, mère et fille, près de la fenêtre. Les femmes des soldats, leurs enfants, Roparz Hémon et Jos occupaient la grande table centrale du réfectoire. Je les entendais rire et j'aurais voulu partager leur gaieté (...), je donnais une chemise à rayures ayant appartenu à Fransez (...). Lainé (...) était présent (15).”

Roparz Hémon riait au milieu des nazis du Bezen Perrot... Nazis qui, dans leur équipée, avaient laissé une trace sanglante, et sont accusés d'avoir, à Troyes, extrait de leur prison plus de 40 résistants pour les exterminer.

Anna Debauvais publie son livre en 1977, Henri Fréville publie le sien en 1985.

En 1988, dans *Dalc'homp Soñj !*, un "blanc" elliptique masque l'activité de Roparz Hémon, en juin 1940, dans le Berlin nazi, aux côtés de Debauvais et Mordrel : "La guerre arrive, il est mobilisé, blessé, revient à Brest (16).” En 1990, Per Denez donne une demi-précision : "Il fut blessé à Berck (...). Après

une hospitalisation en Allemagne, il fut renvoyé dans son foyer (17).”

Roparz Hémon a donc délaissé les hôpitaux de Berck, dans le Pas-de-Calais, pour être "soigné" à Berlin, à plus de 1 000 kilomètres de là. Cela montre le caractère précieux de Roparz Hémon pour les nazis et confirme le caractère très particulier du "stalag spécial-Bretons" à Berlin.

## **Le nazi François Debauvais, secrétaire de la commission histoire de l'Institut celtique de Bretagne entre 1941 et 1943**

En fait, la trajectoire politique de Roparz Hémon ne doit rien au hasard. Roparz Hémon était en effet président de l'Institut celtique de Bretagne, François Debauvais, nazi reconnu comme tel, en étant le secrétaire de la section histoire...

C'est un élément essentiel pour comprendre le repaire de nazis qu'était l'Institut celtique de Bretagne, nazis signataires dans *Stur*, *L'Heure bretonne*, *Galv*, *Arvor*, *La Bretagne*, etc.

"20.10.1941 — En ce jour fut créé à Rennes le *Framm keltiek* (Institut celtique) sous la direction de Roparz Hémon et parrainé par le professeur Weisgerber, spécialiste des études celtiques (...). L'on confia à Debauvais le secrétariat de la commission d'histoire-préhistoire et archéologie (...). C'est à ce titre

(13) *L'Heure bretonne*, 14 juillet 1940, n° 1, pp. 2-3.

(14) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, pp. 108-109.

(15) *Ibidem*, tome 3, pp. 351-352

(16) *Dalc'homp Soñj !*, 12/1988, n° 24, p. 9.

(17) "Roparz Hémon", *Dalc'homp Soñj !*, 1990, p. 29.

qu'il fera des conférences en breton sur l'histoire et publiera dans Gwalarn un essai sous le pseudonyme de Fanch Denoual (18)."

En effet, dans *Arvor*, du 25 juillet 1943, « sous la signature de Fanch Denoual, l'hebdomadaire *Arvor* donne la conférence écrite par F. Debauvais pour "le quart d'heure du Framm keltiek" (section histoire). Comme il souffrait d'une extinction de voix, Jos Youenou lut à sa place l'allocution ci-dessous, à *Radio Breiz* (...). "Comme manuels scolaires d'histoire, citons (...) celui de "Dihunamb" (...). Voilà pour le commun des mortels. Pour les gens cultivés, il y a les excellents articles des revues *Gwalarn*, *Galv*, *Studi hag Ober*, *Stur*."

C'est vers la fin du mois de juillet que Debauvais transmet officiellement la présidence du secrétariat de la commission d'histoire-préhistoire et archéologie de l'Institut celtique de Bretagne au professeur Roger Hervé, en sa qualité d'historien (19). »

Cela est confirmé par Roparz Hémon, dans *Gwalarn*, de mai 1944 : "Je le savais fort en histoire.

Cependant, je fus étonné, le jour où il me demanda de prendre la direction de la section d'histoire à l'Institut celtique, de m'apercevoir du travail immense qu'il avait réalisé en ce domaine. Grâce à lui, nous pouvons ouvrir notre service de recherche sur l'histoire (...). Il est l'auteur d'articles dont certains furent imprimés dans *Gwalarn*, sous la signature de Fañch Denoual (20)."

Les relations entre Roparz Hémon et le nazi François Debauvais sont effectivement plus qu'étroites. Anna Debauvais relate :

"16-8-1942 — Je l'accompagnais au presbytère, où il se présenta sous le nom de Fanch Denoual (carte de visite à l'appui), journaliste à l'hebdomadaire *Arvor* de Rennes, tout joyeux de son stratagème (21)."

## La contribution de Roparz Hémon, du nazi François Debauvais et de leur entourage nazi à la revue nazie *Galv*

Pour conclure sur l'association étroite entre Roparz Hémon et François Debauvais, Roparz Hémon est intégré dans la même activité politique nazie que François Debauvais. Le 6 avril 1941, paraît dans *Arvor* une note de lecture sur *Galv*, citée dans la conférence sur "l'histoire" de François Debauvais, aux côtés de la revue nazie de Mordrel, *Stur* : "Il est impossible à un journal comme *Arvor* d'exposer dans le détail des théories qui ne peuvent convenir qu'à ceux que Roparz Hémon appelle ar Vrientinien, c'est-à-dire, en français (sic !), the happy few (22)." En français, donc, "les privilégiés" ou "les heureux élus".

Dans ce numéro, un texte de Gobineau fait l'objet d'un concours de traduction, le groupe "Lan hag Herve" (incluant Xavier de Langlais, Youenn Drezen, Alain Le Louarn, Jean Piette [23], etc.), signataire dans *La Bretagne* de Yann Fouéré, est vanté, dans l'attente des abominations antisémites que ce groupe "Lan hag Herve" commettra, en particulier au moment de la rafle du Vél-d'Hiv. L'éditorial est signé "F.R.A.", Françoise Rozec-Andouard, alias Meavenn, qui s'enfuira aussi dans le *Bezen Perrot* (24).

(18) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, p. 275.

(19) *Arvor*, 25 juillet 1943, n° 132, p. 2 : "An istor e brezhoneg, gant Fanch Denoual ha Jos Youinou", traduit par Anna Debauvais-Youinou : *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 4, pp. 35 à 39.

(20) *Gwalarn*, mai 1944, traduit par Anna Debauvais-Youinou : *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 4, p. 302.

(21) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, p. 321.

(22) *Arvor*, 6 avril 1941, n° 14, p. 2.

(23) *Les pseudonymes des Bretons, 16<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle*, J. Malo Renault, Ar Skol Vreizh, Emgleo Breizh, p. 107.

(24) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 4, p. 332.

Françoise Rozec-“F.R.A.” signe également dans le n° 1 de *Galv*, vanté dans *Arvor* pour les “happy few”, à côté de Le Helloco-“Kadwallon-Kadig” (condamné à mort à la Libération), François Elies-“Abeozen” (qui anime Radio Rennes avec Roparz Hémon), Guillaume Berthou-“Kerverziou” (signataire dans la revue nazie *Stur* d’Olivier Mordrelle, et personnalité de l’Institut celtique de Bretagne de Roparz Hémon), aux côtés d’un texte de Nietzsche, d’une traduction de Roparz Hémon.

Françoise Rozec-“F.R.A.”-“Meavenn” apparaît dans le Bezen Perrot :

“Premier mort au combat (...). A l’enterrement, le SS Untersturmführer récita des poèmes (...). Devant le cercueil drapé de gwenn ha du, Mordrel salua le bras levé (...). La belle Fant Meavenn, entre autres, avait assisté aux obsèques (25).”

Font partie des “happy few” qui souscrivent financièrement publiquement dans le numéro 2 : Roparz Hémon, 20 F ; André Geoffroy (Bezen Perrot), 70 F ; Marc Le Berr, 20 F ; “un milicien”, 270 F ; “P. B.”, 20 F ; Kongar (Kervalla), 20 F ; Camille Le Mercier d’Erm, 20 F ; Youenn Drezen, 10 F ; “O. M.” (signature d’Olivier Mordrelle), 1 435 F ; F. Even, 20 F.

Signeront également dans les “happy few” : Alan Heussaff-“Mab Ivi” (adjoint de Célestin Lainé dans le Bezen Perrot, et fondateur de la Ligue celtique, où Célestin Lainé, chef du Bezen Perrot, commente le livre d’Anna Debauvais en 1976-1977 [26]), Jean Piette-“Arzel Even” (dans le groupe antisémite écrivant dans *La Bretagne* de Yann Fouéré), “Remont” Jestin, Jef Penven, etc., et François Debauvais-“Fanch Denoual”.

François Debauvais, ce dernier “happy few”, est aussi l’auteur, en dehors de sa contribution à *Galv*, d’une “étude sociologique exécutée d’après un plan fourni par les autorités allemandes, afin de mettre au point, de concert avec les Bretons, une mise en valeur de la Bretagne future” (27).

On peut relever, comme expressions de la pensée profonde de cette fine fleur de l’autonomisme “breton”, où Roparz

Hémon se retrouve en complète harmonie de pensée :

« II. — Absence de propagande eugénique en France (...). Un Juif ou un Nègre devenait Français par un acte juridique (...). Un écrivain breton, O. Mordrel, a fustigé cette doctrine : “(...) Le mélange des sangs, qui est un acte de foi à Paris comme à Moscou, serait un crime contre la Bretagne” (*Stur*, n° 10, 1937). Il est donc impossible de découvrir en France une propagande d’eugénisme racial d’origine gouvernementale (28).”

« VI. — Valeur raciale des Bretons (...). Les Juifs (chassés dès le XIII<sup>e</sup> siècle par le duc Jean II) n’y sont revenus qu’en nombre infime (1 427 Juifs en 1942) (...). Nous sommes donc en présence d’une race “historique” restée à l’abri du métissage moderne, parfaitement adaptée à son sol. Terre et sang font un (...). Grâce à sa situation péninsulaire, qui lui a permis de préserver la pureté de son sang, grâce à la vigueur de sa race (29). »

“Conclusion (...). Une nouvelle élite, nationaliste et raciste, surgit du peuple. Une tâche de première urgence est le développement de cette élite. Celui-ci pourrait être accéléré par l’envoi dans les universités et écoles de chefs allemands des meilleurs éléments de la jeunesse (...). Il y aurait intérêt à ce que des conseillers et des techniciens allemands viennent familiariser les Bretons avec les méthodes modernes d’administration, aux lieux et places des hauts fonctionnaires français (...). Mais l’excédent de la population ne pourra être absorbé entièrement et devra être dirigé vers les terres libres de l’est armoricain, espace vital de la Bretagne (30).”

(25) *Le Rêve fou des soldats de Breiz Atao*, Ronan Caerléon, pp. 143-144.

(26) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 4, pp. 8 à 13.

(27) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, p. 341.

(28) *Ibidem*, tome 3, p. 353.

(29) *Ibidem*, tome 3, pp. 372 à 375.

(30) *Mémoires du chef breton : Fransez Debauvais*, tome 3, pp. 384-385.

François Debauvais, le compagnon de Roparz Hémon "*happy few-ar Vrientinien-heureux élus*" (lexique nazi anglais-"Breton-Hémon"-français), mettra en œuvre sa conclusion destinée à faire encadrer par les "*techniciens*" de la Gestapo l'expansion "*raciale*" (là encore à "*l'est*") grâce à de jeunes SS "*bretons*" : avant de mourir, il mettra son fils adoptif chez les "*Hitler-Jugend à Zillishheim*" (31).

François Debauvais donne également la clef de l'apparition de la swastika en 1925, comme insigne de Breiz Atao : "*Camarades de la formation Perrot, je vous salue (...). Ce n'est pas parce que nous croyons que l'Allemagne sortira victorieuse du gigantesque conflit que, depuis le premier jour de la guerre, nous sommes à ses côtés. Notre choix ne relève pas de l'opportunisme, mais d'une conception du monde commune sur des points essentiels (...). La situation est déjà toute clarifiée, en revenant à la politique de Breiz Atao qui était toute de clarté. Cette politique consistait, au point de vue extérieur, à rechercher l'appui allemand. Nous y avons travaillé avec d'autres, pendant près de vingt ans*" (32)."

En considérant :

— la collaboration de Roparz Hémon, avec les nazis François Debauvais et Olivier Mordrelle, dans la constitution de la milice du PNB, à intégrer aux armées nazies d'invasion, en juin 1940 à Berlin ;

— la collaboration de Roparz Hémon et du nazi François Debauvais dans la commission histoire de l'Institut celtique de Bretagne, entre 1941 et 1943 ;

— la contribution de Roparz Hémon, du nazi François Debauvais et de leur entourage nazi à la revue nazie *Galv...*

... quel étonnement peut-on avoir à trouver Roparz Hémon dans les listes de la Gestapo ?

Cela est en conformité avec le rapport de dénonciation du préfet (pétainiste !) Ripert aux nazis, rapport qui dénonce des Juifs et des résistants, publié par Henri Fréville en 1985 dans *Archives secrètes de Bretagne* (33), où Roparz Hémon et Yann Fouéré sont cités comme pouvant témoigner devant les nazis, sans qu'il ait été possible de trouver aucune tentative de réfutation de la publication de Henri Fréville. Mais peut-être de telles tentatives existent-elles ?

L'interprétation des documents consultés serait-elle — ce qui ne constitue pas une contre-preuve — niée énergiquement, tout concourt néanmoins, en plus de ces documents, à affirmer, sur la foi de documents multiples et irréfutables, que Roparz Hémon n'était pas seulement un "collaborateur" des nazis.

Roparz Hémon était payé par les nazis, vivait avec des nazis, était entouré de nazis, défendait tous les éléments de l'idéologie nazie et de l'activité nazie, mais n'était pas nazi ?

Qui peut y croire, sans se réfugier dans des actes de foi ?

**Pierrick Le Guennec**

(31) *Ibidem*, tome 4, pp. 169 et suivantes.

(32) *Ibidem*, tome 4, pp. 245-246 ; dans le livre *Le Rêve fou des soldats de Breiz Atao*, Ronan Caerléon publie cette dernière déclaration de François Debauvais, en omettant pp. 96 et 97 les passages cités.

(33) Henri Fréville, *Archives secrètes de Bretagne 1940-1944*, "Le rapport sur François Ripert", chapitre VII, pp. 131 à 152.

**Un savant soviétique  
contre  
l'antisémitisme  
stalinien (1949)**

**N. F. Gamaleia était un microbiologiste, membre d'honneur de l'Académie des sciences de l'URSS à partir de 1940, membre de l'Académie des sciences médicales de l'URSS à dater de 1945. Le 16 février 1949, il devait avoir 90 ans.**

**Le 20 novembre 1948, le Comité antifasciste juif est dissous par décision du bureau politique ; cette décision n'est pas rendue publique, mais elle est suivie, à la fin de décembre et au cours du mois de janvier 1949, par l'arrestation des principaux dirigeants du comité.**

**Le 28 janvier 1949, paraît dans la *Pravda* un article au titre apparemment innocent contre un "groupe antipatriotique de critiques dramatiques" (presque tous des Juifs, dont les pseudonymes sont dévoilés), qui annonce publiquement le lancement de la campagne antisémite.**

**Le 2 février, N. F. Gamaleia écrit une première lettre de protestation à Staline, "secrétaire général du comité central du PCR (b), président du Conseil des ministres de l'URSS".**



N. F. Gamaleia dans son laboratoire, entouré de ses assistantes.

## **“L’antisémitisme est propulsé d’en haut” (lettre à Staline)**

**G**AMALEIA souligne d’abord qu’il a commencé son existence dans la Russie tsariste. Il se rappelle, dit-il, “l’animosité nationale qui existait entre les divers peuples de notre Grande patrie dans les conditions de la Russie tsariste, une animosité qui était artificiellement provoquée et entretenue par le régime tsariste pourrissant. Je me rappelle tout particulièrement les pogromes antijuifs, dont j’ai été le témoin, la zone de résidence (1) et le numerus clausus imposé aux Juifs lors de leur entrée dans les établissements d’enseignement supérieur et même moyen...”

La révolution d’Octobre a annulé cet héritage, dit-il. Et il poursuit :

“*Sous cet angle, la renaissance d’un phénomène aussi honteux que l’antisémitisme, qui a réapparu dans notre pays depuis quelques années et qui, si étrange que cela soit, commence à nouveau à fleurir très largement, en revêtant des formes et des aspects multiples, m’apparaît à moi ainsi qu’à nombre de mes amis et de mes connaissances comme un fait absolument incompréhensible et étonnant. L’antisémitisme commence à empoisonner l’atmosphère saine de notre société soviétique et commence à détruire la grande amitié des peuples.*

*A en juger par des signes tout à fait indiscutables et évidents, l’antisémitisme*

*renaissant ne vient pas d’en bas, ne vient pas des masses populaires, au sein desquelles n’existe aucune hostilité à l’égard du peuple juif, mais il est propulsé d’en haut par une main invisible. L’antisémitisme vient aujourd’hui de personnes haut placées, qui siègent dans les organismes dirigeants du parti et sont responsables du choix et de l’affectation des cadres.”*

Ces organismes que Gamaleia ne nomme pas, mais désigne clairement, ce sont le secrétariat et le bureau d’organisation du comité central, les deux instances de direction du parti dont Staline est membre. L’accusation est donc brutale. Et Gamaleia énumère ensuite les signes publics de cet antisémitisme :

« *Que l’antisémitisme vienne d’en haut et soit dirigé par une “grande main”, cela se voit, ne serait-ce que par le fait qu’au cours des dernières années, presque aucun Juif n’a été nommé aux fonctions de ministre, de vice-ministre, de chef de direction, de directeur d’institut et d’organismes de recherche scientifique. Les personnes qui occupent des fonctions de ce type sont peu à peu éli-*

### **Notes de la rédaction :**

(1) Zone de résidence : dans l’empire tsariste, zone où les Juifs avaient le droit de résider (Ukraine, Pologne russe, Biélorussie, pays Baltes).

*minées et remplacées par des Russes. On n'avance pas la candidature de Juifs aux diverses fonctions électives. Si, quelque part, des instances inférieures ou certains individus avancent la candidature de Juifs à une fonction, les organismes supérieurs, d'ordinaire, les sections correspondantes du comité central du PCR (b) et du comité central des partis communistes des républiques écartent les candidatures de Juifs. On a pu le constater lors des élections aux divers soviets suprêmes de républiques, à l'Académie des sciences de l'URSS et aux Académies des sciences des républiques, à l'Académie des sciences médicales, à l'Académie des sciences pédagogiques, etc.*

*Il suffit d'examiner les listes des individus que nos scientifiques ont proposés comme candidats au rang de membres correspondants et de membres effectifs des diverses académies et les listes de ceux qui ont été élus à la suite de la pression et de la sélection effectuées par les organismes dirigeants du parti pour se convaincre que seul un antisémitisme manifeste a abouti à ce que des savants éminents de notre pays, qui en constituent la fierté et la gloire, sont restés en dehors des diverses académies, alors que des individus sans talent, parfois inconnus même des spécialistes, ont été "élus" membres effectifs de l'Académie des sciences. »*

Gamaleia insiste ensuite sur le blocage systématique de la carrière universitaire pour les étudiants juifs talentueux. La purge atteint tout particulièrement le secteur du ministère de l'Education.

Malgré sa vigueur, cette lettre, qui accuse en toutes lettres l'appareil et la direction du comité central, n'est suivie d'aucune réaction, ou plus exactement elle est suivie d'une tentative d'apaiser le savant en colère. Deux semaines plus tard, jour pour jour, pour son 90<sup>e</sup> anniversaire, le 16 février 1949, il est décoré de l'ordre de Lénine. Loin de le calmer, cet honneur fouette un peu plus l'énergie du professeur, qui adresse aussitôt une seconde lettre à Staline. Il continue à jouer le rôle d'accusateur, tout en y ajoutant celui de défenseur de victimes ré-

centes de la Sécurité d'Etat. Les gens qui l'ont félicité pour sa décoration l'ont informé, dit-il, de l'arrestation de trois personnes, ses amis, Lia Solomonova Stern, Boris Chimeliovitich et Jacob Parnass. Ces derniers sont — ce qu'il ne précise pas — membres du Comité antifasciste juif et, en ce qui concerne les deux premiers, membres de son présidium.

Gamaleia intervient auprès de Staline en leur faveur. Il ne sait pas que Parnass est mort dans sa cellule quelques jours après son arrestation, le 29 janvier 1949. Il fait un vibrant éloge des trois, surtout de Lia Stern, et conclut par une mise en accusation du ministère de l'Intérieur et une demande pressante d'intervention personnelle de Staline :

*"L'arrestation des personnes ci-dessus mentionnées, à ce qu'il me semble, est une manifestation de cet antisémitisme qui a étrangement, mais très largement, fleuri ces dernières années dans notre pays, et dont je vous ai parlé dans la lettre que j'ai adressée au camarade Poskrebychev (2), en lui demandant de vous la transmettre personnellement.*

*Considérant les grands mérites de Lia Solomonova Stern, de l'académicien Jacob Parnass et du docteur Chimeliovitich devant notre pays et devant la science, je vous demanderais de vous occuper personnellement d'éclaircir les raisons de l'arrestation de ces personnes, d'établir le sérieux de leur faute, afin de ne pas admettre l'arbitraire et la condamnation d'innocents qui peuvent être les victimes de l'antisémitisme de la part de certains agents du ministère de l'Intérieur, qui fabriquent parfois des affaires, qui font rougir les citoyens de notre pays dévoués à leur patrie, qu'ils soient communistes ou sans parti, et leur imposent des épreuves morales pénibles.*

*Votre sincèrement dévoué."*

Staline ne répondit pas plus à cette seconde lettre qu'à la première. Le savant ne fut l'objet d'aucune mesure de rétorsion des autorités. Il mourut quelques mois plus tard.

(2) Poskrebychev : secrétaire personnel de Staline.

**Le Parti  
communiste  
italien  
et la révolution  
hongroise de 1956**

**La condamnation de Staline dans le rapport Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS (février 1956) accélère la protestation populaire déjà engagée en Pologne et en Hongrie.**

**Le 23 octobre 1956, près de 100 000 manifestants défilent à Budapest pour soutenir les ouvriers polonais dressés contre l'appareil stalinien du parti et confrontés à la menace d'une intervention soviétique. Le soir, alors que la manifestation s'achève, le nouveau secrétaire du Parti communiste, Ernst Gerö, ancien cadre du NKVD en Espagne de 1936 à 1938, menace la population à la radio et suscite ainsi une nouvelle manifestation, sur laquelle la police politique, l'AVH, tire.**

**Les manifestants, auxquels la petite armée hongroise se rallie, abattent la statue de Staline : c'est le début d'un puissant mouvement populaire, qui aboutit le 25 au remplacement de Gerö par Kadar et à la formation d'un gouvernement Imre Nagy.**

**Depuis le 24, des combats opposent manifestants et insurgés aux troupes soviétiques, qui sortent de leurs casernes. Dès le 27, des conseils ouvriers se forment dans les usines de Budapest. Le 29 octobre, le retrait des troupes soviétiques est annoncé. Les conseils ouvriers se fédèrent au niveau régional.**

**Contre le syndicat gouvernemental intégré, se constitue le 31 octobre une Confédération nationale des syndicats libres.**

**Aux côtés des conseils ouvriers dans les usines, des conseils révolutionnaires se constituent dans les quartiers de dizaines de villes. Le vieux Parti communiste stalinien se liquéfie.**

**Le 4 novembre, à l'aube, les chars soviétiques, dont les équipages croient souvent être confrontés à une insurrection en Allemagne de l'Est, attaquent Budapest.**

**L'écrasement de la révolution des conseils commence. Il suscite une profonde crise dans le Parti communiste italien. La publication des procès-verbaux des débats de la direction du PC italien à cette époque, sous le titre *Quel terrible 1956*, donne une idée de sa profondeur.**

## “Un grand égarement”

**L**E 30 octobre, la réunion de la direction est entièrement consacrée à “la situation du parti en relation avec les événements de Hongrie”. **Togliatti**, premier secrétaire du Parti communiste italien, rapporte :

“Comment se pose le problème ? La situation est assez sérieuse dans le parti quant au déroulement des événements en Hongrie et la manière dont L’Unita en a rendu compte.

La réaction est assez compliquée dans le parti. Cela ne doit pas nous étonner, étant donné la manière dont se sont passés les événements. Deux positions extrêmes semblent se dessiner et doivent être repoussées.

1. Tout cela arrive parce qu’il y a eu le XX<sup>e</sup> Congrès. C’est une position fautive, car elle jette à l’eau tout ce qui a été fait de nouveau. Elle exprime l’amertume pour la manière dont ont agi les camarades hongrois. Les camarades qui ont cette position ne sortent pas de la discipline du parti

2. L’autre position erronée est que l’émeute a été démocratique et socialiste, et que nous devons la soutenir depuis le début. Je l’assimile à une attaque contre le parti, qui ne se serait pas mobilisé sur les problèmes internationaux après le XX<sup>e</sup> Congrès. C’est la position de l’organisation et de groupes de cama-

rades à Pise, Mantoue, Modène, la cellule Pintor (Einaudi) de Turin, de Rome (journalistes et intellectuels). Dans toute cette affaire, une déclaration de Di Vittorio s’est insérée après la motion de la CGIL (1). Pour la motion, le travail de clarification entre les socialistes a probablement été insuffisant, la préoccupation était de trouver un terrain d’entente. Nous ne nous sommes pas mis d’accord sur cette déclaration, ce qui a augmenté la désorientation dans le parti. Nous avons été informés que l’on tirait contre le régime populaire et que le gouvernement Nagy avait demandé l’intervention des troupes soviétiques.”

**Pajetta** multiplie les critiques, affirme : “Il y a un mauvais état d’esprit dans le groupe parlementaire”, souligne que le groupe universitaire du parti reprend la position de la direction de la centrale syndicale CGIL dirigée par Di Vittorio, qui réunit ouvriers du Parti communiste et du Parti socialiste italien dirigé par Pietro Nenni.

La direction de la CGIL a adopté une position de compromis entre les partisans et les adversaires de l’intervention

**Note de la rédaction :**

(1) Confederazione nazionale Italiana del Lavoro, principale confédération syndicale italienne.

soviétique et refusé de caractériser le mouvement des ouvriers hongrois comme contre-révolutionnaire. Pajetta affirme ses craintes : *“Politiquement, il y a le danger d'un effritement plus large. Une partie de ces éléments est déjà hors du parti, les autres ont seulement des positions très critiques.”* Il signale plus loin que *“la Bourse du travail de Livourne a proclamé une grève de quinze minutes de solidarité avec les insurgés hongrois. Il y a un grand égarement.”*

Le secrétaire de la CGIL, **Di Vittorio**, intervient deux fois dans cette réunion pour se justifier : *“Je déplore, dit-il, que mes déclarations aient pu contribuer à augmenter la confusion dans le parti.”* Mais, ajoute-t-il, la situation était difficile :

*“Les camarades socialistes, qui s'étaient réunis, avaient décidé d'obtenir une condamnation de l'intervention soviétique en Hongrie. Notre préoccupation était d'éviter une rupture très grave à ce moment-là. La CGIL doit rester à tout prix l'organisme unitaire entre socialistes et communistes. L'accord était facile avec les camarades socialistes sur les autres points de la résolution. Sur la question de l'intervention soviétique, nous avons cherché à donner la forme la plus atténuée à la formulation. Je crois que nous avons bien fait dans l'intérêt de l'unité. Ensuite, j'ai lu une déclaration aux journalistes pour faire comprendre que la résolution ne nous avait pas été imposée par les socialistes, comme cela se dit avec insistance depuis quelque temps. J'ai paraphrasé la résolution en me taisant sur l'intervention soviétique. Ces points de la résolution ont été critiqués. Je ne crois pas, absolument pas qu'il faille glorifier l'insurrection. J'ai seulement dit que tous les rebelles ne sont pas des ennemis du socialisme.”*

Il souligne que, puisqu' *“il ne s'agit pas d'un putsch, mais de l'action de larges masses (...), l'unique voie de solution était celle d'un compromis entre les forces en lutte. D'autre part, il faut distinguer entre la contre-révolution et les masses désorientées.”* Un peu plus loin, il affirme : *“Le problème est d'empêcher*

*que le parti reste isolé”*, reprend plus tard encore : *“Pour le moment, nous avons empêché que le parti soit isolé”* et précise l'objectif de son attitude :

*“Maintenant, il faut mener une action qui modifie la position dans les faits, sans que cela fasse scandale.*

*Togliatti a parlé de la défense de notre position. Je n'ai jamais soutenu la légitimité de l'insurrection. Il est juste de dire que nous ne l'avons pas condamnée. Nous n'y avons pas pensé. Tout aurait été plus clair s'il y avait eu, auprès de l'armée soviétique, les forces communistes et ouvrières. C'est cette absence qui bouleverse le parti (...). C'est cela que j'ai voulu dire. Ce qui est arrivé est très grave et doit nous servir de leçon. Je suis d'accord avec Pajetta. Il faut changer les méthodes de direction, de manière à ce que la rupture qui s'est manifestée en Hongrie n'arrive jamais.”*

**Togliatti** reprend la parole pour contrer Di Vittorio, dont il dit un moment : *“Di Vittorio, qui est président de la Fédération syndicale mondiale (FSM, fédération syndicale où se retrouvent entre autres tous les syndicats officiels des pays dits socialistes) ne nous a jamais dit que les choses n'allaient pas bien”*, après avoir insisté :

*“L'insurrection est un fait historique et nous devons en tirer les leçons. Il faut modifier radicalement les méthodes de direction dans les démocraties populaires et changer aussi la politique économique. Les plans doivent être discutés avec la classe ouvrière. Certes, il faut développer l'industrie lourde, et même de guerre, mais les limites doivent être prises en accord avec la classe ouvrière. Il faut dire les choses ouvertement et franchement, afin qu'il y ait un lien profond entre les masses et le gouvernement. La situation la plus douloureuse est celle dans laquelle s'est trouvée l'armée soviétique, qui doit être aimée des travailleurs de tous les pays.*

*Je ne pensais pas que ma déclaration pourrait être utilisée par des éléments mécontents. L'essentiel, c'est la cohésion dans le parti, je travaillerai avec les autres camarades contre toutes les tentatives de désagrégation.*

*Il y a un relent de réformisme dans le parti. Il n'est pas vrai que la liberté doit être au-dessus des réformes économiques. Nous savons que pour construire le socialisme, il faut des sacrifices et aussi des restrictions, qui doivent être comprises et acceptées par les masses.*"

**Roveda** dénonce "les intellectuels, qui, après le XX<sup>e</sup> Congrès, sont à la recherche de toutes les erreurs du parti", et dénonce l'attitude de la CGIL, "qui a valorisé l'opinion selon laquelle l'insurrection était juste, socialiste".

**Roasio** affirme à la fois : "Nous n'avons pas perdu nous non plus le contact avec certaines couches de travailleurs" et "Nous devons faire en sorte de les reconquérir. La classe ouvrière aussi est désorientée (...). Là où il y a démoralisation et action du patronat, il y a aussi de bons cadres ouvriers désorientés. Il faut leur parler franchement."

Mais pour leur dire quoi ? Roasio avoue en effet : "Il y a une difficulté à s'orienter", puis ajoute : "Au centre de tout, il y a l'antisoviétisme. Il faut expliquer que les soldats soviétiques sont tombés à Budapest pour défendre le socialisme."

**Secchia** explique que les ouvriers ne parlent pas dans les réunions, "mais ils viennent défendre les locaux alors que les étudiants communistes viennent nous présenter des motions et des protestations...". Il ajoute : "La ligne de la CGIL a désorienté les camarades (...). A Pavie, le parti est un peu démoralisé. Les ouvriers répondent avec un esprit de classe." Il signale un responsable de cette ville qui "proposait que le parti prenne la position : dehors les troupes étrangères de tous les pays ! A Brescia, certains camarades ont signé une protestation contre l'intervention des troupes soviétiques. A Crémone, il y a une certaine démoralisation." En revanche, "à Varèse (...), il y a un esprit de classe. Un courant très simpliste : les Soviétiques ont bien fait d'intervenir."

**Amendola** est tout aussi inquiet : "Notre ligne n'a pas été comprise par tout le parti : les lézardes se sont créées sous la pression adverse. La position des intellectuels romains est une chose gra-

ve. Il y a des camarades sérieux qui ont une crise de conscience.

La motion de la CGIL a pesé et la déclaration de Di Vittorio qui a suivi a donné une justification à la position des intellectuels mécontents. Je retiens qu'autour de la ligne précisée encore aujourd'hui par Togliatti, on peut unir tout le parti. Il y a eu la réunion des secrétaires de section à Rome. Il est nécessaire de lutter sur deux fronts ; et sur ce point, je suis en désaccord avec Secchia, qui pousse surtout à la lutte contre le révisionnisme. Les deux positions, de gauche et de droite, erronées, sont une réalité.

C'est la pression socialiste révisionniste dans plusieurs localités qui fait prendre position aussi contre le parti. Nous devons reconquérir le maximum d'éléments en frappant ceux qui mènent une opération de désagrégation. Cependant, cela présuppose une critique des positions de Di Vittorio. Il serait très grave d'oublier de mener la lutte sur les deux fronts. En (outre), l'activité d'Action communiste (organisation d'opposition créée, entre autres, par un ancien secrétaire de Togliatti, Giulio Seniga, à laquelle plusieurs orateurs feront allusion comme un danger potentiel) trouve un certain fondement."

**Pellegrini** trace un tableau tout aussi sombre : "En Vénétie, il y a malaise et difficulté. En général, les membres du secrétariat prennent de bonnes positions, mais dès que le comité fédéral est réuni, ils sont désorientés, par exemple à Padoue. On accuse la direction du parti de ne pas connaître la situation dans les démocraties populaires (...). On dit qu'il faut renouveler la direction au congrès, que la ligne de la CGIL doit être imposée au parti." Il dénonce "l'influence néfaste des députés", qui veulent s'exprimer nettement à la Chambre. "A Venise, le comité fédéral s'est coupé en deux (...). A la base, il y a amertume et inconfort, et une certaine défiance dans la direction (...). Les positions de la CGIL et de Di Vittorio n'ont certes pas aidé."

**Ingrao** dénonce "les éléments de fractionnisme dans la position des intellectuels romains" du parti. Ils se télé-

phonent, se réunissent, élaborent des documents ; donc, dit Ingrao, "il y a une absence de clarté sur le centralisme démocratique (...), il y a des tendances anarchisantes".

**Boldrini** : "Il y a une grande perplexité dans le parti. Sur certains problèmes, je suis perplexe aussi. L'adversaire joue sur l'émotion sentimentale. Je n'ai pas de doutes sur l'intervention soviétique, qui m'a pourtant attristé et rendu perplexe plusieurs jours. Le peuple soviétique a remis le pouvoir aux Hongrois, puis il doit intervenir pour le défendre. Pourquoi ? Les révoltés ont des revendications justes. Aujourd'hui, il est clair que même les contre-révolutionnaires revendiquent le socialisme pour avoir le dessus. La position de Di Vittorio est grave. Quelle est la ligne juste ? Celle de la CGIL ou celle du parti ? Cela met aussi en difficulté les autres organisations.

C'est toute la discussion sur le XX<sup>e</sup> Congrès qui revient dans le parti. Il faut insister sur la nécessité d'aller de l'avant sur la route qu'il a tracée, dire de façon juste les choses nécessaires aux camarades soviétiques. Les camarades ressentent les contrecoups des événements. Dans certains cas, il faut frapper énergiquement les éléments désagrégeateurs. On ne peut transiger sur la fidélité au socialisme. Amendola nous a appelés à être aux côtés de Togliatti dans l'œuvre de rénovation du parti. Je dois faire mon autocritique, car je n'ai pas toujours fait mon possible. Autour de Di Vittorio, il y a des groupes qui cherchent à opposer la CGIL et le parti, cela me préoccupe."

**Li Cauzi** prévoit : "Nous allons avoir des difficultés dans les conseils communaux, provinciaux", mais pense que "le parti nous suivra si nous avons des positions claires", ce qui veut dire "reconquérir la confiance dans la direction de l'Union soviétique (...), nous battre contre les hésitations et les capitulations", tout en annonçant : "Il n'y a pas encore un climat de croisade contre nous."

Et comme plusieurs autres orateurs, il affirme : "La lutte sur les deux fronts est nécessaire (c'est-à-dire contre ceux qui

soutiennent les insurgés hongrois et ceux qui remettent en cause la déstalinisation engagée par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS), bien qu'il y ait une nuance entre l'une et l'autre des positions erronées." La nuance est précisée lorsqu'il affirme : "Je n'accepte pas les arguments de Di Vittorio : on ne sauve pas l'unité des travailleurs en acceptant des positions erronées."

**Sereni** est plus net encore : "Avec sa déclaration, Di Vittorio s'est opposé à la direction", or "l'unité de notre direction est importante et fondamentale, et cette unité ne peut s'obtenir qu'autour de la position du camarade Togliatti (...). Dans le document final de cette réunion, il faut réaffirmer l'unité autour du camarade Togliatti."

**Montagnana** va dans le même sens : "Je ne pensais pas que le communiqué de la CGIL avait été fait sans consultation du parti. Un tel fait peut avoir de graves conséquences. A la CGIL, j'espère qu'il n'y a pas accord avec la position prise. Avant tout, il doit y avoir accord pour la cohésion du parti."

Mais il ajoute : "Le malaise dans le parti est général, et parmi les intellectuels en particulier. Ne sommes-nous pas responsables nous aussi d'un certain petöfisme ?" Il assimile donc la position de soutien aux insurgés hongrois affirmée par des intellectuels, étudiants et militants communistes à celle du cercle Petöfi, créé en décembre 1955 et qui a constitué le centre de ralliement des opposants au stalinisme (ainsi, en mai 1956, le cercle Petöfi avait lancé un débat sur l'histoire du mouvement ouvrier et le stalinisme, sur l'économie marxiste, et sur la philosophie marxiste et le dogmatisme).

Il ajoute : "Le groupe parlementaire n'est pas bon. Il faut la lutte sur les deux fronts" ; et, tout en disant : "Tout ce qui est possible doit être fait pour ne perdre aucun camarade", ajoute encore : "Mais on ne peut pas ne pas en venir à des mesures d'organisation", c'est-à-dire à des sanctions (blâme, exclusion...).

**Dozza** précise d'emblée : "Je suis d'accord avec Togliatti, pas avec Di Vittorio." Pourtant, il ajoute : "Dans les

*congrès de sections de dimanche, il y avait un certain malaise à cause des événements.*"

**Colombi** est plus réservé. Tout en affirmant : "Le parti et son unité doivent être défendus comme l'a indiqué le camarade Togliatti", il ajoute : "Il y a des erreurs qui nous dérangent et qui viennent des camarades soviétiques." Il précise : "Dans le parti, le trouble est grave, et pourtant profondément sain (...). La discussion est bonne. Je suis d'accord pour la lutte sur deux fronts. Une fraction du parti est attristée et il faut être attentif à ne pas la jeter dans les bras d'Action communiste. Il faut éclairer et convaincre, et ne prendre des mesures d'organisation qu'avec ceux qui prennent des positions antiparti."

**Terracini** va plus loin dans la critique : "La situation est sérieuse. C'est la première fois que le parti se trouve face à une révolte populaire dans un pays socialiste, et cela nous fait beaucoup réfléchir."

Il y a l'exemple de Cronstadt pendant la révolution russe, mais ce précédent est différent et bien éloigné. La question la plus grave est celle de l'insurrection, et la plus exploitée par l'adversaire, c'est l'intervention soviétique. Il faut dire aux camarades : quand il n'y avait plus d'autre voie pour sauver le socialisme, ne fallait-il pas recourir à ce moyen ? Le parti a fait ce qu'il devait faire pour rechercher les causes de ce qui s'est passé. Les thèses et les déclarations de programme doivent être au centre de notre congrès.

Dans le document que l'on écrira, il ne faudra pas dire de façon spécifique que la direction est unie, car cela peut donner à penser le contraire."

**Berlinguer**, le futur père de l'"euro-communisme", est plus net encore : "Les positions justes prises ces jours derniers n'ont pas été entendues par tout le parti. En Hongrie, il y a eu une explosion de mécontentement populaire et les causes doivent en être expliquées. Le parti s'est trouvé en débâcle. Il y a une chose que je ne m'explique pas encore : l'étendue des sentiments antisoviétiques qui ont surgi dans ces pays."

Il y a deux positions soutenues ouvertement par les camarades du parti et de la CGIL. Dans certains cas, nous ne pouvons éviter le danger d'isolement, ce qui nous impose de faire appel prioritairement à l'esprit de parti et à la combativité. Je crois que nous pourrions difficilement échapper, en raison de la publication de la lettre des 101, à une réponse adéquate qui peut avoir un bon écho."

**Pajetta** reprend la parole pour prolonger et élargir sa première intervention dans un sens critique : "Ce qui est exceptionnel, c'est que, quand l'armée soviétique a été appelée, elle n'a pas trouvé un front à nous avec qui se battre. De là, la difficulté à suivre les événements et les expliquer. C'est de là que vient le grand égarement, même chez les meilleurs camarades. Nous n'avons pas de baguette magique et aucun miracle n'est possible. C'est le plus mauvais coup qu'ait reçu le mouvement ouvrier. Pour aller de l'avant, nous devons modifier notre façon d'agir."

Il y a une crise de confiance envers la direction du parti. Je m'étonne que cela apparaisse dans les précautions prises par Togliatti. C'est une preuve d'égarement. Le problème de la direction est un problème sérieux. Les dirigeants doivent faire leur autocritique. Tout le cadre confédéral sait que Di Vittorio attache peu d'importance à l'avis de la direction. La discipline doit être exigée. Je suis pour la lutte sur deux fronts, mais ce doit être une lutte, et chaque membre de la direction doit assumer ses responsabilités."

**Togliatti** conclut les débats : "Di Vittorio n'a pas eu confiance dans le parti et, sur sa position, il lui a substitué un jugement sentimental et sommaire. De nombreux intellectuels, qui aujourd'hui écrivent et protestent, ont été dans les démocraties populaires et n'ont jamais fait une critique."

La réponse de Di Vittorio n'a pas été celle qu'il fallait. Ce n'est pas le problème de Di Vittorio ou de Togliatti, mais il faut assurer l'unité du parti.

Faut-il convoquer le comité central ? Cela serait utile pour le mobiliser sur une base unitaire. Cependant, la situa-

*tion hongroise n'est pas encore claire, et nous donnerions l'impression d'une crise interne plus grave qu'elle ne pourrait paraître."*

•  
•

A la fin de la réunion, les décisions suivantes sont prises : regretter le commentaire de Di Vittorio, qui n'est pas en accord avec la direction du parti, la position erronée résultant du communiqué de la CGIL. Publier un communiqué après la réunion d'aujourd'hui.

**Togliatti** : *"A propos de la lettre des 101, aller dans les réunions, discuter, différencier. Solliciter l'adhésion des cellules et des sections contre les méthodes antiparti. Si l'on découvre des éléments fractionnistes, prendre les mesures. Dans les appareils, il doit y avoir des camarades complètement loyaux avec le parti. Cela sera possible seulement après le congrès en le disant au congrès lui même. La lettre ne doit pas être publiée, car elle a déjà été donnée à la presse bourgeoise. S'ils envoient un article de discussion, nous le publierons avec une réponse."*

**Sereni** : *"Il faut faire un appel moral à la tradition communiste."*

**Ingrao** : *"Je ne suis pas favorable à la réunion, nous allons nous trouver face*

*à 50 à 100 personnes contre nous. Je suis d'accord pour publier la lettre avec une réponse."*

**Berlinguer** : *"Pas de réunion, mais publication de la lettre avec une réponse."*

Ainsi, la direction du Parti communiste italien décide de ne pas organiser de réunions de militants par crainte de ne pouvoir en maîtriser le déroulement et, comme le veut Togliatti, préfère même ne pas convoquer le comité central. Face à l'ampleur de la crise, elle semble dépassée par les événements et ne prend en fait aucune décision, sinon celle d'attendre.

Lors de la réunion suivante de la direction, consacrée à la préparation du prochain et VIII<sup>e</sup> Congrès du parti, **Amendola** constate : *"Les événements de Pologne et de Hongrie ont suscité une grande animation dans les réunions en orientant les discussions sur les problèmes internationaux, sur la voie italienne au socialisme et sur la démocratie interne."*

Mais l'étranglement brutal de la révolution hongroise après la seconde intervention militaire soviétique, le 4 novembre, même si les conseils ouvriers résistent encore, conforte la direction face à ceux qu'Amendola qualifie *"d'éléments de droite"*, c'est-à-dire ceux qui choisissent les ouvriers hongrois et non les chars russes.

**La révolte  
du camp  
de Kenguir  
(1954)**

**(Jean-Jacques Marie)**

**La mort de Staline, le 5 mars 1953, la grève des ouvriers de Berlin-Est et de RDA (16-17 juin 1953), l'arrestation de Beria, le maître policier, sont suivies d'une vague de protestations et de grèves, qui, de juin 1953 à juin 1954, secoue les camps de Vorkouta, Norilsk, Taïchet, Ekibastouze, puis Kenguir, au Kazakhstan, le mouvement le plus important par sa durée (19 mai-26 juin 1954), son ampleur et ses conséquences.**

Soljenitsyne lui a consacré tout un chapitre (*“Les quarante jours de Kenguir”*, *L'Archipel du Goulag*, tome III, pp. 234 à 269). En 1994, la revue *Otetchesvennyye Arkhivy* (n° 4) a publié le dossier du MVD sur cette grève *“unique”*. Ces documents permettent de répondre à la question que posait Soljenitsyne sur l'étonnante durée de ce mouvement, qui s'est étendu sur plus d'un mois : *“Pourquoi cette période s'étire-t-elle autant ? Que pouvaient bien attendre les patrons ?”*, se demande-t-il, sans trouver la réponse.

Les documents montrent que les maîtres apparemment tout-puissants du Goulag et de l'URSS, dirigeants d'un régime extérieurement inébranlable, sont envahis par la crainte, le désarroi, voire parfois par l'affolement.

## **“Au lieu de remercier notre parti pour le soin qu’il prend de vous...” (le lieutenant-général Dolguikh, chef adjoint du Goulag)**

**L**ORSQUE Staline meurt, le 5 mars 1953, le Goulag renferme derrière ses barbelés 2 500 000 pensionnaires ; on peut y ajouter les 2 500 000 “peuplements spéciaux”, c’est-à-dire les populations déportées en Ouzbekistan, au Kazakhstan et en divers endroits de Sibérie (les 170 000 Coréens soviétiques déportés en 1937, les 110 000 Polonais déportés en 1939, les 25 000 Baltes déportés en juin 1941, les 1 200 000 Allemands soviétiques déportés en octobre 1941, la dizaine de peuples du Caucase accusés de traîtrise collective et déportés d’octobre 1943 à juillet 1944, les 190 000 Baltes et Moldaves déportés en 1949 !). Mais ces peuplements spéciaux, soumis à de nombreuses interdictions de déplacement, obligations de travail et restrictions de droits, n’étaient ni internés derrière des barbelés ni soumis à la surveillance de gardes armés.

Ce système fournissait une main-d’œuvre d’esclaves peu coûteuse, mais encore moins rentable ; il servait aussi à des fins de répression et de terreur politique, surtout les “camps spéciaux” (1) au régime très sévère créés par Staline en mars 1948 et destinés à accueillir à Kolyma, dans le Grand Nord sibérien, et au Kazakhstan, 200 000 “espions, saboteurs, terroristes, trotskystes, droitiers, mencheviks, socialistes-révolutionnaires,

*anarchistes, nationalistes, émigrés blancs, membres d’autres organisations antisoviétiques et groupes, etc.”.*

Le Goulag, son immense appareil policier, ses chantiers, ses usines semblaient solides et durables. Et pourtant, le système concentrationnaire se fissure dès le lendemain de la mort de Staline. Le premier choc qu’il subit semble anodin. Le ministre de la Sécurité d’Etat et de l’Intérieur, Lavrenti Beria, a dirigé le Goulag de 1938 à 1945. Il sait par expérience qu’il est économiquement inefficace et produit pour l’essentiel des rossignols. Il est efficace, en revanche, pour la répression.

Il veut conserver un Goulag débarrassé de ses fonctions économiques parasitaires et coûteuses, destiné aux seuls 221 345 “*criminels particulièrement dangereux pour l’Etat*”, en un mot à la seule répression politique. Dès le 17 mars, il propose au Conseil des ministres d’enlever au ministère de l’Intérieur tout son secteur économique et de transférer les camps au ministère de la Justice, sauf les “camps spéciaux”. Le 18 mars, le Conseil des ministres adopte son projet de décret, qui transfère à divers minis-

(1) Les camps spéciaux, au régime particulièrement sévère, ont été créés le 16 mars 1948. Objectif fixé par le ministre de l’Intérieur, Krouglov : 250 000 détenus.

tères économiques une longue liste de chantiers de construction de bâtiments, de routes, de voies ferrées, de centrales hydroélectriques, d'usines chimiques, d'entreprises d'abattage du bois, d'extraction de l'or et du pétrole, etc., dépendant du ministère de l'Intérieur et dont la main-d'œuvre était essentiellement constituée de déportés.

Trois semaines jour pour jour après la mort de Staline, Beria fait adopter par la direction du parti une amnistie libérant des camps plus d'un million de détenus sur deux millions et demi... pour les épurer.

### **“Des détenus incurables et inaptes au travail”**

*“En ce moment, explique-t-il, les camps de travaux correctifs, les prisons et les colonies contiennent 2 526 042 individus (...). Le nombre des criminels particulièrement dangereux pour l'Etat (espions, saboteurs, terroristes, trotskystes, socialistes-révolutionnaires, nationalistes et autres), détenus dans les camps spéciaux du ministère de l'Intérieur, représente en tout et pour tout 221 435 individus (...). Le maintien dans les camps, prisons et colonies d'une grande quantité de détenus, dont une bonne partie ont été condamnés pour des délits qui ne présentent pas un danger sérieux pour la société, dont des femmes, des adolescents, des gens très âgés et des malades, ne découle pas d'une nécessité pour l'Etat.”*

Il s'agit des personnes condamnées en vertu des décrets de 1947 sur les “atteintes à la propriété socialiste”, qui prévoyaient des “peines de détention exceptionnellement longues” pour le vol de quelques épis de blé, d'un kilo de sucre, de beurre ou de pommes de terre, etc., soit un total de “1 241 919 détenus”, dont “238 000 personnes âgées, hommes et femmes de plus de 50 ans”. De plus, “environ 198 000 détenus des camps souffrent de graves maladies incurables et sont absolument inaptes au travail”. Mieux vaut se débarrasser de ces handicapés trop coûteux !

L'amnistie, promulguée le 27 mars, ne libère que les droits communs condamnés à cinq ans au maximum et les politiques condamnés à trois ans au maximum. Les autres (l'écrasante majorité des détenus politiques) voient seulement leur peine réduite de moitié. Cette amnistie, décidée en hâte et dont aucune mesure pratique n'a été préparée, lâche d'un coup sur des voies de chemin de fer déjà encombrées plus d'un million de droits communs. Bloqués dans des ports fluviaux ou des gares, ils y provoquent des bagarres, prennent d'assaut les trains et les péniches, pillent des marchandises, font la chasse aux chats et aux chiens pour manger, agressent les habitants : vols, viols collectifs dans les trains de femmes souvent jetées ensuite par les fenêtres, ou dans les villages traversés, agressions et meurtres se multiplient dans les bourgades et les villes le long de la voie ferrée. L'amnistie provoque ainsi le mécontentement de tout le monde : des amnistiés, de la population, des forces de l'ordre et des oubliés de l'amnistie, qui ont le sentiment d'avoir été floués. Elle suscite donc une grande tension.

Un événement contingent verse encore de l'huile sur le feu : 16 juin, les ouvriers du bâtiment de la Stalin-Allee, à Berlin-Est, débrayent contre une augmentation des normes de travail, qui provoque une baisse de salaires. La grève se répand comme une traînée de poudre dans tout Berlin-Est et dans plusieurs villes de l'Allemagne de l'Est. Elle est écrasée par les chars soviétiques. Affolés, les dirigeants soviétiques arrêtent Beria, qu'ils accusent en fait d'avoir provoqué ces désordres. Dans les camps, les rumeurs sur la grève de Berlin-Est et sur l'arrestation de Beria se propagent très vite, y provoquent une vive effervescence, soulèvent l'espoir des détenus et suscitent une vague de protestations et de grèves, qui, de juin 1953 à juin 1954, secouent les camps de Vorkouta, Norilsk, Taïchet, Ekibastouze, puis Kenguir, au Kazakhstan, et vont pratiquement jeter à bas le Goulag comme système de masse.

Le mouvement le plus important par sa durée (19 mai-26 juin 1954), son ampleur et ses conséquences est celui de

Kenguir. Kenguir fait partie du système des camps du Steplag, c'est-à-dire les camps de la steppe du nord du Kazakhstan. Le Steplag rassemble à la fois des camps agricoles et des camps miniers, spécialisés dans l'exploitation des mines de cuivre et de charbon, où la mortalité est très élevée. Près de 25 000 détenus sont répartis dans ses trois camps, ou "zones".

Après plusieurs accrochages entre des détenus et la garde, le 17 mai, 400 détenus du camp spécial n° 3 pénètrent dans la zone voisine réservée aux femmes et détruisent deux murs pour abolir la séparation entre hommes et femmes imposée par la direction. La garde les mitraille. Bilan officiel : 13 (ou 14) morts, 32 blessés graves et 27 blessés légers. La colère explose : le 19, les 5 000 détenus cessent le travail. Le vice-ministre de l'Intérieur (MVD) du Kazakhstan se rend aussitôt sur les lieux, discute avec les délégués des grévistes, écoute leurs doléances et les transmet par télégraphe, le 20, à Moscou :

### **"Les représentants des détenus..."**

*"Les représentants des détenus qui participent aux pourparlers se conduisent de manière provocatrice, exigent (...) la punition des responsables de l'utilisation des armes à feu, après quoi seulement ils reprendront les pourparlers."*

L'affaire le dépasse et, signe qu'il perd pied, il se laisse aller à parler de "représentants des détenus" ! Il sent que, depuis la mort de Staline, quelque chose a changé, mais quoi et jusqu'où, il n'en sait rien et, prudent, il renvoie toute décision à l'échelon supérieur.

Le 26 mai, le ministre de l'Intérieur, Krouglov, et le procureur général de l'URSS, Roudenko, informent le Conseil des ministres des événements, tout en atténuant l'ampleur du mouvement : la veille, disent-ils, plus de 4 000 détenus du camp n° 3 ont refusé de se rendre au travail. C'est tout. Ils espèrent sans doute que l'effervescence se calmera. Mais ils se trompent.

Le 27 mai, les détenus élisent une "commission" — en fait, un "comité de grève" — de six, puis de neuf membres (trois par secteur), présidé par un ancien lieutenant-colonel de l'Armée rouge, Kouznetsov. Le comité réunit une assemblée générale de plus de 2 000 détenus, qui établissent une première liste de dix revendications très modestes, portant sur les conditions de vie des détenus. Le chef du Goulag, le lieutenant-général Dolguikh, descend en personne à Kenguir, avec une commission du ministère de l'Intérieur. Le 29 mai, il révoque les quatre gradés jugés responsables de la fusillade et le vice-commandant du camp ; il annonce la suppression des verrous et cadenas aux portes et fenêtres, et de la cellule d'instruction, où l'on isolait les détenus suspects de menées antisoviétiques dans le camp, la promesse de régler en temps le salaire des détenus, de leur assurer un repos de huit heures sans interruption, annonce des libérations anticipées ; bref, il satisfait une partie des demandes des grévistes.

Ces concessions partielles, loin d'apaiser les grévistes, leur donnent le sentiment de leur force nouvelle. Le 4 juin, Krouglov et Roudenko, par crainte de la contagion aux camps voisins, ordonnent la prudence :

*"Ne pas faire entrer pour le moment les forces armées dans la zone afin d'éviter la nécessité d'utiliser les armes à feu. Encercler la zone (...). Elaborer et mettre en œuvre des mesures complémentaires visant à démoraliser les détenus qui désobéissent à l'administration du camp, en suscitant en eux le sentiment d'une situation sans espoir, d'une impasse, de l'inéluctable issue lamentable de leurs actions."*

Le lendemain, le chef du Goulag lui-même s'adresse par radio aux grévistes, pour leur faire la morale, dans un long discours :

*"Ces derniers temps, les détenus ont obtenu de nombreux avantages (sic !). (...) La mise en œuvre de décisions importantes du gouvernement : la libération en 1953 de plus de la moitié des détenus, l'introduction du décompte des jours de travail, l'attribution d'un salai-*

re, etc. (...). Certains de vos camarades ont été mis en liberté après révision de leurs affaires.”

Après ce bilan des bonnes actions du gouvernement, il dénonce des meneurs non identifiés, non les grévistes eux-mêmes : “Au lieu de remercier notre parti pour le soin qu’il prend de vous, vous cédez à la provocation d’aventuriers et semez le désordre depuis trois semaines déjà.” Et il promet qu’il n’y aura aucune répression : “La commission du MVD et le parquet ne veulent pas de victimes.”

### **“Engagez-vous dans la cause populaire de l’édification du socialisme”**

Puis, il profère quelques reproches geignards :

*“En paroles, vous êtes des patriotes. Mais tout en nous l’affirmant, vous ne remarquez pas que trois semaines de désordre dans le camp, ce n’est pas un comportement patriotique, mais antisoviétique (...). Rétablissez l’ordre dans le camp et engagez-vous dans la cause populaire de l’édification du communisme.”*

Il exhorte enfin les grévistes à ne pas croire les “provocateurs et aventuriers qui (les) ont emmenés dans une impasse” et ordonne : “Finissez-en avec ces aventuriers criminels.”

Cette invitation à participer à l’édification du communisme au Goulag a dû paraître impudente aux détenus efflanqués, même s’ils ne pouvaient observer la silhouette grasse et bouffie du lieutenant-général Dolguikh, resté à l’extérieur du camp. Elle n’ébranle en tout cas pas la détermination des 5 251 grévistes. L’agitation gagne le camp n° 1 voisin, bien que Dolguikh et ses adjoints télégraphient à Krouglov : “Nous continuons le travail de désagrégation.” Sans succès : le 15 juin, ils télégraphient :

*“La situation dans le camp n° 3 est toujours aussi tendue (...). Les détenus transforment près de 5 000 bouteilles en*

*grenades à main en les remplissant de chaux.”*

Krouglov annonce à son adjoint sur place l’envoi de troupes spéciales avec cinq tanks T-34.

Les 16, 17 et 18 juin, les pourparlers continuent entre Dolguikh et le comité de grève. Le 20 juin, les ministres de la Construction mécanique et de la Métallurgie interviennent brutalement dans le débat ; en plein Conseil des ministres, ils soulignent l’importance du cuivre de Djezgakane, dont les livraisons se sont effondrées, et rappellent que, le 29 mars 1954, le Conseil des ministres avait décidé, pour accélérer l’extraction du minerai, l’envoi de 4 000 hommes dans les camps du Steplag, où ne sont parvenus que 1 400 détenus, qui tous refusent de travailler ! Le plan en souffre. Dolguikh et ses adjoints “n’ont pas réussi au bout de trois semaines à remettre les détenus au travail (...), une telle situation est totalement insupportable” ; le Conseil des ministres doit “contraindre (sic !) le MVD (le cam. Krouglov) à rétablir l’ordre dans un délai de dix jours” et à envoyer tout le monde au travail.

Les deux ministres exigent donc l’emploi de la force. Ainsi, ce sont les responsables économiques qui imposent l’usage de la violence aux policiers du ministère de l’Intérieur. Ces derniers n’étaient certes pas des humanistes, mais ils comprenaient mieux que leurs collègues, enfermés dans leur univers bureaucratique de statistiques, les risques qu’allait entraîner l’emploi de la force. La décision prise, ils la mettent néanmoins en œuvre sans délai.

Le 21 juin, Krouglov annonce l’arrivée de la première division blindée Dzerjinski du MVD, avec ses cinq tanks T-34. Il précise :

*“Il nous semble qu’il faut utiliser les tanks plus comme un facteur moral et comme un bélier, en évitant d’utiliser la puissance de feu.”*

Krouglov craint une explosion. Le 24, il ordonne de “mettre un terme à l’insubordination des détenus du camp n° 3 et à l’activité criminelle de ses organisateurs”, et d’abord de susciter “le désarroi parmi les détenus (...), s’effor-

cer par tous les moyens de ne pas provoquer de victimes humaines. On ne doit utiliser les armes que contre les organisateurs et les bandits" à la conduite menaçante. Ce texte ultra-secret exprime le souci de limiter au maximum une casse aux conséquences imprévisibles. Il demande aussi de "prendre les mesures nécessaires pour éviter la publicité autour de la mise en œuvre de l'opération et des résultats". Qui l'eût cru ? En 1954, le chef du Goulag se souciait donc de l'opinion publique soviétique ! Mais un nouveau télégramme corrige : il faut mener un véritable *blitzkrieg* et morceler à cette fin au maximum la zone du camp n° 3 en une série de petits secteurs.

L'attaque se produit le 26 juin, à 3 h 30 du matin. Selon Soljenitsyne, le MVD a lancé une attaque surprise après avoir abattu les guetteurs sur les toits ; selon le rapport du 28 juin du MVD, l'invitation à déposer les armes et à quitter la zone ou à rester dans les baraquements aurait été lue sans interruption de 3 h 30 à 4 heures à la radio du camp. Rien n'oblige à croire cette version officielle secrète, destinée au seul gouvernement. Soljenitsyne donne un chiffre de 600 à 700 tués et blessés. Selon le rapport officiel — qui affirme que "le refus d'obéissance continue dans le camp n° 1 !", et donc que la résistance continue —, la reconquête du camp n° 3 a duré une heure et demie ; elle aurait fait 35 morts chez les détenus armés de piques et 4 blessés chez les soldats (il n'indique pas de nombre de blessés chez les détenus) ; même si les chars ont tiré à blanc, les soldats, eux, ont tiré à balles réelles ; le chiffre de 35 morts en une heure et demie de combats est donc très sous-évalué.

Mais le système est moribond : dressant le 16 septembre 1954 un long bilan de l'affaire, le ministre de l'Intérieur, Krouglov, le reconnaît à demi-mots.

Il propose dix-sept mesures, dont certaines sont particulièrement surprenantes et sans doute fort peu efficaces ("développer la propagande antireligieuse, particulièrement auprès des femmes" !). D'autres sont marquées par la crainte (démembrer les camps en petites unités aux effectifs réduits, évitant la concentration de trop nombreux mécontents et plus faciles à surveiller).

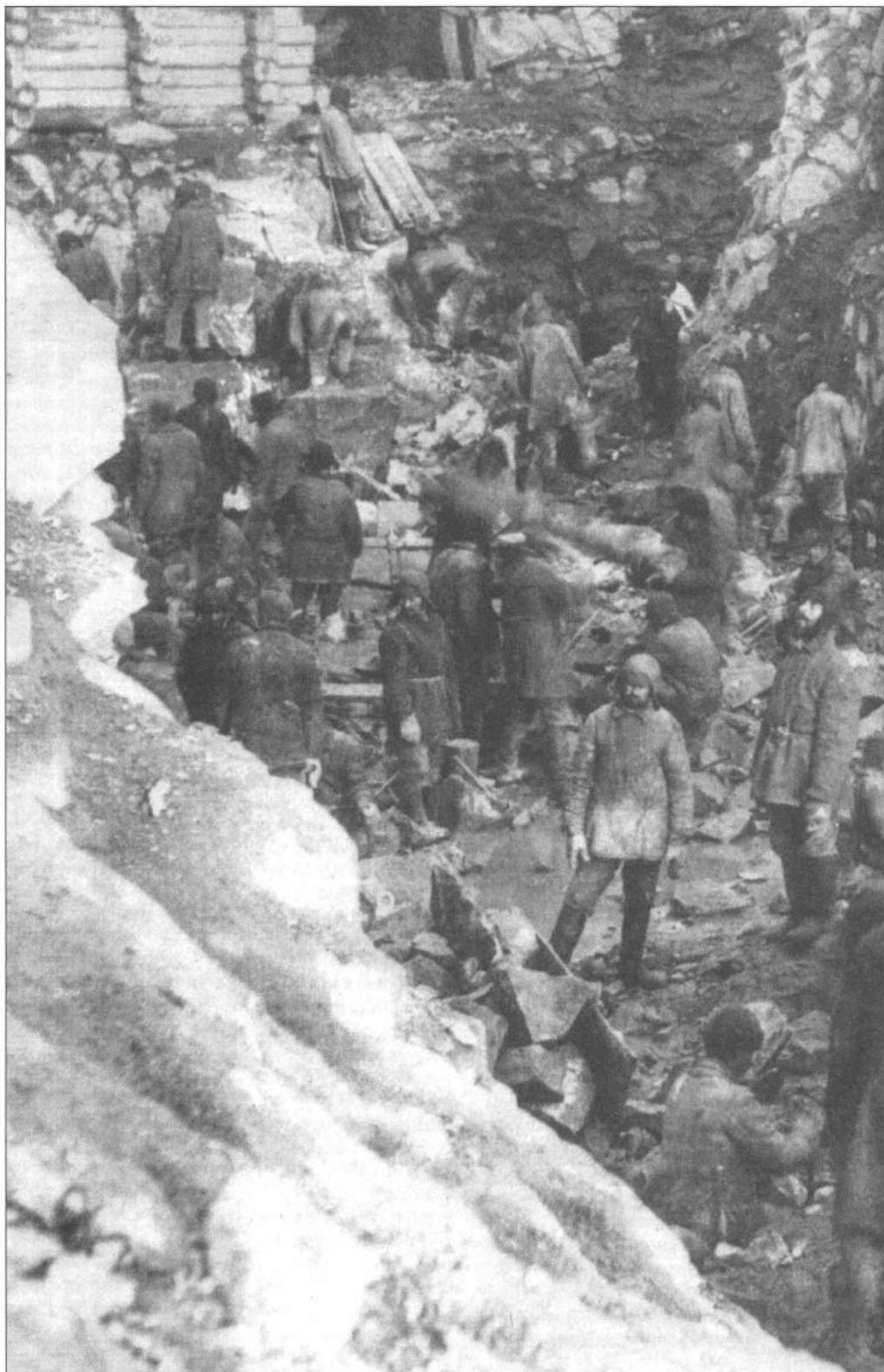
Le point 14 est un aveu de faillite :

« Lors d'actions d'insubordination massives de détenus, s'efforcer d'y mettre fin par un travail d'explication et en tentant de disloquer le groupe des meneurs ; néanmoins, ne pas transformer ce travail d'explication en "négociations", car cela ne peut pas donner de résultats positifs. »

Dolguikh s'attend donc à la répétition des grèves et donne à ses subordonnés deux consignes difficiles à concilier : discuter avec les révoltés pour les diviser, mais ne pas négocier avec eux !

Le 10 juillet, un arrêté décide d'appliquer un décret antérieur, qui alignait le régime des camps spéciaux sur celui, moins sévère, des camps de travaux correctifs, bref, supprime de fait les camps spéciaux. Cette menue concession ne satisfait guère les grévistes, battus, mais pas abattus. En mars 1956, le Steplag est dissous. Le Goulag stalinien, touché à mort par les révoltés de Kenguir, entame sa lente agonie.

Jean-Jacques Marie



Lors du percement du canal Bielomor, reliant la mer Blanche à la Baltique, en 1931-1933, les déportés du Goulag creusent les sas d'écluses aux explosifs. 30 000 à 60 000 détenus mourront lors des travaux...

# **La lutte contre la réhabilitation de Staline**

**(Léonide Petrovski)**

**Le n° 8 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié un article de Léonide Petrovski, fils et petit-fils de vieux-bolcheviks, sur "l'affaire Rioutine", c'est-à-dire sur le groupe d'opposants qui se constitua en 1932 et forma l'Union des cercles marxistes-léninistes, et dont les membres furent bientôt arrêtés et jetés en prison, puis abattus.**

**Aujourd'hui, Léonide Petrovski analyse la tentative de réhabilitation de Staline et du stalinisme entreprise par Brejnev et son équipe au lendemain du renversement de Khrouchtchev, et de la campagne contre cette réhabilitation qui fut alors engagée en URSS, à laquelle Petrovski prit une part très active.**

**Cette campagne, comme le lecteur le constatera à la lecture de la liste des signataires des textes reproduits, mobilisa des cercles très larges de l'intelligentsia soviétique et ne suscita de la part de l'appareil dirigeant que la réponse du silence, signe que les temps avaient changé...**

## **“Sous Staline, les véritables idéaux du socialisme ont été soumis à une avalanche de répressions”**

**A** PRÈS avoir écarté du pouvoir en URSS Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev (1), l'équipe de Léonide Brejnev, auteur de ce putsch, intensifia le processus de réhabilitation et de restauration du stalinisme. Ce processus imprégna de plus en plus les décisions dans le domaine de l'idéologie et de la politique intérieure et extérieure du comité central du PCUS, ce qui émut profondément les milieux intellectuels et la communauté internationale.

A cette époque, on se rappelait fort bien les condamnations du culte de la personnalité de Staline prononcées par les XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Les délégués du XXII<sup>e</sup> Congrès, en octobre 1961, qui avaient proposé de retirer le corps de Staline du mausolée de Lénine avaient été salués par un tonnerre d'applaudissements. La déclaration du congrès déclarait *“inopportun de conserver plus longtemps dans le mausolée le cercueil de Joseph Staline : les violations graves des volontés testamentaires de Vladimir Ilitch Lénine, les abus de pouvoir, les répressions massives contre d'honnêtes Soviétiques et d'autres actions commises pendant la période du culte de la personnalité rendent impossible le maintien du corps de Joseph Staline dans le mausolée de Vladimir Ilitch Lénine”*.

Staline et ses satrapes ont liquidé les meilleurs fils et filles de la patrie, qui ont fait la révolution d'Octobre et l'ont défendue en combattant les nombreux ennemis du pouvoir soviétique. Sur les instructions et directives de Staline, 110 des 139 membres titulaires et suppléants du comité central élus au XVII<sup>e</sup> Congrès de 1934 ont été exécutés, plus de 80 % des membres du haut commandement de l'Armée rouge ont été fusillés, plus de 60 % des cadres du Comintern mis en place après son VII<sup>e</sup> Congrès de 1935 ont été liquidés, plus de 90 % des membres des comités de région et de ville ont été massacrés, les comités centraux des partis communistes des républiques nationales ont été abattus presque en totalité, les dirigeants émigrés en URSS des Partis communistes polonais, yougoslave, letton, estonien, lituanien, hongrois, ukrainien, roumain et d'autres partis communistes encore ont été liquidés.

Un coup très sérieux a été porté aux forces armées de l'URSS à la veille de l'agression hitlérienne. Trois des cinq maréchaux soviétiques ont été liquidés,

---

Notes de la rédaction :

(1) En octobre 1964.

les deux commissaires aux armées de premier rang, les douze commissaires aux armées de deuxième rang, les six amiraux de premier rang, les deux amiraux de deuxième rang, les quinze commissaires aux armées de deuxième rang, soixante des soixante-sept commandants de corps d'armée, vingt-cinq des vingt-huit commissaires de corps d'armée, treize des quinze commandants d'armée, cent trente-six des cent quatre-vingt-dix-neuf commandants de division, trente-trois des trois cent quatre-vingt-dix-sept commandants de brigade, les deux vice-commissaires du peuple aux Forces armées et à la Marine, soixante-quinze des quatre-vingts membres du Haut Comité à la Guerre, les divers dirigeants des districts militaires ont été exterminés.

Le nombre global des commandants éliminés pendant la période des répressions se compte par dizaines de milliers. Pour les seules années 1936 à 1939, plus d'un million de communistes ont été arrêtés ; parmi eux, plus de 400 000 ont été fusillés et plus de 500 000 sont morts de faim, de froid, des suites de coups et de travaux qui dépassaient leurs forces dans les prisons et dans les camps.

Ajoutons les accords criminels secrets conclus par Staline avec Hitler sur le partage et la liquidation de la Pologne dans le cadre de leurs plans de partage de l'Europe et du monde. A la veille de l'attaque de la Pologne, le Parti communiste polonais a été dissous sur ordre de Staline, plus de 800 communistes allemands émigrés et vivant en URSS ont été arrêtés par le NKVD et livrés à la Gestapo.

Tout cela a été la cause des défaites importantes subies par l'Armée rouge en 1941-1942 : les troupes fascistes ont envahi un tiers du territoire de l'URSS et près de 30 millions de victimes appartenant aux différents peuples de l'Union soviétique ont péri pendant la guerre. Dans son livre *Un dossier personnel*, l'ancien président du KGB, V Krioutchkov, affirme qu'en URSS, entre 1930 et 1953, 3 778 234 personnes ont été arrêtées, dont 786 098 ont été fusillées. Ces chiffres ont été fixés à partir des statistiques établies par les bourreaux. Or une

petite correction doit y être apportée. Il faut y ajouter les millions de personnes victimes de la répression pendant la collectivisation, les dizaines de peuples déportés (les Ingouches, les Tchétchènes, les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, les Iraniens, les Grecs, les Bulgares, les Arméniens, les Meskhètes, les Polonais, les Litvaniens, les Lettons, les Estoniens, les Coréens, les Chinois et d'autres), les victimes de la fameuse organisée par Staline en 1932-1933.

## La lettre des vingt-cinq

C'est l'ampleur des répressions staliniennes, du martyrologue dû à l'arbitraire et au despotisme de Staline qui explique la parution et la diffusion en Union soviétique, dans la seconde moitié des années 1960, de lettres, d'articles, de manuscrits, de brochures, collectifs ou individuels, dirigés contre la restauration et la réhabilitation du stalinisme. Ces textes n'étant ni publiés dans la presse ni édités, ils ont été diffusés sous forme dactylographiée ou manuscrite, sous l'appellation de Samizdat (2). Voici, par exemple, le texte de l'une de ces lettres, qui a circulé largement en URSS et qui, parvenue au-delà des frontières de l'URSS, a été publiée dans la presse étrangère. Adressée le 14 février 1966 au secrétaire général du comité central du PCUS, elle déborde d'angoisse sur l'avenir du communisme :

*"14 février 1966.*

*Très honoré Léonide Ilitch,*

*Ces derniers temps, quelques discours et articles de presse ont manifesté une tendance à réhabiliter partiellement ou totalement Staline. Nous ne pensons pas qu'à l'approche du XXIII<sup>e</sup> Congrès ces tendances s'appuient sur quelque chose de solide, mais l'idée qu'il puisse s'agir d'une révision partielle des décisions du XX<sup>e</sup> et du XXII<sup>e</sup> Congrès du*

(2) Samizdat : mot à mot "édité par soi-même", désigne à l'origine un texte manuscrit, recopié à la main, reproduit à la machine à écrire ou photocopié.

PCUS suscite une profonde inquiétude. Nous considérons de notre devoir de porter à votre connaissance notre opinion sur ce point.

Jusqu'alors, nous n'avons pas eu connaissance d'un seul fait et d'un seul argument qui puisse permettre de penser que la condamnation du culte de la personnalité était erronée. Il est au contraire difficile de mettre en doute la plupart des révélations terribles, en majorité pas encore rendues publiques, qui confirment la justesse totale des décisions des deux congrès. Mais la question est d'un autre ordre. Nous considérons que chaque tentative de blanchir Staline recèle un danger de sérieuses divisions à l'intérieur de la société soviétique. Staline n'est pas seulement responsable de la mort de nombreux innocents, il est aussi responsable de notre impréparation face à la guerre, il s'est écarté des normes léninistes dans la conduite du parti et de l'Etat. Par ses crimes et ses injustices, il a perverti les idées du communisme, ce que le peuple ne lui pardonnera jamais. Notre peuple ne comprendra pas et n'acceptera pas qu'on s'écarte même partiellement des résolutions sur le culte de la personnalité, que personne ne peut rayer de sa conscience et de sa mémoire. Toute tentative en ce sens ne mènera qu'à la confusion et aux divisions dans les milieux les plus larges. Nous sommes convaincus, par exemple, que la réhabilitation de Staline susciterait l'émotion dans l'intelligentsia et aggraverait sérieusement le trouble de la jeunesse. Comme tous les Soviétiques, nous sommes inquiets pour notre jeunesse. Aucune explication, aucun article n'obligeront les gens à croire à nouveau en Staline. Cela ne créerait que trouble et irritation. Compte tenu de la situation politique et économique complexe qui est la nôtre, il serait évidemment dangereux de s'engager dans cette voie.

Il existe aussi un autre danger, à nos yeux pas moins sérieux. La réhabilitation de Staline n'est pas seulement un problème interne, c'est aussi une question de politique internationale. Tout pas en direction de sa réhabilitation créerait une nouvelle menace de division dans les rangs du communisme mondial, cette

fois entre nous et les partis communistes occidentaux, qui verraient dans une décision de ce genre une capitulation devant les Chinois qu'ils ne sont nullement prêts à accepter. Nous ne pouvons pas ne pas en tenir compte. Alors que nous subissons la menace, d'un côté, des impérialistes américains militants et des revanchards d'Allemagne de l'Ouest, et de l'autre, des dirigeants du parti chinois, il serait particulièrement déraisonnable de risquer une rupture ou au moins des complications avec les partis communistes frères occidentaux.

Pour ne pas abuser de votre attention, nous nous contentons de rappeler les arguments essentiels contre une quelconque réhabilitation de Staline : avant tout, le danger de deux scissions. Nous ne parlons même pas du fait qu'en nous écartant des décisions du XX<sup>e</sup> Congrès, nous compliquerions les contacts internationaux des représentants de notre culture, en particulier dans le domaine de la lutte pour la paix et pour la coopération internationale, ce qui mettrait en péril les résultats déjà acquis dans ce domaine.

Nous ne pouvons pas ne pas écrire ce que nous pensons. Il est parfaitement clair qu'une résolution du comité central du PCUS sur ce thème ne peut être considérée comme une décision ordinaire prise au cours d'une séance de travail. Dans un cas comme dans l'autre, elle aurait une signification historique pour le sort de notre pays. Nous espérons que cela sera pris en compte."

Académicien A. A. Artsymovitch,  
lauréat du prix Lénine et du prix d'Etat

O. N. Efremov, rédacteur en chef  
de *Sovremennik*

Académicien P. L. Kapitsa,  
héros du travail, lauréat du prix d'Etat

V. P. Kataiev, écrivain

P. D. Korine, artiste national de l'URSS,  
prix Lénine

Académicien M. A. Leontovitch,  
prix Lénine

V. Menentski, artiste,  
prix d'Etat

K. G. Paoustovski, écrivain

Iou. N. Pimenov, artiste national  
de la République de Russie, prix d'Etat

- M. M. Plissetskaia, artiste nationale de l'URSS, prix Lénine
- A. A. Popov, artiste national de l'URSS, prix d'Etat  
M. M. Romm, *id.*
- S. N. Rostovski (Ernst Henry), écrivain, prix Vorovski  
Académicien S. D. Skazkine  
Académicien A. D. Sakharov, trois fois héros du travail, prix Lénine et prix d'Etat
- B. A. Sloutski, écrivain
- U. M. Smoktounovski, artiste, prix Lénine  
Académicien U. E. Tamm, héros du travail, prix Lénine, prix Nobel, prix d'Etat
- V. F. Tendriakov, écrivain
- G. A. Tovstogonov, artiste national d'URSS, prix Lénine et prix d'Etat
- M. M. Khystiev, artiste émérite de la RSFSR
- S. A. Tchoukov, artiste national d'URSS, prix d'Etat
- C. J. Tchoukovski, écrivain, prix Lénine

L'auteur de cette première lettre, signée par vingt-cinq personnalités du monde scientifique, littéraire et artistique, était le célèbre journaliste Ernst Henry, de son nom véritable Semion Nicolaïevitch Rostovski (1904-1995). Ses livres *Hitler domine l'Europe* et *Hitler et l'URSS* avaient acquis à leur auteur une renommée mondiale dans les années 1930. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il travailla clandestinement en Allemagne, puis fut interné dans les prisons de Moabite et de Plettsenze. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il fut rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Les Nouvelles de l'Union soviétique en guerre*, publié en Grande-Bretagne. En 1953, il fut arrêté, accusé d'espionnage, torturé à la prison de la Loubianka, puis réhabilité.

## La lettre des treize

L'inquiétude ne fit que s'accroître au fur et à mesure que se multipliaient les signes d'une réhabilitation de Staline et d'une restauration du stalinisme. A la

suite de la lettre citée ci-dessus, une deuxième lettre, dite des treize, connu un destin identique. Elle circula en URSS sous forme d'exemplaires tapés à la machine et recopiés à la main, passa la frontière et fut aussi publiée dans la presse étrangère. Son auteur était Ilia Ehrenbourg (3) :

*"Au présidium du comité central du PCUS.*

*Chers camarades,*

*Nous avons pris connaissance de la lettre des vingt-cinq personnalités du monde scientifique, littéraire et artistique qui ont pris position contre les tentatives récentes de réhabilitation partielle ou indirecte de Staline. Nous considérons comme de notre devoir de dire que nous partageons le point de vue qui y est exprimé.*

*Nous sommes nous aussi convaincus que réhabiliter Staline sous une forme ou sous une autre serait une catastrophe pour notre pays et pour la cause du communisme. Les XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS sont entrés pour toujours non seulement dans notre histoire, mais aussi dans celle du monde comme les congrès qui ont jugé le culte de la personnalité contraire à l'esprit du communisme. La puissance politique et morale de notre peuple s'est manifestée dans sa fermeté sur les principes. Ce n'est pas un hasard si les résolutions du congrès ont reçu un soutien aussi chaleureux des Soviétiques et ont été adoptées par la majorité absolue des partis communistes du monde. Revenir en arrière ne serait-ce que sur une partie de ce qui a été alors affirmé et établi, le réviser ne serait-ce que partiellement porterait un coup sérieux au prestige du PCUS en URSS et à l'étranger. Loin de rien gagner, nous perdriions beaucoup.*

*Ceux qui, sur mandat du parti et du gouvernement, entretiennent des contacts au nom de l'URSS avec les partisans de la paix à l'étranger savent par*

(3) Ilia Ehrenbourg (1891-1967), écrivain soviétique, auteur de plusieurs romans qui eurent le prix Staline : *La Chute de Paris*, *La Tempête*, lauréat du prix Staline de la paix en janvier 1953, puis auteur en 1954 du roman intitulé *Le Dégel*.

*expérience quelle énorme importance revêt la question du culte de la personnalité pour tous nos amis à l'étranger. Faire un pas en arrière vers Staline nous désarmerait pour poursuivre cette tâche.*

*Tout comme les vingt-cinq personnalités du monde intellectuel qui ont signé la lettre du 14 février, nous espérons que la révision des décisions des XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> Congrès sur le culte de la personnalité n'aura pas lieu."*

A. Alikhanov, membre de l'Académie des sciences de l'URSS

B. Astaourov, membre correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS

V. Doudintsev, membre de l'Union des écrivains

V. Jdanov, membre de l'Académie de médecine de l'URSS

Zpadolipski, membre de l'Académie de médecine de l'URSS, lauréat du prix d'Etat et du prix Lénine

I. Illinski, artiste national de l'URSS

M. Knounians, membre de l'Académie des sciences de l'URSS

A. Kolnogopov, *id.*

V. Mouradeli, membre de l'Union des compositeurs

I. Nikiforov, historien, membre du PCUS depuis 1904

S. Smirnov, membre de l'Union des écrivains soviétiques

G. Tchoukraï, artiste émérite de l'URSS, lauréat du prix Lénine et du prix d'Etat

I. Ehrenbourg, membre de l'Union des écrivains, lauréat du prix Lénine

Malgré cela, la campagne pour "restaurer la réputation politique de Staline" ne fit que croître et s'amplifier, tout en rencontrant une résistance au sein de la communauté communiste soviétique et internationale. Le comité central reçut ainsi une lettre des enfants de communistes, qui, au cours de la vague de répression, ont perdu leur père ou leur mère, ou qui sont eux-mêmes passés, pendant leur jeunesse, par les prisons, les camps, les colonies de travail, l'exil, qui ont supporté l'horreur des tortures et des humiliations. Le seul fait de porter l'étiquette de fils ou de fille d'"ennemi du

peuple" exposa aux persécutions politiques pendant une bonne vingtaine d'années. Les signatures au bas de la lettre ont été recueillies par Piotr Iakir (fils de Iona Iakir, général de l'Armée rouge), emprisonné à l'âge de 14 ans et qui a connu les cachots et l'exil pendant près de dix-huit ans, et par moi-même.

## La lettre des enfants survivants

Trois exemplaires en tout ont été signés. Le premier a été transmis au comité central du PCUS, le second a été transmis par mes soins à l'historien Roy Medvedev, qui travaillait alors à son livre *Devant le tribunal de l'histoire* (4), et le troisième est resté entre les mains de Piotr Iakir. A ma connaissance, ces deux derniers exemplaires ont été saisis lors des perquisitions effectuées chez Roy Medvedev et Piotr Iakir. Le premier exemplaire, avec la liste de ses quarante-deux signataires, est resté au comité central du PCUS. J'ai réussi à le publier pour la première fois en URSS dans le magazine *Ogoniok* (4). En voici le texte :

*« Au comité central du Parti communiste de l'URSS.*

*De la part des enfants survivants de communistes, victimes innocentes de Staline.*

*Aujourd'hui, les discours, la presse, la radio, la télévision vantent les "mérites" de Staline. C'est là une révision politique des décisions des XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS.*

*Cela nous inquiète. Et pas seulement parce que nos parents et nous-mêmes avons été, comme des millions d'autres, victimes de la machine criminelle de Staline. Il nous est douloureux de penser que les masses, trompées, ont été contraintes en leur temps d'approuver l'arbitraire.*

*Cela ne doit pas se répéter. La rennaissance du passé met en cause les*

(4) Publié aux éditions du Seuil sous le titre : *Le Stalinisme* (Paris, 1972).

idées du communisme, jette le discrédit sur notre système et légalise l'assassinat de millions d'innocents.

Toutes les tentatives faites pour blanchir les noires actions de Staline portent en elles le danger de voir se répéter l'effroyable tragédie qui a frappé notre parti, notre peuple tout entier et le mouvement communiste dans son ensemble.

Les tragiques événements de Chine nous obligent tous à élaborer les garanties nécessaires contre la répétition de semblables catastrophes. C'est seulement en faisant totalement la lumière sur les crimes de Staline et de son entourage que l'on pourra engendrer dans la société tout entière l'émotion, les sentiments et l'indignation propres à anéantir toutes les conséquences du culte de la personnalité de Staline et à rendre impossible le retour à de nouveaux cultes et à un nouvel arbitraire.

Comment peut-on louer Staline, après tout ce que notre peuple et l'ensemble du mouvement communiste international ont subi par sa faute ? Ces louanges entravent nos progrès, affaiblissent nos rangs, ruinent nos forces et rendent impossible le triomphe du communisme.

Nous devons fêter le cinquantième anniversaire de la grande révolution d'Octobre sous les drapeaux du parti portant comme mots d'ordre : le nom immortel de Lénine, la démocratie la plus large, direction collective, autodirection de la société. Déployer ces drapeaux, c'est rendre le meilleur hommage aux hommes écrasés par la machine infernale du culte de la personnalité. Sur certains d'entre eux, on laisse encore aujourd'hui la marque d'une flétrissure injustifiée, d'autres sont voués à l'oubli. L'histoire les réintégrera au sein du parti et au sein du peuple.

Le monument aux victimes de l'arbitraire, promis par le XXII<sup>e</sup> Congrès du parti (5), doit être érigé pour marquer ce demi-siècle d'existence de l'Etat soviétique. En ces jours de fête, ceux qui se battent pour un Octobre mondial seront avec nous. Leur nombre ne peut se compter : depuis les dirigeants éminents du parti jusqu'aux soldats du rang de la révolu-

tion. Il n'y a pas de place pour le nom du despote sur les drapeaux du parti.

Nous vous demandons de tenir compte de tout ce qui est écrit ci-dessus et d'examiner notre lettre comme une partie constituante de la lutte pour le communisme. Nous espérons que cette lettre permettra d'empêcher une faute irréparable. »

A. Antonov-Ovséenko,  
fils de V. A. Antonov-Ovséenko  
G. Akoulov, fils d'I. A. Akoulov  
A. Boki, fille de G. I. Boki  
Piotr Iakir, fils d'E. A. Iakir  
Iou. Jivliouk, fils de communiste  
L. Petrovski, fils de P. G. Petrovski  
et petit-fils de G. I. Petrovski  
G. Polechtchouk, fille de N. I. Mouralov  
Z. Serebriakova, fille de G. Serebriakova  
S. V. Stanakova (Ossinskaia-Obolevskaia),  
fille de communistes  
V. Terline, fille de M. S. Gorb  
G. Troitzkaia, fille de Ia. Livchitz.

« Les crimes très graves de Staline rendent tout jugement positif de son activité proprement immoral. Je signe précisément ce point : »

Iou. Aikhenwald, fils de communiste  
Larissa Bogoraz, fille de communiste  
V. Chmidt, fils de V. V. Chmidt  
N. N. Demtchenko, fils de N. Demtchenko  
S. Fedorova, fille de G. F. Fedorova  
A. Gastev, fils de A. Gastev  
I. Iakir, petite-fille de I. E. Iakir  
et fille de P. I. Iakir  
J. Kriapivianski, fils de N. G. Kriapivianski  
Iou. Larine (Boukharine),  
fils de N. I. Boukharine  
et petit-fils de Iouri Larine  
N. Netchinchchikov, fils de communiste  
N. N. Popov, fils de N. Popov  
S. K. Radek, fille de Karl Radek  
A. Vsesviatskaia, fille de communistes.

« Il est impossible d'oublier et de justifier les crimes de Staline au nom d'un quelconque de ses "services" : »

T. Baeva, fille de communiste  
K. Beletski (Oussievitch),

(5) L'érection de ce monument, qui avait en effet été décidée par le XXII<sup>e</sup> Congrès, au plus fort de la "déstalinisation" khrouchtchevienne, n'a pas fait l'objet même d'un début d'exécution.

fils de communiste  
 et neveu de G. A. Oussievitch  
 A. A. Berzine, petit-fils de R. I. Berzine  
 V. Blioumfeld (Svitchis), fils de communiste  
 I. A. Chliapnikova, fille de l'ami de Lénine,  
 A. Chliapnikov  
 Aria Reinroldovna Dimze-Berzine,  
 fille de R. I. Berzine  
 V. Enoukidze, au nom de huit personnes  
 de la famille des vieux-bolcheviks  
 A. et T. Enoukidze, anéantis par Staline  
 S. Guenkine, fils de communiste  
 R. Ianson, fille de communiste  
 M. Ivanov (Kalinine),  
 petit-fils de M. I. Kalinine  
 Iou. Kim, fils de communiste  
 I. Piatnitski, fils d'O. A. Piatnitski  
 Iou. Sapronov, fils de T. V. Sapronov  
 V. Schwartzstein, fils de communiste  
 T. Smilga-Polouian, fille de communistes  
 S. Svetlov, fils de communiste  
 Ioun. N. Vavilov,  
 fils de l'académicien Nicolas Vavilov,  
 président du Vaskhnil  
 L. Zavadski, fils de communiste  
 K. Zonberg, fils de communiste.

Parmi les signataires de cette lettre des quarante-deux, on trouve les noms de grands révolutionnaires du pays, de personnalités du parti et de l'Etat, de scientifiques, d'artistes et de simples ouvriers et paysans. A cette époque, Piotr Iakir et moi, nous appelions au téléphone presque chaque semaine le secrétariat du comité central du PCUS ; nous voulions croire que la vérité et les idées des XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> Congrès triompheraient. Deux mois et demi environ après la remise de la lettre au comité central, on nous a assurés que tous les secrétaires du comité central en avaient eu connaissance et que nous recevions une réponse. Pourtant, aucune réponse ne parvint, ni à moi dont le nom avait été mentionné comme expéditeur, ni à aucun des signataires de la lettre. Et la campagne "pour rétablir la réputation politique de Staline" et de ses méthodes de gouvernement du pays et du parti s'intensifia.

L'année de la célébration du centenaire de la naissance de Vladimir Ilitch Lénine, Brejnev fit ériger un monument sur la tombe de Staline. L'espoir exprimé dans les lettres que les décisions des XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> Congrès sur le culte de la personnalité ne seraient pas révisées s'étei-

gnit. Un nouveau culte et un nouvel arbitraire se propageaient dans le pays. Mais cela aurait pu être pire encore. Je suis convaincu que les lettres ci-dessus adressées au comité central, ainsi que d'autres, analogues, ont constitué de véritables obstacles sur la voie de la renaissance du stalinisme, ont permis une prise de conscience publique et préparé le pays à s'engager sur une voie de développement véritablement démocratique.

Des dizaines de lettres, d'articles et de copies de livres circulaient de mains en mains et partaient à l'étranger. Les articles les plus connus sont ceux d'André Sakharov, trois fois héros socialiste du travail : *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle*, l'article de l'écrivain Constantin Simonov intitulé *Les leçons de l'histoire, le devoir d'un écrivain*, l'intervention d'Ilia Ehrenbourg à la bibliothèque n° 66 de Moscou : *Saurons-nous réhabiliter la conscience ?*, le poème d'Alexandre Tvardovski *Le droit à la mémoire*, la lettre ouverte d'Ernst Henry à Ilia Ehrenbourg, les lettres ouvertes de Roy Medvedev, Piotr Iakir et Léonide Petrovski au comité central du PCUS et à la rédaction de la revue *Communiste* contre l'article pro-stalinien et antiparti de Golikov, Mourachev, Chataguine, Chaoumian et Tchakhichvili, publié dans le n° 3 de cette revue en 1969, la lettre du général Piotr Grigorenko à la revue *Questions d'histoire du PCUS* pour défendre le livre d'Alexandre Nekritch *Le 22 juin 1941*, intitulée *La découverte de la vérité historique : le crime contre le peuple*, les romans d'Evguenia Guinzbourg *Le Vertige*, de Souren Gazarian *Cela ne doit pas se répéter*, le livre de Roy Medvedev *Devant le tribunal de l'histoire*, *Le Premier Cercle* et *Le Pavillon des cancéreux* de Soljenitsyne, *La Trombe* de Galina Serebriakova, l'essai de Jaurès Medvedev sur *La coopération internationale des chercheurs et les frontières nationales*, la lettre ouverte de Lydia Tchoukovskaïa à Cholokhov et à la rédaction de *Literatournaïa Gazeta*, les procès-verbaux de la discussion menée à l'Institut du marxisme-léninisme sur le livre d'Alexandre Nekritch *Le 22 juin 1941* et sur le troisième tome de *L'Histoire du*

PCUS, les lettres des quatre-vingt-quinze et des dix-sept contre l'entrée des troupes des pays du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 1968, et contre la sévère condamnation des manifestants de la place Rouge à Moscou contre cet acte criminel (6).

Dans la seconde moitié des années 1960, le Samizdat, passant à l'étranger et publié dans des dizaines et des centaines de journaux et de revues, retransmis dans le monde entier par de nombreuses stations de radio, a formé l'opinion publique à l'étranger, ainsi que chez nous.

Ce Samizdat, en effet, diffusé par la radio et franchissant illégalement la frontière sous forme imprimée, diffusé dans notre pays et qui a reçu alors le nom de Tamizdat ("publié là-bas"), a exercé une forte influence sur toutes les nouvelles couches sociales. Les textes cités ci-dessus et d'autres ont fustigé l'arbitraire et le despotisme du stalinisme et interdit aux néostaliniens de resserrer les vis et de préparer des représailles massives.

## Des menaces de pogrome pèsent à nouveau...

En même temps, le pouvoir, en luttant contre le Samizdat, a multiplié les perquisitions, les confiscations d'articles séditieux, l'arrestation de leurs auteurs et de leurs diffuseurs, jetés sur le banc des accusés, en prison, dans les camps, exilés ou internés en hôpital psychiatrique. Les nouvelles menaces sur la liberté de la presse, la censure arbitraire exercée par le pouvoir, qui ont sévi aussi lors des dernières élections du président de la Fédération de Russie, ont bouleversé de larges couches de la société. Des menaces de pogrome pèsent à nouveau sur les quelques droits de l'homme acquis, sur la liberté de la presse, comme les déclarations préélectorales de plusieurs candidats à la présidence ont permis de s'en apercevoir. Dans ce domaine, le leader du Parti libéral démocrate, Vladimir

Jirinovsky, s'est tout particulièrement distingué. Lors de sa conférence de presse à Kazan, il hurlait littéralement :

*"Il y aura partout des sections du KGB et des informateurs. Je saurai ce qui se passe dans le pays... Je les anéantirai tous, je ferai couler le sang à flots. Dix millions d'individus périront, 15 millions peut-être, mais les 135 millions restants vivront normalement... Nous devons avoir une armée forte, de pas moins de 3 millions d'hommes. Nous avons beaucoup de problèmes, il nous faut un KGB puissant, avec un bon million d'agents. Il y a beaucoup de criminels, il nous faut une police forte, soit encore un million d'hommes (7)."*

John Reed avait raison d'écrire, dans ses immortels *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, que, dans la première étape de l'action du pouvoir soviétique, le prolétariat se montra réservé et débonnaire. A l'époque de Staline, ce livre, très apprécié par Lénine, fut pendant trente ans interdit et retiré des bibliothèques et ne fut pas publié de 1927 à 1957. Seulement, pendant la seconde moitié de 1918, une vague d'attentats et d'actes contre-révolutionnaires a déferlé sur la jeune République des soviets, suivie de coups de main et d'offensives militaires dirigés par les généraux blancs Kalédine, Dou-tov, Tolstov, Koltchak, Dénikine, Ioude-nitch et d'autres, soutenus par les interventionnistes étrangers.

Des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs furent fusillés par eux, à Rostov-sur-le Don, à Ekaterinoslav, dans le Donbass, sur la Volga et dans l'Oural, autour de Petrograd et de Tsaritsyne, en Sibérie et en Extrême-Orient. L'Armée rouge et la Tchéka se virent obligées d'*"anéantir les forces vives de l'ennemi"*. La terreur rouge, déclenchée en réponse aux rafles massives, aux tortures, à leurs victimes, aux exécutions effectuées par les gardes blancs et

(6) Manifestation de sept dissidents (Pavel Litvinov, Victor Feinberg, etc.) contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, le 25 août 1968. Les manifestants furent condamnés à des peines de prison, Feinberg fut envoyé en hôpital psychiatrique.

(7) *Sveodnia*, Moscou, 14 mars 2000.

les interventionnistes, était totalement justifiée.

La révolution d'Octobre avait extirpé la Russie de son esclavage séculaire, lui avait donné la possibilité de sortir de la Première Guerre mondiale suscitée par les capitalistes et leurs projets, et donc d'interrompre le carnage sanglant où des dizaines de pays avaient été entraînés, et qui a fait périr des dizaines de millions d'hommes sur les champs de bataille ; elle n'avait pas en elle-même de ressort terroriste et, après la fin de la guerre civile, la Nouvelle Politique Economique, la NEP, a retiré de l'ordre du jour les mesures d'exception exigées par la lutte des classes.

C'est Staline qui, avec une cruauté sanglante, a liquidé la NEP, a déchaîné une terreur massive contre les paysans, en les envoyant de force, sous la pression de la contrainte armée, dans les kolkhozes, a affirmé qu'ils devaient payer un tribut, a introduit à la campagne un régime militaro-féodal en couvrant le pays d'un large réseau de prisons, de colonies pénitentiaires, de maisons d'arrêt, de lieux d'exil. Les véritables idéaux du socialisme ont été soumis à une avalanche de répressions.

Un exemple : au début des années 1930, sur ordre de Staline, à Moscou, on dynamita en même temps l'église du Saint-Sauveur et le monument commémoratif de la première Constitution soviétique, qu'avait inauguré Lénine. Ce monument, sculpté par N. Andreiev et l'architecte D. Ossipov, s'appelait aussi l'Obélisque de la Liberté. Il se trouvait sur la place des Soviets, en face du soviet de Moscou. A sa place, Staline ordonna d'ériger un monument en l'honneur du seigneur sanguinaire Iouri Dolgorouki (8), dont le cheval tourne sa croupe vers l'Institut du marxisme-léninisme, où sont conservés les écrits de Marx, Engels et Lénine, et qui est orné d'une belle et discrète statue de ce dernier. Sous Gorbatchev, on envisagea de transférer la statue de Iouri Dolgorouki du centre de Moscou au cimetière de Novodievitchi, des travaux de restauration du monument commémorant la première Constitution soviétique de 1918

furent entrepris. Des maquettes de parties du monument avec la statue de la Liberté furent présentées à l'exposition du Centre de l'Europe, à Paris. Mais au moment où la statue de la Liberté charmait les cœurs des héritiers de la Commune de Paris et de la Révolution française, à Moscou même, le plan de reconstruction de ce grandiose monument en l'honneur des réalisations de la révolution d'Octobre s'effondrait.

En même temps qu'il éliminait la vieille garde léniniste, Staline avait détruit ce qui rappelait leurs succès. A Moscou, on arracha des murs du Kremlin la plaque commémorative consacrée à la révolution d'Octobre, également inaugurée par Lénine. Malgré le Testament de ce dernier, Staline, l'un des plus terribles dictateurs du XX<sup>e</sup> siècle, concentra entre ses mains un pouvoir immense, bientôt illimité et incontrôlable ; il organisa une petite couche de dirigeants privilégiés, qui ont exploité cruellement la classe ouvrière, les paysans et l'intelligentsia. Les horreurs et les répressions qui ont émaillé les trente années du règne de Staline et de ses satrapes doivent être analysées en profondeur.

La tragédie vécue par le premier gouvernement ouvrier et paysan du monde ne doit pas se renouveler dans la nouvelle spirale de l'histoire. Le peuple doit créer des garanties sûres contre la réhabilitation et la restauration du stalinisme. Le peuple doit prendre la voie directe du véritable socialisme. Le peuple doit tenir bon et vaincre.

**Léonide Petrovski,**  
**membre de l'Union des journalistes**  
**de l'URSS**  
**et de la Fédération de Russie,**  
**collaborateur scientifique**  
**à l'Institut de philologie slave**  
**de l'Académie des sciences de Russie**

---

(8) Iouri Dolgorouki (1090-1157), prince de Rostov et de Souzdal, qui conquiert Kiev après une série d'expéditions sanglantes. Son nom de "Iouri aux mains longues" (sens de Dolgorouki) reflète son désir de conquérir alors la ville marchande de Novgorod.



L'obélisque de la Liberté, détruit sur ordre de Staline en 1931.

**Pages  
oubliées :  
l'Eglise sous Pétain**

**(Maurice Nadeau)**

En 1946, Jean Cotereau publie aux éditions Spartacus une brochure intitulée *L'Eglise a-t-elle collaboré ?*, recueil de citations commentées des plus hauts dignitaires de l'Eglise et du quotidien collaborationniste *La Croix*, autorisé à paraître sans difficulté dès la Libération, au moment même où la direction du Parti communiste français, par le canal, entre autres, de ses ministres, s'acharnait à interdire la repartition de *La Vérité*, organe de la IV<sup>e</sup> Internationale, affublée par eux du qualificatif "d'hittéro-trotskyte".

Cette opposition, qui ne fut brisée qu'au bout de plusieurs mois d'une campagne acharnée, faisait contrepoint à l'indulgence extrême manifestée à un quotidien et à un appareil ecclésiastiques qui n'avaient cessé de chanter quatre ans durant les mérites du maréchal Pétain, de la collaboration et même, on le voit, de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme. Maurice Nadeau, ancien militant du Parti ouvrier internationaliste et spécialiste du surréalisme, préfaçait cette brochure. Nous reproduisons intégralement cette préface, qui n'a pas perdu de sa précision et de sa pertinence historique.

## **“... Elle a cru (...) que le Dieu de Vichy était mort sur la croix de Lorraine”**

**L'**AUTEUR de cette brochure pose une question et donne tous les éléments — puisés à bonne source — d'une réponse. Oui, l'Eglise a “collaboré”. Elle s'est faite non seulement la servante du régime de Pétain, mais elle a inspiré ce régime, s'est confondue avec lui, a régné par son entremise. Dix citations au moins le prouvent, depuis “*Pétain c'est la France, et la France c'est Pétain*”, de M<sup>sr</sup> Gerlier, jusqu'à cet aveu : “*Travail, Famille, Patrie inscrits par le Maréchal au programme de la France étaient les trois sujets les plus étudiés dans leurs cercles d'études par les jeunes catholiques*”, ou encore : “*Famille, Travail, Patrie sont inclus rigoureusement et en leur conception la plus élevée dans le mot religion*”, en passant par les “*remerciements adressés à la divine providence*” pour avoir donné à la France un tel chef : “*L'autorité du chef vient de Dieu, à ce titre il a droit à notre fidélité. Le suivre est un devoir...*” (M<sup>sr</sup> Choquet). Il ne s'agit pas même, entre Pétain et l'Eglise catholique, d'un marchandage : “*Nous vous aviserons à condition que...*”, mais d'une osmose. Pétain a été l'homme de l'Eglise comme il a été l'homme des Allemands. “*La généreuse inspiration de ses discours est pareille à celle qui dicta les Encycliques de la Papauté.*”

Recevant la presse américaine, Pétain lui confie : “*La France remettra en honneur les grandes vérités de la morale chrétienne*”, et le rédacteur en chef de *La Croix* déclare de son côté que “*le ca-*

*ractère chrétien (...)* marquera, s'il doit réussir et durer, l'ordre nouveau”.

Nous savons aujourd'hui ce qu'est cet “ordre nouveau” prôné par l'Eglise et l'ex-maréchal, les milliers de “*concentrationnaires*”, les milliers de “*terroristes*” fusillés, les milliers de juifs assassinés, un peuple entier enchaîné dans les fers, épié par la Gestapo, la police “française” et leurs “*mouchards spirituels : les prêtres*”.

Vous exagérez, nous dira-t-on. Et les “curés résistants” ? Et les révérends pères du Front national ? Certes, l'Eglise n'a point été si folle que de mettre tous ses œufs dans le même panier, et il est vrai que d'obscurs curés de campagne ont aidé le maquis — on ne les oublie pas dans les films sur la Résistance ! que de révérends pères se trouvant à Alger n'ont point hésité à se rallier au gouvernement qui y siégeait provisoirement. Dès que les chances des nazis s'évanouirent, on vit même, et jusque parmi les rédacteurs de *La Croix*, des ralliements de plus en plus nombreux à la cause de la Résistance. Mais est-il une voix, une seule parmi les voix autorisées, qui ait flétri expressément les exactions des nazis, le travail forcé, les déportations, la servitude où se trouvaient les Français ? Nous voyons au contraire vingt, cinquante, cent voix, des voix augustes, celles-là, des voix de prélats qui nous commandaient d'obéir, de souffrir, de nous exalter aux victoires allemandes, des voix qui demandaient la peine de mort pour les communistes, qui approu-

vaient la dissolution de la franc-maçonnerie et les poursuites contre les juifs, des voix qui magnifiaient la relève, le STO, la "collaboration", qui donnaient de la gueule contre les syndicats, le matérialisme et les "folles prétentions de la multitude travailleuse". Nous voyons des bénisseurs de la milice de Darnand et de la LVF de Doriot, nous voyons cet infâme abbé Sorel, justement abattu à coups de revolver par des résistants, vanter publiquement dans des meetings "le régime du Maréchal, de l'Amiral et du Président Laval" et "faisant acclamer leur noms". Il y eut autant de "curés résistants" que de juifs antisémites et de militants révolutionnaires renégats, c'est-à-dire une minorité, qui fut constamment désavouée par l'Eglise.

La défaite de la France en 1940 a été la victoire de l'Eglise, victoire reconnue, estampillée, fêtée dans la joie et la reconnaissance. "C'est l'heure des catholiques", proclame le chanoine Clavel. C'est la revanche tant attendue sur "le matérialisme, l'école laïque, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, Voltaire et le petit père Combes". "Notre défaite deviendra plus féconde qu'une victoire avortée", déclare un rédacteur de *La Croix*. "Victorieux, nous serions probablement restés emprisonnés dans nos erreurs", répète en écho la voix du cardinal Gerlier. Et le pape lui-même, du haut de son infailibilité, retrouvant en la France "la fille aînée de l'Eglise", "salue avec confiance les mesures de moralité publique dont l'urgence apparaissait aux yeux de tous pour la vraie et durable restauration du pays".

La France de Pétain est alors livrée aux oiseaux noirs, qui coupent, châtent, mutilent. Ils exercent la censure sur les films, les livres, la pensée, ils peuvent à nouveau déformer et abrutir les jeunes cerveaux : les congrégations religieuses ont à nouveau le droit d'enseigner (abrogation de la loi de 1904). Dieu s'introduit à l'école, l'école de Jules Ferry et des admirables instituteurs laïques, la gratuité de l'enseignement secondaire est supprimée afin que la culture reste un privilège de classe, les écoles normales d'instituteurs sont rayées d'un trait de plume, Pétain se souvient qu'il fut élève

de l'école libre et des jésuites. Scandale plus énorme encore : l'Etat lui-même subventionne l'enseignement des prêtres, les paie de ses deniers, afin qu'ils inoculent aux enfants qui leur sont confiés la haine de la liberté et la servilité devant les puissants. L'Eglise est remise en possession de ses biens — les biens qu'elle a autrefois volés —, elle héritera officiellement ! L'ordre moral règne à nouveau sur une France défaite et exsangue, condamnée désormais au silence du tombeau.

La France a oublié. Elle a entendu le froissement de quelques soutanes dans le sillage du général de Gaulle, et elle a cru naïvement que, par un nouveau mystère, le Dieu de Vichy était mort sur la croix de Lorraine. Comme par un miracle renouvelé des évangiles, l'Eglise qui gouvernait la France de Laval gouverne celle de De Gaulle : *La Croix*, qui fut le plus dangereux organe au service de la "collaboration", prend place parmi les journaux de la France libérée, les prélats qui vitupéraient "le bolchevisme" — pour eux, tous les résistants étaient communistes — et engageaient les jeunes Français à travailler pour la victoire de l'Allemagne, non seulement n'ont pas été déférés devant les tribunaux, mais continuent à prêcher la guerre sainte contre l'école sans Dieu. L'archevêque de Reims, qui fut empêché de célébrer une messe "à la mémoire des héros de la LVF" par l'arrivée brusquée des Alliés, continue d'endoctriner ses ouailles. M<sup>gr</sup> Suhard, qui distribuait coups d'encens et poignées de mains à Pétain et à Laval, les saluant "avec émotion et gratitude" en l'année même de la Libération, continue en 1946 de dénoncer "les doctrines pernicieuses" qui animent "ce qu'on a coutume d'appeler le monde du travail" !

Mieux encore ! Il a fallu la Libération pour que l'Eglise possédât désormais son parti politique, pour que, mise au goût par l'exercice du pouvoir sous le règne éphémère de Pétain, elle ait eu le désir de gouverner sans personne interposée et faire avaliser par les Français sa politique de réaction sociale et de lutte contre la classe ouvrière. Certes, l'Eglise ne combat pas au grand jour, elle est trop

habituee à l'ombre propice des sacristies pour partir directement en guerre contre les ouvriers. Elle préfère couvrir sa face d'un masque "social" et se pencher sur les malheurs de humbles, qu'elle larde de coups fourrés avant de leur promettre le paradis futur. Dans l'Europe entière, elle mène l'offensive sur tous les plans, pour la première fois elle s'organise en internationale politique, qui entend gouverner directement les nations soumises, comme on le voit par ce simple extrait de presse : « *A Rome, vient de se réunir le congrès de la Démocratie chrétienne. Le parti catholique italien y a accueilli des délégations officielles de notre MRP, du Parti conservateur suisse, du Parti national basque, du Mouvement populaire hollandais, des Partis chrétiens-sociaux du Luxembourg et de Belgique, de la Démocratie chrétienne hongroise, enfin du groupement "Peuple et Liberté" d'Angleterre. Seuls les Tchèques manquaient à ses assises.* » Quelles ont été les consignes données à ces "démocrates chrétiens" et à ces "chrétiens sociaux" ? "Il faut, leur a déclaré le cardinal Salotti, archevêque de Palestrina et porte-parole du pape, *que les croyants ne donnent leurs voix qu'aux partis capables de défendre les principes fondés sur des bases religieuses.*"

Y a-t-il de quoi étonner des marxistes ? Marx a fait de "*la religion est l'opium du peuple*" une des formules fondamentales du marxisme, mais a en même temps donné le moyen de lutter contre elle autrement que par des prêches idéalistes. Notre anticléricalisme n'est pas celui des bourgeois voltairiens et des libres-penseurs radicaux, il est vigilant, rigoureusement athée et lié à notre lutte générale contre la domination cléricale ou laïque de la bourgeoisie. La religion n'est pas pour nous un phénomène mystérieux et explicable seulement par la crédulité des masses. C'est "*un aspect de l'oppression spirituelle qui pèse toujours et partout dans les masses populaires accablées par le travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et la solitude*". C'est un phénomène social, et lutter contre la religion c'est, avant tout, faire disparaître ses racines sociales, c'est développer la lutte de classe des exploités contre les exploités, c'est préparer et mener à bien la révolution socialiste. Alors, le mirage religieux s'évanouira et, occupés à se construire un paradis sur terre, les prolétaires n'auront plus qu'à hausser les épaules devant les promesses d'un paradis au ciel.

**Maurice Nadeau**

# " C'EST LA FAUTE A VOLTAIRE... "

(*La vie catholique*, 25-3-1944)

**L'**AUTEUR de cette brochure pose une question et donne tous les éléments — précis à bonne source — d'une réponse. Oui, l'Eglise a « collaboré ». Elle s'est faite non seulement la servante du régime de Pétain, mais elle a inspiré ce régime, s'est confondue avec lui, a régné par son entremise. Dix citations au moins le prouvent depuis « Pétain c'est la France, et la France c'est Pétain. » de Mgr. Gerlier jusqu'à cet aveu : « Travail, Famille, Patrie inscrites par le Maréchal au programme de la France étaient les trois sujets les plus étudiés dans leurs cercles d'études par les jeunes catholiques » au moment : « Famille, travail, patrie, sont inclus rigoureusement et en leur conception la plus élevée dans le mot religion catholique », en passant par les remerciements adressés à



## LA LEGION DES VOLONTAIRES FRANÇAIS contre le BOLCHEVISME

Vous êtes prié de bien vouloir honorer de votre présence le Service Funèbre qui sera célébré en la Cathédrale de Reims, sous la Présidence de

**SON EMINENCE MONSIEUR MARMOTTIN**  
ARCHEVÊQUE DE REIMS

à la mémoire des Combattants de la L. V. F. tombés  
au Champ d'Honneur pour la France et la civilisation,  
**le Samedi 26 Août 1944, à 10 heures.**

L'Union des Français

(Présidence de l'Archevêque)

# **Chronique des falsifications**

## Une falsification du Larousse

L'ÉDITION de 1991 du *Larousse encyclopédique* en deux volumes comporte un article sur Trotsky, qui se conclut par la falsification suivante : *"Il est assassiné par son secrétaire, vraisemblablement agent de Staline"* (p. 1 425).

Or, chacun le sait, Mercader n'a jamais été secrétaire de Trotsky, mais de façon certaine — et non "vraisemblable" — un agent de Staline. *L'Encyclopédie Larousse* ose en 1991 présenter ce fait patent, reconnu par le KGB lui-même, comme une simple hypothèse. Il faut quand même le faire...

Certes, on trouve dans cette encyclopédie bien des bizarreries, au fil des articles, sur les dirigeants de la révolution et de l'URSS : en octobre 1917, Lénine « *doit mettre en balance, notamment contre Trotski, sa démission, contre le mot d'ordre "la révolution est à l'ordre du jour"* » (p. 809), ou la seule phrase sur Staline pendant la Seconde Guerre mondiale : *"Quand Hitler attaque l'URSS*

*(juin 1941), Staline organise la résistance contre l'envahisseur"* (p. 1 332), oubliant qu'il l'a d'abord désorganisée ; on apprend également qu'après la guerre, *"se développent le respect et l'admiration pour sa personne"* (p. 1 332), ce qui veut dire que c'est la population elle-même, et non lui et ses services d'agit-prop, qui a créé son culte hystérique...

Mais la falsification concernant Trotsky va bien au-delà, car elle reprend en la modulant l'affirmation du Guépéou rédigée dans la lettre que Mercader a tendue à la police. Cette lettre a été rédigée avec les dirigeants du NKVD et tente de présenter l'assassin de Trotsky comme un trotskyste convaincu, qui découvrit l'abominable vérité sur les liens de Trotsky avec le fascisme et, dégoûté, se vengea en le tuant. D'un certain point de vue, le *Larousse* fait mieux encore, car si Trotsky a été assassiné par son propre secrétaire, un homme qui le connaissait donc bien et un fidèle entre tous, alors, on peut, n'est-ce pas, s'interroger...

# L'assassinat de Trotsky vu par les services secrets russes en 1997... ou la continuité du stalinisme

**L**ES éditions russes Relations internationales ont publié, sous la responsabilité comme rédacteur en chef d'Evgueni Primakov, Premier ministre russe en 1998, une *Histoire des services de renseignements extérieurs*, en six volumes. Le troisième, qui porte sur la période de 1933 à 1941, publié en 1997, comporte un chapitre sur l'opération "Canard", à savoir l'assassinat de Trotsky, qui reprend les vieilles calomnies staliniennes sans grand changement :

*« L'activité de Trotsky et de ses partisans ne se limitait pas à une critique, parfois fondée, des événements dans notre pays. Cette critique, apparemment dirigée personnellement contre Staline, constituait fondamentalement un déniement total de tout ce qui était soviétique. C'est pour beaucoup grâce aux trotskystes à l'étranger que s'est développé le phénomène de l'antisoviétisme, qui, pendant de longues années, a porté tort à la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique, ainsi qu'au mouvement ouvrier et communiste international. Le fait le plus éclairant et le plus tragique est la participation des trotskystes avec les anarchistes au putsch organisé à Barcelone contre le gouvernement du Front populaire en 1937, dont l'écrasement a exigé tant de sang.*

*Les services secrets étrangers ont toujours "travaillé" activement les partis communistes dans leur pays. Les trotskystes ont fourni une base de renseignements favorables pour ces services. Beaucoup d'entre eux avaient auparavant appartenu aux partis communistes,*

*puis en étaient sortis ou en avaient été exclus, mais y conservaient des liens personnels.*

*L'Espagnol Julian Gorkin en est un exemple typique ; cet ancien communiste, écrivain, traducteur de nombreux travaux de Trotsky, était l'un des dirigeants du POUM, parti espagnol d'orientation trotskyste. D'après les renseignements fiables émanant des services de renseignements français, Gorkin était un vieil agent du FBI. A son arrivée en France, il proposa ses services au directeur général du contre-espionnage français, la DST, Wybot, en lui affirmant qu'il disposait d'un vaste réseau d'agents dans de nombreux pays du monde, y compris l'URSS, et même dans le NKVD. Wybot accepta sa proposition.*

*Trotsky ne se contentait pas de dénoncer dans la presse le système autoritaire qui se constituait en URSS. Il allait plus loin. Ainsi, dans le Manifeste de la IV<sup>e</sup> Internationale (1940) rédigé par ses soins, il écrivait : "La préparation du renversement de la caste moscovite est l'une des tâches centrales de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce n'est pas une tâche simple et facile. Elle exigera de l'héroïsme et des victimes."*

*Son fils, Léon Sedov, qui remplissait en France les diverses missions que lui confiait son père, lui faisait écho. Parmi les partisans de Trotsky en URSS, de son propre aveu, se trouvait aussi Jacob Blumkine, terroriste, qui avait tué l'ambassadeur allemand à Moscou, Mirbach, et qui travailla dans le NKVD jusqu'en 1929, lorsqu'il fut convaincu d'entretenir des liens avec Trotsky et fut fusillé. »*

On comprend mal, au premier regard, ce que vient faire ici l'attentat commis par Blumkine en 1918 contre l'ambassadeur allemand (alors que Blumkine, fusillé en 1929, appartenait en 1918 aux socialistes-révolutionnaires de gauche) avec la IV<sup>e</sup> Internationale, dont la création a été envisagée pour la première fois en 1933. Mais quand on se rappelle que les victimes des procès de Moscou ont été condamnées à mort sous l'accusation, entre autres, d'avoir programmé un nombre fantastique d'attentats (dont aucun n'a jamais reçu, évidemment, le moindre commencement de réalisation), on devine que l'évocation du "terroriste" Blumkine relaie discrètement cette calomnie.

Un peu plus loin, les auteurs exposent le contenu du plan établi par les dirigeants du NKVD, Fitine, Soudoplatov et Eitingon, le 9 juillet 1939, pour liquider Trotsky ; on y trouve les détails suivants, sur les moyens énumérés pour le tuer : *"Moyens : empoisonnement de la nourriture, de l'eau, explosion dans la maison, destruction de la voiture à l'aide d'un explosif, coup direct : strangulation, poignard, coup sur la tête, coup de feu. L'attaque armée par un groupe est envisageable."*

On le voit, le NKVD de Staline ne lésinait pas non plus sur les moyens physiques.

**J.-J. M.**

# **Correspondance**

**A propos  
du cardinal  
Baudrillart...**

# **“Une faculté de mensonge innée en presque tout Allemand, petit ou grand”**

## **(le cardinal Baudrillart en 1918)**

**J**'AI lu avec beaucoup d'intérêt le document qui a été publié dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* (n° 11, septembre 2000) : cette interview, que le cardinal Baudrillart a donnée le 4 décembre 1941 au parti de Doriot, illustre parfaitement l'engagement militant d'un haut dignitaire de l'Eglise française — le cardinal était recteur de l'Institut catholique de Paris — dans la croisade anticommuniste menée par Hitler au nom du nouvel ordre européen.

Je me réjouis de pouvoir faire connaître ce document oublié aux jeunes militants que pourrait abuser l'incessante propagande relayée par tous les médias à la gloire d'une Eglise présentée comme championne des droits de l'homme, ayant condamné l'antisémitisme nazi, cependant qu'est soigneusement occulté l'engagement quasi unanime de sa hiérarchie aux côtés de Pétain et, pour les plus conséquents de ses cadres, aux côtés de la Wehrmacht.

Une phrase de la présentation (p. 118) peut prêter à confusion : si Baudrillart *“n'eut pas à souffrir de son appel à détruire le bolchevisme aux côtés de la Wehrmacht”*, à l'heure où l'effondrement de cette dernière poussait Déat à fuir en Italie, c'est tout bonnement parce qu'il était décédé le 19 mai 1942 ! Précisons aussi qu'aucun grand d'Eglise ne s'enten-

dit demander de comptes sur son rôle politique de 1940 à 1944...

Mais il est cocasse de lire sous la plume du cardinal Baudrillart les jugements les plus péremptores et les plus contradictoires sur la valeur “morale” prêtée au peuple allemand, jugements qui fluctuent au gré des exigences politiques de l'Eglise.

A partir de juin 1941 — quand la Wehrmacht eût envahi l'URSS —, la guerre eut pour enjeu fondamental, aux yeux de tous les hommes attachés au maintien de l'ordre capitaliste, la lutte contre les conquêtes d'Octobre, contre la “contagion” révolutionnaire venue de l'est. Dans la *“guerre entre christianisme et communisme, il ne peut y avoir de compromis”*, jugeait alors le cardinal, et, la Wehrmacht lui paraissant à cette date le plus sûr facteur d'ordre, il plaçait sans vergogne l'archange Michel *“à la tête des vieux peuples chrétiens et civilisés”* qui combattaient *“les puissances démoniaques aux côtés des armées allemandes”*. L'Allemagne nazie, c'était alors une nation civilisée.

En 1914-1918, le cardinal développa un tout autre discours et distribua ses bons et mauvais points tout différemment. Il donna une préface à un ouvrage intitulé *La Vie catholique dans la France contemporaine*, qui reçut l'imprimatur

en janvier 1918. Il prétendait y démontrer que, malgré *“la séparation condamnable de l’Eglise et de l’Etat”*, qui instaurait selon lui un *“athéisme légal”*, malgré *“ses lois mauvaises, les unes (comme celle du divorce) directement opposées à la loi du Christ et de l’Eglise, les autres (comme celle du partage forcé entre les enfants) issues d’une conception révolutionnaire de l’égalité et des droits de l’individu”*, la France avait conservé un *“bon fonds”*, la guerre ayant d’ailleurs joué un rôle bénéfique dans la revitalisation de ce bon fonds !

*“Tous, et les hommes mûrs, et les vieux, et les adolescents ont réfléchi. Arrachés à l’atmosphère de mollesse et de décadence qu’ils respiraient avant la guerre de 1914, ils se sont retrouvés les Français de bonne race et de culture chrétienne qu’étaient leurs pères, aux meilleures époques de notre histoire.”*

Bon fonds, mais toujours menacé, car en cette année 1917, *“une écume”* avait *“surgi comme cet amas de pus sur la source sacrée de Lourdes qu’a décrit le rude réalisme de Huysmans. Elle était si belle, la figure de la France en guerre, des misérables vont-ils la salir et nous obliger à la voiler devant l’étranger ?”*

Bref, les mutins, les grévistes, les pacifistes, le cardinal les avait à l’œil !

La France ayant démontré qu’elle n’avait pas perdu le bon fonds chrétien qui avait fait sa grandeur, il en résultait que le camp des alliés où elle se trouvait était le bon camp, celui qui menait une guerre juste, l’autre était le mauvais. Et voici en quels termes le cardinal évoquait alors la nation allemande :

*“Plus on avance dans cette guerre, plus les esprits les plus modérés et les moins prévenus sont obligés de reconnaître l’extraordinaire faculté de mensonge innée en presque tout Allemand, petit ou grand. Nous connaissons un prêtre français qui, emmené en Allemagne, y était arrivé plein d’illusions, se refusant à croire tout ce qu’il avait entendu raconter, persuadé en un mot que les Allemands étaient des hommes comme les autres. Au bout de quelques mois, les écailles lui étaient tombées des yeux ; tout ce qu’on a dit des Allemands est*

*vrai, proclamait-il, et même reste fort au-dessous de la réalité ; leur bien et leur mal ne sont pas le bien et le mal.”*

Aucune allusion, dans cette préface, aux rivalités impérialistes pour la conquête des colonies qui avaient opposé France, Grande-Bretagne et Allemagne, nourri les passions nationalistes qui avaient finalement embrasé l’Europe.

Et pour cause ! Derrière les colonisateurs avaient marché les missionnaires, que le cardinal portait au crédit de la France chrétienne. *“Et les œuvres de zèle, ou de propagande, et les missions, est-il une terre au monde qui en produise autant que la nôtre ?”*

Ce cardinal avait défendu les intérêts de l’Eglise en combattant les thèses *“modernistes”* dans le domaine des études linguistiques et historiques relatives aux textes scripturaires ; devenu recteur de l’Institut de théologie de Paris en 1907, il s’était efforcé d’en faire *“un foyer fidèle à la Tradition et ouvert aux problèmes de l’époque”*, selon le jugement de l’encyclopédie religieuse *Catholicisme, hier, aujourd’hui et demain*, Paris, Letouzey, 1948.

La guerre venue, il avait défendu les intérêts diplomatiques du gouvernement français, conduisant une mission en Espagne pour le compte du Comité catholique de propagande française à l’étranger en 1916-1917, aux Etats-Unis en 1918, puis en Europe centrale, où menaçait la *“contagion”* soviétique. En conséquence de quoi, il entra à l’Académie en 1918 et fut nommé évêque d’Himéria en 1921.

Fonction honorifique, qui lui laissa tout le loisir nécessaire pour poursuivre sa mission politique de hiérarque catholique. Chargé d’assurer les conférences de Notre-Dame en 1928, il choisit d’illustrer *“la vocation catholique de la France”*. Certaines de ses conférences furent publiées sous le titre significatif : *“A la jeunesse, conseils d’hier et d’aujourd’hui.”*

Pie XI le fit cardinal en 1935.

Nous ne savons quelle part exacte l’Institut catholique de Paris prit dans le

remodelage du catéchisme français effectué en juin 1914, deux mois avant le déclenchement de la boucherie européenne. Le cinquième commandement prêté à Jéhovah-Moïse disait :

*"Homicide point ne seras  
De fait et de consentement."*

En juin 1914, il fut réécrit :

*"Homicide point ne seras  
Sans droit ou de consentement"* (cité par *La Libre Pensée*, avril 1932).

C'était d'ailleurs conforme à l'enseignement d'Augustin, qui, dès le V<sup>e</sup> siècle, avait prévu les cas de "guerre juste".

Baudrillart se trouvait donc ainsi justifié dans son entreprise de propagande en faveur de la "guerre du droit" menée par Poincaré et Clemenceau en 1914-1918, plus tard au bénéfice de la LVF et de la Wehrmacht, promues nouvelles "chevaleries" de l'Occident parce qu'elles combattaient "l'URSS démoniaque".

L'encyclopédie religieuse citée plus haut évoquait en termes sibyllins l'engagement politique du cardinal en 1941 : *"Dès qu'il eut pris parti, il s'y maintint avec sa ténacité habituelle et il ne craignit pas d'affirmer des opinions dont beaucoup s'étonnèrent douloureusement."*

Cette litote valait contrition posthume, probablement, aux yeux de ceux qui commanditèrent cette encyclopédie ! Le rapport de force ayant changé, les gens d'Eglise durent modifier leur langage et mettre en avant d'autres éminences.

Au-delà de ces palinodies, une constante : la défense de l'ordre capitaliste par une Eglise experte à enrober d'arguments moraux et théologiques la soumission aux puissants du jour.

**Nicole Bossut,  
le 23 novembre 2000**

**Notes :**

**Beria  
et l'Allemagne**

**Les fantaisies  
de Nicolas Werth**

**À la mort de Staline, ses héritiers décident de tenter une première réforme du système stalinien en crise, pour essayer de le sauver. Beria propose un ensemble de mesures, dont la plus contestée dans les sommets concerne l'Allemagne.**

## **“Assainir la situation politique en RDA”**

**D**ANS la série des propositions et des décisions de Beria qui ont dessiné les contours de la première perestroïka, il existe un seul document écrit concernant l'Allemagne : la décision du Conseil des ministres *“sur les mesures pour assainir la situation politique en RDA”* (1).

On y trouve, après une statistique sur les fuites massives de RDA en RFA (447 000 citoyens de RDA ont fui en RFA de janvier 1951 à avril 1953, dont plus de 120 000, dit Beria, pour les quatre premiers mois de 1953) :

— une critique de ce que Beria appelle *“le cours vers la construction accélérée du socialisme en Allemagne de l'Est”* décidé par le SED et avalisé par le bureau politique du PCUS du 8 juillet 1952 ;

— une série de propositions économiques et politiques autour de trois axes : a) dissolution des coopératives agricoles non viables ; b) suppression de toutes les mesures discriminatoires et répressives à l'encontre de petits entrepreneurs privés ; c) liquidation de toutes les mesures répressives à l'égard du clergé ;

— trois fois une formulation sur la réunification allemande :

- il affirme la nécessité de *“garantir et d'élargir les bases d'un mouvement de masse pour la constitution d'une Allemagne unifiée démocratique, pacifique et indépendante”* ;

- il affirme nécessaire, *“pour le moment présent et dans la période prochaine, de mettre au centre de l'attention des larges masses du peuple allemand en RDA comme en Allemagne occidentale les tâches de la lutte politique pour le rétablissement de l'unité nationale de l'Allemagne et pour la conclusion d'un traité de paix”* ;

- il affirme enfin que, *“pour le moment, la tâche essentielle est la lutte pour la réunification de l'Allemagne sur des bases démocratiques et pacifiques”*.

Ces propositions sont accompagnées d'une offensive contre la direction du Parti socialiste unifié (SED ou PC est-allemand) de RDA, dirigé par Walter Ulbricht, et contre le gouvernement dirigé par Grotewohl. Beria traite au présidium du comité central (ex-bureau politique) Walter Ulbricht de *“sous-officier prussien”*.

Après la grève des ouvriers de Berlin-Est et de dizaines de villes de RDA,

Beria est arrêté le 26 juin 1953. Un plénum du comité central est entièrement consacré à son affaire, des 2 au 7 juillet. Dans ce plénum, ses propositions, en particulier sur l'Allemagne, sont soumises à de violentes critiques. On ne peut évidemment pas garantir l'exactitude des faits avancés par ses adversaires.

Dans son rapport introductif, Malenkov déclare : nous étions tous d'accord pour considérer que, *“dans les conditions actuelles, il ne faut pas mener un cours vers la construction forcée du socialisme en RDA (...). Mais il faut dire que lors de la discussion de la question allemande, Beria a proposé non pas de corriger le cours vers la construction forcée du socialisme, mais d'abandonner tout cours vers le socialisme en RDA et de s'orienter vers une Allemagne bourgeoise (2).”*

Khrouchtchev affirme : *“Là où il s'est montré le plus clairement comme un provocateur, comme un non-communiste, c'est dans la question allemande, lorsqu'il a affirmé qu'il fallait abandonner la construction du socialisme, qu'il fallait faire des concessions à l'Occident. Alors, on lui a dit : qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie livrer 18 millions d'Allemands à la protection des Américains. Et il nous a répondu : oui, il faut construire une Allemagne neutre et démocratique. Mais comment une Allemagne bourgeoise neutre et démocratique peut-elle être entre nous et les Américains ? Est-ce possible ? (3)”*

Dans la version corrigée de son discours, Khrouchtchev met dans la bouche de Beria deux phrases : *“Il faut créer une Allemagne démocratique neutre”* et *“Nous signerons un accord” (4).*

Molotov revient sur la question. Il affirme qu'il fallait bien corriger *“le cours gauchiste”* pris en RDA, puis déclare : *“Quand nous avons corrigé ce cours, nous avons discuté de la question de l'Allemagne dans son entier. Et là, pour la première fois, Beria a élevé la voix en demandant : quelle sorte de socialisme il y a en Allemagne ? Il faudrait qu'il y ait*

*une Allemagne bourgeoise, seulement pacifique. Nous nous sommes frotté les yeux : quelle Allemagne bourgeoise peut être pacifique, comment un membre du bureau politique peut-il imaginer une Allemagne bourgeoise qui nous a imposé la Première Guerre mondiale, puis une Allemagne bourgeoise qui nous a imposé la Deuxième Guerre mondiale, comment imaginer dans les développements ultérieurs de l'impérialisme une Allemagne bourgeoise pacifique ?”*

Puis, Molotov affirme que le projet de texte de Beria finalement adopté par le Conseil des ministres condamnait dans sa version initiale *« le cours vers la construction du socialisme en RDA comme erroné (...). J'ai téléphoné alors à Beria et je lui ai demandé : si le cours vers la construction du socialisme est erroné, alors quel cours est le bon ? Il m'a répondu : c'est écrit “dans les conditions actuelles, il faut un cours vers le capitalisme et après vers le socialisme. J'ai déclaré que je proposais de corriger toute cette phrase et d'écrire que, dans les conditions actuelles, le cours vers l'accélération de la construction du socialisme était erroné. J'étais d'accord... C'est ce qui a été noté (5). »*

Dans les citations des propos de Beria faites à ce plénum, les orateurs font toujours disparaître la mention *“réunification de l'Allemagne”* ou *“Allemagne unifiée”*, que Beria avait fait adopter par le Conseil des ministres.

Beria voulait manifestement se débarrasser de la RDA, qu'il considérait comme un boulet. Khrouchtchev, lui, réglera la question en édifiant en 1961 le mur qui coupait Berlin en deux. En enrobant et en camouflant sa proposition sous la *“réunification”*, Beria allait trop loin...

(2) *Ibidem*, p. 223.

(3) *Ibidem*, p. 97.

(4) *Ibidem*, p. 238.

(5) *Ibidem*, p. 102.

# Les fantaisies de Nicolas Werth

**N**ICOLAS WERTH a rédigé la mise à jour sur l'URSS d'*Encyclopaedia Universalis*. Elle est dans la ligne du *Livre noir du communisme*, dont il a été, vu la compétence réduite des autres auteurs, la caution "scientifique". On y retrouve un certain nombre d'entorses à la vérité.

1. — « *Dès la fin d'octobre 1917, les bolcheviks, qui viennent de prendre le pouvoir le 25, à l'issue d'un coup d'Etat, prennent un certain nombre de mesures autoritaires : fermeture des journaux bourgeois, contrôle de la radio et du télégraphe, arrestation de personnalités des partis d'opposition, tant "bourgeois" que socialistes. Le 28 novembre, les membres du Parti constitutionnel-démocrate sont proscrits comme "ennemis du peuple", une notion inédite et lourde de conséquences.* »

• Le gouvernement provisoire, renversé le 25 octobre, avait été désigné et validé par la Douma d'empire, élue en 1912 sur la base d'un scrutin antidémocratique et qualifiée de "*Douma des seigneurs*". Elle avait d'ailleurs été mise en congé par son maître, Nicolas II, auquel, au lendemain de la révolution de Février, elle envoya deux émissaires monarchistes pour demander son abdication, seul moyen à ses yeux de sauver la monarchie ; puis la Douma, triplement illégale et illégitime, disparut dans la tempête révolutionnaire qui suivit Février.

La seule légitimité du gouvernement provisoire lui était donnée par le soviets. Or au II<sup>e</sup> Congrès des soviets, les bolcheviks étaient indiscutablement majoritaires, et ce gouvernement provisoire élu par personne, devenu archi-minoritaire dans le pays et qui tentait de se survivre en créant des organismes qu'il désignait lui-même (conférence dite par antiphrase démocratique, préparlement, directoire dictatorial de 5 membres), n'avait plus

aucune légitimité d'aucune sorte. Son renversement, voté et approuvé par la majorité du soviets, n'est donc pas un coup d'Etat. Un certain nombre d'historiens s'attachent à ce terme, en affirmant qu'il est la traduction du mot utilisé par les bolcheviks eux-mêmes : "perevorot", alors qu'ils disent "revolioutsia" pour février 1917. Pur jeu de mots : "perevorot", qui veut dire au sens propre "retournement" complet, est tout simplement le mot russe pour définir un changement total, donc une révolution, alors que "revolioutsia" est le mot latin, puis européen, importé.

• Les "mesures autoritaires" : le contrôle de la radio et du télégraphe est assez drôle. On imagine difficilement un gouvernement (même pas révolutionnaire) qui, en période de guerre en particulier, ne prenne pas le contrôle de la radio et du télégraphe. Pourquoi ne pas fixer au rang des mesures autoritaires l'émission de monnaie, la fixation des impôts, l'ouverture de négociations de paix ou la création de l'Armée rouge ?

La "*fermeture des journaux bourgeois*", l'"*arrestation de personnalités d'opposition (...)*, la *proscription des membres du Parti constitutionnel-démocrate, etc.*", toutes ces mesures sont présentées comme autant de décisions arbitraires dans un ciel politique serein. Or, dès la prise du pouvoir à Petrograd, les partisans de l'ancien régime et du gouvernement provisoire s'attachent à renverser le nouveau pouvoir et multiplient les mesures pour y parvenir. Rien d'étonnant à cela, mais ce qui est étonnant, c'est de s'étonner que le pouvoir révolutionnaire décide de se défendre.

A Moscou, le 28 octobre 1917, les junkers (élèves officiers partisans du pouvoir) abattent, avec trois mitrailleuses, dans la grande cour du Kremlin, près de 300 ouvriers des gardes rouges...

La direction du Parti constitutionnel-démocrate crée dès la mi-novembre une organisation clandestine intitulée Le Centre de Moscou. L'objet est de renverser le pouvoir des commissaires du peuple. Le Centre prend langue à la mi-décembre avec les généraux Alexeiev, Kaledine et Denikine, qui, dans le sud de la Russie, tente de constituer une Armée des volontaires, formée, comme le dit Denikine, au départ, avec l'argent "*de la ploutocratie de Rostov, qui donna 6 millions et demi de roubles, et de Novotcherkask, qui donna environ 2 millions*" (*Voprossy Istorii*, 9 octobre 1991, pp. 117-118).

Denikine lui-même en fait état dans les termes suivants : "*Arrivèrent (à Novotcherkassk) les représentants du Centre de Moscou. Cette organisation avait été formée à Moscou pendant l'automne 1917 par des représentants du Parti constitutionnel-démocrate, du conseil des organisations sociales, des industriels et des commerçants, et d'autres cercles bourgeois libéraux et conservateurs*" (*Voprossy Istorii*, 9 octobre 1991, p. 114).

La notion d'"ennemis du peuple", une notion "inédite" ? Faux : elle était apparue dans les mois mêmes qui ont suivi la révolution de Février. Il suffit de feuilleter la presse russe de l'époque pour s'en apercevoir...

2. — A la suite du traité de Brest-Litovsk, écrit Nicolas Werth, "*la Russie perd l'Ukraine et la Finlande*". Mais le Conseil des commissaires du peuple a reconnu l'indépendance de la Finlande en décembre 1917. Brest-Litovsk n'y est pour rien et l'idée que la Russie "perde la Finlande" ne sent pas exactement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

3. — Dans l'article "*Goulag*", Nicolas Werth écrit : "*A partir de l'été 1918, les dirigeants bolcheviques expérimentent un instrument de répression inconnu dans la Russie tsariste : "le camp de concentration". Le 8 août 1918, Trotski ordonne la création, à Mourom et à Arzamas, de deux camps pour "les agitateurs louchès, les officiers contre-révolutionnaires, les saboteurs, les parasites,*

*les spéculateurs"* (qui y seront internés) *jusqu'à la fin de la guerre civile.* »

Il y a là à la fois une fraude... et une erreur de fait.

— une fraude : le camp de concentration, à l'époque, désigne un camp d'internement ; il n'a pas le sens de lieu de travail forcé et de répression physique massive qu'il a pris depuis le Goulag et les camps nazis, et de lieu d'extermination pour ces derniers ;

— une erreur : les premiers camps de concentration de la guerre civile n'ont pas été ouverts dans la Russie soviétique, mais dans l'ex-province russe de Finlande (devenue indépendante), en avril 1918, et non par les rouges, mais par les blancs, vainqueurs avec l'aide des Allemands et qui, après avoir exterminé près de 20 000 rouges (sur les 25 000 victimes de la guerre civile), ont enfermé des milliers de survivants dans ces camps de concentration, où les exécutions allèrent d'ailleurs bon train. Ajoutons que la très catholique et (officiellement) démocratique Pologne, en 1920, ouvrit au moins trois camps de concentration pour les prisonniers "bolcheviques" de l'Armée rouge : la seule raison pour laquelle ces détenus ne travaillaient pas dans ces camps de concentration polonais est que l'administration de ces derniers les fournissait comme main-d'œuvre gratuite aux propriétaires terriens voisins ! Leur mortalité fut effrayante. Quant aux blancs finlandais vainqueurs, massacreurs et organisateurs de camps d'internement dits camps de concentration, ils choisirent de se nommer un roi en toute démocratie et, mauvais prophètes, choisirent un prince allemand... qui, bien sûr, fut invité par ses fidèles et dévoués sujets à démissionner cinq jours après la chute de la monarchie allemande. Mais cela est une autre histoire, qui souligne la fragilité de certaines convictions...

4. — « *Trotski développe dans les Leçons d'Octobre ce qui allait devenir un des principaux thèmes du trotskisme : la trahison de la révolution par les forces thermidorienne "stalinienne".* »

Rien ne devrait obliger Nicolas Werth à parler d'un ouvrage qu'il n'a manifes-

tement pas lu, car les *Leçons d'Octobre* étudient le comportement de la direction du Parti bolchevique en octobre 1917 et dans les mois qui précèdent, font allusion par là à l'échec de la révolution allemande de 1923, mais ne disent pas un mot de "la trahison de la révolution par les forces thermidoriennes stalinien-nes"...

5. — Nicolas Werth écrit : "En 1926-1927, à l'exception de Boukharine, les principaux opposants à Staline se rassemblent en une Opposition unifiée regroupant Zinoviev, Kamenev, Trotski et ses partisans Karl Radek, Piatakov, Preobrajenski, Vladimir Antonov-Ovseïenko, ainsi que des militants d'anciennes oppositions internes au parti (Alexandre Chliapnikov, Alexandra Kollontäi)." Que vient faire ici Kollontäi ? Ralliée à Staline depuis 1924, elle entamait alors une longue carrière diplomatique au service de ce dernier, qui dura

jusqu'à sa mort, en novembre 1952, et n'eut aucun rapport avec l'Opposition unifiée. Quant à Chliapnikov, il décida de ne pas se joindre à l'Opposition unifiée par désaccord politique.

6. — Après le XV<sup>e</sup> Congrès, "Trotski et ses partisans s'exilent le 17 janvier 1928 à Alma-Ata (Kazakhstan)". Le "s'exilent" est un euphémisme vraiment délicieux. Trotsky a été littéralement enlevé, envoyé de force à Alma-Ata avec sa famille... Quant aux autres trotskystes envoyés en exil (et qui, pas plus que Trotsky, ne s'exilent volontairement !), ils sont expédiés *manu militari* en divers endroits de Sibérie. Sans le savoir, sans doute, Nicolas Werth paraphrase la formule d'Aragon, pour qui Trotsky, expulsé d'URSS en Turquie contre sa volonté... "passe en Turquie" !

Une forme de voyage, sans doute...

J.-J. M.



Kirov, Staline et Vorochilov.

# **Notes de lecture**

## Un lourd héritage (1)

**L'**UN des traits marquants du stalinisme a été de transformer la révolution russe et son histoire en un épisode de l'histoire nationale de l'empire russe. Certes, la version officielle de l'histoire répétait que la révolution, en 1917, avait frappé la Russie parce qu'elle était, selon la formule de Lénine, "le maillon le plus faible de la chaîne de l'impérialisme", mais une fois ce coup de chapeau donné, le monde extérieur se réduisait à l'encerclement capitaliste réduit à une menace militaire interdisant d'être absolument sûr de la victoire définitive du socialisme en URSS. Staline, en 1952, dans *Les Problèmes économiques du socialisme*, expliqua ainsi qu'il y avait deux marchés mondiaux parallèles : le marché capitaliste déclinant et le marché socialiste florissant, réduit d'ailleurs à un unique pays "socialiste" : l'URSS...

Cette vision fabriquée découlant du "socialisme dans un seul pays", et qui s'est entre autres matérialisée par la liquidation dès la fin des années 1930 de l'école historique de l'historien marxiste Pokoryksi, puis par le développement d'un nationalisme russe chauvin, a laissé de lourdes traces. *La Faucille et le rouble* en est un exemple.

Anatoli Vichnevski, en conclusion de son ouvrage *La Faucille et le rouble*, affirme : "Les événements de 1917 ont changé la Russie de façon irréversible, ils ont balayé tous les obstacles qui s'étaient dressés à l'époque contre la modernisation et ont rendu indispensable son accélération." Mais il voit la révolution russe comme un événement national, héritage d'une histoire nationale.

Il affirme en même temps que le conflit entre rouges et blancs dressait l'une contre l'autre deux "vérités", celle des "partisans du nouveau" et celle de

"l'adversaire conservateur". Mais cet affrontement est en partie artificiel, car les "partisans du nouveau" ont en réalité mené à bien une "révolution conservatrice", inspirée de l'expérience prussienne et prolongeant la politique entamée au début du XVIII<sup>e</sup> siècle par Pierre le Grand, à savoir l'étatisation de l'économie, dont l'auteur dénonce "le caractère conservateur, pour ne pas dire réactionnaire". Il met ainsi sur le même plan le rôle moteur donné à l'Etat dans l'impulsion, voire la régulation d'une économie qui repose toujours sur la propriété privée des moyens de production (Russie tsariste, Allemagne de Bismarck) et la liquidation complète de la propriété privée des moyens de production réalisée en URSS.

La différence est pourtant de taille : le capital et les capitalistes prospèrent dans l'Allemagne nazie ; ils ont pris le chemin de l'exil en Russie. Le démantèlement de l'URSS, en 1991, a d'ailleurs immédiatement engendré le démantèlement des rapports de propriété qui s'y étaient établis, si déformés fussent-ils : la nomenklatura ne se contentait pas de les diriger et d'en bénéficier, elle a voulu les transformer en propriété privée, personnelle et transmissible. Et le mafieux Berezovski déclarait récemment, dans une interview au *Monde* (12 août 2000) que si l'on voulait revenir sur la privatisation réalisée en Russie, "le sang coulerait". Il y a donc bien plus qu'une nuance entre les deux types de rapports de propriété.

Les bolcheviks ont, selon Vichnevski, fait passer la Russie du stade agraire au stade industriel par des méthodes héritées

(1) Anatoli Vichnevski : *La Faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*. Gallimard, Paris, 2000, 468 pages, 220 F.

du passé, ce qu'il exprime par l'image d'une "automobile tirée par un cheval". L'un des éléments essentiels de cette "révolution conservatrice" est le remplacement du marché par le plan. Or, selon Vichnevski, le plan est le concentré d'une volonté subjective prétendant se substituer aux forces objectives du marché. Il illustre cette affirmation par un développement de l'Allemand W. Sombart, marxiste dans sa jeunesse devenu à la fin de sa vie national-socialiste, et qui, ne pouvant "trouver de forces motrices inhérentes à ce système", les trouvait à l'extérieur et affirmait : « La connaissance des buts à poursuivre se manifesterait de la façon la plus sûre chez un petit nombre d'hommes meilleurs, qui constituera le conseil du chef (...). Le chef lui-même (...) ne reçoit ses directives (...) que de Dieu (...). La "volonté générale" (...) que le chef doit réaliser (...), il doit la connaître et ne peut l'avoir apprise que par révélation. »

Vichnevski voit dans ce développement d'un mysticisme grossier la meilleure définition des ressorts réels du plan : « L'idée "scientifique" de la planification centralisée a été ainsi menée à son achèvement complet. » Ce délire de Sombart exprime certes un aspect du national-socialisme (la transformation de l'économie allemande en économie de guerre, assurant au capital allemand d'énormes bénéfices, d'énormes marchés et la main-d'œuvre gratuite des camps de concentration), mais on se demande quel rapport elle a avec la planification centralisée qui s'est instaurée en URSS, même sous la forme hyper-centralisée caricaturale qu'elle a prise dès les années 1930, puisqu'elle repose sur la propriété privée qu'au mieux elle régule.

Dans ce tableau d'une "modernisation conservatrice", Vichnevski affirme à la fois que la collectivisation stalinienne forcée est dictée par la volonté de l'Etat de dégager les moyens nécessaires à l'industrialisation destinée à faire sortir le pays de son arriération et qu'elle prolonge — de façon donc réactionnaire — les mœurs et coutumes communautaristes de la vieille Russie (la communauté paysanne du mir).

C'est sans doute quand il aborde le présent que la vision étroitement nationale, héritée du stalinisme, de Vichnevski montre le mieux ses faiblesses. Il voit l'avenir de la Russie dans l'émergence et le développement d'une "classe moyenne", dont il décrit les perspectives dans un pathos psychologique d'un enthousiasme très mesuré : « L'apparition en masse de la classe moyenne peut s'accompagner au début d'une prise de conscience d'intérêts individuels, égoïstes, et non d'intérêts communs, collectifs, de l'ensemble de cette couche. Alors entreront en jeu le "prêt à porter", la propension à adhérer à toutes les meutes politiques et à passer sur les corps au nom d'un avantage personnel, à poursuivre la guerre civile au lieu d'y mettre fin (...). Mais la classe moyenne de la Russie n'est pas née d'hier (...). Si l'on peut miser sur quelque chose en parlant de l'avenir de la Russie, c'est bien évidemment sur l'intérêt collectif de la classe moyenne. »

Mais qu'est-ce que cette "classe moyenne" ? Quelles couches la composent ? Vichnevski est là-dessus extrêmement vague. Il se contente d'évoquer les mots magiques de "marché" et de "modernité" ("structure sociale moderne, institutions modernes de la société civile"). Et comme il ne donne aucune analyse, même sommaire, de l'évolution économique de la Russie depuis l'effondrement de l'URSS, il laisse dans le flou les conditions économiques et sociales dans lesquelles est censée se développer cette "classe moyenne". En neuf ans, en effet, les républiques de l'ex-URSS ont connu un effondrement dramatique de secteurs économiques entiers, comme l'industrie textile, l'industrie de l'automobile, l'industrie aéronautique, l'agriculture..., accompagné par une fuite massive des capitaux évaluée à plus de 250 milliards de dollars, envolés vers les paradis fiscaux ou investis dans les achats de Mercedes, de villas de luxe, d'hôtels particuliers, de casinos, dont on voit mal en quoi ils peuvent servir de support au développement d'une "classe moyenne". Les seuls secteurs en développement sont des secteurs non productifs et spéculatifs, dont la crise financière

d'août 1998 a montré l'extrême fragilité, même si l'actuel doublement des prix du pétrole enrichit provisoirement les caisses de l'Etat, et surtout de ses dirigeants : cabinets d'audit, casinos, restaurants et hôtels chics, appartements de luxe, centres de massage érotique, etc.

L'ouvrage de Vichnevski est d'ailleurs marqué par des absences ou des vides troublants. On s'étonne, par exemple, de ne pas voir étudiée la place des mafias issues de l'ex-nomenklatura comme facteur pour le moment essentiel de la vie économique russe, et dont les métastases se répandent au-delà des frontières du pays. Mais surtout, Vichnevski analyse toute l'histoire de l'URSS comme une histoire purement intérieure, dont les ressorts seraient exclusivement internes. La révolution russe en 1917 est l'expression en Russie d'une réalité mondiale engendrée par la Première Guerre mondiale, expression des convulsions du capitalisme étouffant dans les frontières nationales des Etats. L'Europe a été, à des degrés divers, soumise alors aux secousses de la révolution mondiale. Clemenceau, qui voulait dresser un barrage à l'expansion européenne du bolchevisme, concevait bien, lui aussi, les choses ainsi. Cette réalité est totalement absente du livre de Vichnevski, où le monde extérieur n'apparaît qu'à la page 441 et où n'apparaissent jamais les mots "Internationale communiste" ou "Comintern". Certes, le prétendu "socialisme dans un seul pays" de Staline a logiquement abouti à la dissolution de l'Internationale en 1943, mais c'est l'aboutissement d'un processus qui a inversé les données initiales, que l'auteur efface complètement.

De même, peut-on esquisser un tableau de l'avenir économique et social de la Russie sans le replacer dans l'évolution du marché mondial et du capitalisme mondial, dont la Russie est aujourd'hui beaucoup plus encore qu'hier partie intégrante ? La présence permanente à Moscou d'experts du FMI et de la Banque mondiale, qui mettent leur nez dans toutes les décisions économiques du pays, mais dont le nom est aussi absent du livre que celui de l'Internationale communiste, souligne de façon caricaturale cette réalité internationale ici oubliée. On voit juste apparaître fugitivement l'OTAN une fois, page 435.

Il est encore plus impossible aujourd'hui qu'hier d'analyser le devenir des républiques de l'ex-URSS en les séparant entièrement du marché mondial, des forces qui s'y expriment, de son évolution, de ce que l'on appelle la "globalisation" ou la "mondialisation". Le faire, c'est répéter la méthode de Staline dans son ouvrage de 1952 *Les Problèmes économiques du socialisme* en remplaçant "socialisme" par "Russie", et aboutir à des conclusions aussi fallacieuses.

Jean-Jacques Marie



**Un Cahier  
du CERMTRI  
sur la révolution  
hongroise de 1919**



Bela Kun (1886-1939).

## Les raisons d'un échec

**L**E Cahier du CERMTRI, n° 97, consacré à "La révolution prolétarienne en Hongrie", de mars à août 1919, est constitué par un extrait de la thèse universitaire présentée sur ce sujet par Dominique Gros (en dépôt au CERMTRI). Il mêle un récit des événements à une analyse des raisons de la défaite et de l'écrasement de la révolution (1).

Dominique Gros étudie d'abord l'agitation sociale qui se développe dans le royaume d'Autriche-Hongrie au fil des mois, et à laquelle la révolution russe de février 1917 donne un coup d'accélérateur, puis la formation d'un parti communiste, dans laquelle jouèrent un rôle important les militants qui apparurent chez les prisonniers de guerre hongrois parqués pendant la guerre, comme les autres prisonniers du royaume, dans des camps de prisonniers (dits camps de concentration) aux quatre coins de la Russie tsariste. Au lendemain de la révolution de Février, le Parti bolchevique développa un vaste travail d'agitation et de propagande parmi ces prisonniers, qui aboutit en février 1918 à la proclamation en Russie d'un Parti social-démocrate international hongrois (bolchevique). Ainsi, "à la différence de l'Allemagne, où les anciens prisonniers de guerre jouèrent un rôle de second ordre dans l'équipe du Spartakusbund de Rosa

*Luxemburg et Karl Liebknecht, le noyau dirigeant du Parti communiste de Hongrie sera principalement constitué de militants rapatriés de Russie". Ses principaux dirigeants sont Bela Kun et Tibor Szamuely.*

L'effondrement de l'Empire austro-hongrois, en novembre 1918, débouche sur son éclatement et la constitution de plusieurs Etats : l'Autriche, la Tchécoslovaquie soutenue par la France, la Yougoslavie et la Hongrie, où se forme un gouvernement de coalition des démocrates et des sociaux-démocrates dirigé par le comte Karolyi.

En Hongrie, existe un puissant parti social-démocrate, le MSZDP. Les communistes hongrois rentrent vite dans leur pays, où ils constituent le 24 novembre 1918 le Parti communiste de Hongrie, avec les militants venus de Russie et divers courants issus du parti social-démocrate et des anarcho-syndicalistes. Ce parti passe en quelques mois de 4 000 adhérents à près de 70 000.

Lorsque le gouvernement de coalition du comte Karolyi s'effondre sous le coup de la crise économique, du mécontentement et de la mobilisation des

---

(1) "La révolution prolétarienne en Hongrie (mars-août 1919)", format 21-29,7, 83 pages. Prix : 30 F.

masses, en mars 1919, se constitue un gouvernement de coalition socialistes-communistes, dirigé par le communiste Bela Kun ; le parti communiste et le parti social-démocrate fusionnent en un Parti socialiste hongrois unifié, dominé par le parti social-démocrate aux adhérents dix fois plus nombreux, et dont la bureaucratie politique et syndicale (les sociaux-démocrates contrôlant les syndicats) tient entre ses mains l'essentiel de l'appareil. En forçant le trait, on peut dire que les communistes ont la parole et la Tchéka hongroise, mais que les sociaux-démocrates contrôlent le reste.

Ainsi, commence la révolution hongroise, qui durera 133 jours, avant d'être écrasée par l'armée roumaine aidée par des détachements de l'armée française, et la contre-révolution intérieure dirigée par l'amiral Horthy sous l'impulsion politique des Alliés, et de Clemenceau en particulier.

Dominique Gros s'attache surtout à étudier les raisons internes de cet échec. Impossible de résumer ici les longues pages qui y sont consacrées. Parmi ces causes, signalons l'absence d'un parti communiste indépendant et même d'une fraction communiste solidement organisée dans le parti unifié, le refus d'organiser le partage des terres des grands propriétaires fonciers aux paysans au profit d'une nationalisation immédiate, le maintien de la vieille bureaucratie d'Etat infiltrée à tous les niveaux du nouvel Etat et même de son Armée rouge, le maintien du contrôle de l'appareil social-démocrate et syndical sur les conseils ouvriers, etc.

Lorsque, au bout de 133 jours, la république des conseils hongrois sera écrasée, la répression sera terrible. Le général Macarescu fait fusiller 1 000 ouvriers des usines Csepel, à Budapest. Les officiers français, sur ordre du général Franchet d'Esperey, déportent au Maroc et en Algérie 600 miliciens hongrois. Au total : 5 000 exécutions par pendaison ou fusillade, 75 000 incarcérations en prison

ou camps de concentration, 100 000 exilés, émigrés volontaires ou forcés...

Si les leçons d'une défaite comme d'un succès doivent toujours être tirées, le moins que l'on puisse dire est que le dirigeant principal du Parti communiste hongrois, Bela Kun, les tira d'une étrange manière. Dans un discours daté du 1<sup>er</sup> août, au lendemain de l'écrasement de la révolution dont il était le principal dirigeant, il exhale une amertume fielleuse typiquement bureaucratique :

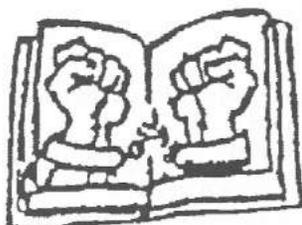
*"Le prolétariat hongrois n'a pas seulement trahi ses dirigeants, il s'est trahi lui-même. S'il y avait eu un prolétariat révolutionnaire ayant une conscience de classe, la dictature du prolétariat ne serait pas tombée de cette manière. J'aurais préféré une fin différente. J'aurais préféré voir le prolétariat combattre sur les barricades (...), déclarant qu'il préférerait mourir plutôt que d'abandonner son pouvoir (...). Ce prolétariat a besoin de la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle, de la dictature de la bourgeoisie, pour devenir révolutionnaire."*

Bref, tout est de la faute des ouvriers hongrois, qui n'ont pas été à la hauteur de leurs géniaux dirigeants (ou de leur génial dirigeant). On ne peut sans doute pas dire que cette recherche d'un bouc émissaire pour ses propres erreurs ou insuffisances, ce mépris de la classe ouvrière jugée toujours insuffisamment prête ou consciente et cette exaltation de la politique du pire annoncent le stalinisme, mais ce seront trois des aspects de la politique stalinienne ("Le prolétariat allemand, espagnol, français, etc., n'est pas prêt, n'est pas mûr", "Après Hitler, ce sera nous", etc.). Bela Kun était donc prêt à devenir un bon fonctionnaire stalinien, ce qui n'empêchera pas Staline de le liquider, comme bien d'autres de ses fidèles, parce qu'il représentait, même de façon caricaturale, une tradition dépassée qu'il fallait détruire pour installer le parti de la nouvelle aristocratie.

Marc Teulin

# **Les archives du CERMTRI**

**(Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux)**



**C.E.R.M.T.R.I.**

**Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.  
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

## Les archives du CERMTRI

Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit cette fois des documents et journaux concernant le "**Mouvement Ajiste**". Les Auberges de jeunesse, qui se développent à partir de 1936, ne sont pas un gîte à bon marché pour les jeunes, il s'agit d'un véritable mouvement de jeunes qui cherchent à prendre en charge eux-mêmes l'organisation de leurs loisirs. Mouvement laïque et ouvrier, il est le lieu de discussions sur tous les sujets qui peuvent passionner les jeunes. La révolution et le socialisme sont bien entendu très souvent au cœur des débats, ce qui peut inquiéter bien des tenants de l'ordre établi.

Le Mouvement Ajiste disparaîtra pour faire place à un réseau d'auberges à bon marché réservé à la jeunesse.

Le CERMTRI met à la disposition des chercheurs un fonds dont l'originalité ne fait aucun doute. Comme nous l'avons déjà signalé, pour des raisons pratiques, cet inventaire reste général ; bien entendu, nous sommes à la disposition de chacun pour compléter les informations.

## Le Mouvement Ajiste

### 1936 et guerre mondiale

*Le Cri des Auberges de jeunesse*, bulletin de liaison, de 1936 à 1939 (du n° 14 au n° 53, quelques numéros manquent).

*Routes*, revue mensuelle - 1942-1945 (manquent nos 1, 3 et 19) et bulletin de liaison intérieur *Les Camarades de la route* - mars 1943.

MUAJ (Mouvement uni des Auberges de jeunesse) - 1943 : *Routes algériennes* (mesures demandées pour la jeunesse) - 1944, différents bulletins (articles sur le retour des déportés) : *Nos routes retrouvées*, *Forces ajistes*, *Les bâtisseurs* - 1945 : *Renouveau de l'Ajisme*.

### Bulletins intérieurs (différents groupes)

Il n'y a aucune collection complète des bulletins ou parutions cités, mais les exemplaires que nous possédons sont significatifs du groupe éditeur.

Différents bulletins entre 1947 et 1950 : *Pionniers*, groupe Renault pour un Ajisme ouvrier.

*Paris avec nous* (article laïcité) - *L'Est ajiste* (article pour la défense de l'école laïque). Bulletins intérieurs de la région Ile-de-France, de 1945 à 1949 (n° spécial congrès 1947).

*Les Cahiers de l'Ajisme*, nos 1, 2 et 3, d'avril à novembre 1947.

Bulletin Bourgogne (n° 7 - 1949).

*Par le monde*, bulletin de liaison - 1949 (trois numéros).

*Confrontations*, bulletin intérieur de la région parisienne - 1949-1950.

*Pour les jeunes, par les jeunes* - 1949 (avec numéro spécial congrès) - 1950.

*Nous les jeunes*, journal, 1949-1950.

*Luttes*, bulletin d'équipe - 1949-1950.  
*Reflets*, bulletin intérieur de liaison - 1950-1951.  
*Unité ajiste*, bulletin intérieur - 1950, 1951 et 1952.  
*Evasion*, bulletin mensuel du Tarn-et-Garonne - 1950-1954.  
*Echos randonnées*, janvier 1959 à avril 1960.  
*Relais culturel de la Hacquinière*, octobre 1960 à juin 1962, organe bimestriel de l'association du relais culturel de la Hacquinière.

## **Journaux**

*Grand'Routes*, revue mensuelle, mars à juillet 1946 (avec numéro spécial 1<sup>er</sup> Mai).  
*Grand'Routes*, journal du Mouvement laïque des Auberges de jeunesse, de 1946 (avec numéro spécial congrès de novembre) à juillet 1947.  
*Jeunesse informations*, journal bimensuel d'information et de combat des Eclaireuses aînées, Routiers et Ajistes (FFEN, EDF, MLAJ), de juillet 1947 à juin 1949 (textes préparatoires au congrès de 1949).  
*L'Auberge de jeunesse*, organe officiel de la Ligue française pour les Auberges de jeunesse et les Gîtes d'étape - 1947 à 1955 (quelques numéros).  
*Nous les Auberges*, mensuel de la fédération nationale, 1952 à 1955 (manquent quelques numéros).  
*Bivouacs*, cahier mensuel des Ajistes et amis de la nature vosgiens - juillet-août 1952.  
*Ulga Presse, pour un ajisme militant* - 1964-1965 (quatre numéros).

## **Documents : MLAJ, CLAJ, MIAJ**

*AJ Informations*, supplément de *Grand'Routes*, circulaires intérieures d'avril 1947 à juin 1948, n<sup>os</sup> 1 à 24 (avec congrès de 1947).  
Documents Ajistes :  
• MLAJ : rassemblement national de septembre 1948, congrès d'octobre 1948, compte rendu, rapports, motions.  
• CLAJ : supplément à *Nous les Auberges*, bulletin intérieur de juin 1950 à novembre 1951 (avec congrès 1950, 1951, 1952). *Paris Auberges* (octobre 1955).  
Comité directeur du CLAJ : archives diverses de février 1949 à septembre 1955.  
*Routes et Auberges*, CLAJ, n<sup>os</sup> 1 à 8, circulaires de la région parisienne.  
Mouvement indépendant des AJ (MIAJ), d'août 1947 à 1960 : plusieurs numéros de différents bulletins : *Regain*, *Jeunesse ajiste*, *Routes nouvelles*.  
Mouvement ajiste wallon (MAW) : différents bulletins et correspondances de 1948 à 1962 : *Auberges*, *Les Nouvelles Capucines*, *Carmagnole*, *Capucines*, *Veillées*, *Routes nouvelles*.

## **Fédération unie des Auberges de jeunesse (FUAJ)**

### **1946 à 1962 :**

Brochure *Pour l'essor des AJ en France* (mai 1946).  
Bulletin de la section syndicale CGT-FEN *Parents aubergistes* (janvier 1947).  
*Correspondance Révoltes et AJ* - de 1949 à 1959.  
*Révoltes-Lyon*, du n<sup>o</sup> 1 au n<sup>o</sup> 14 - janvier 1949 à janvier 1959.  
*Réalités ajistes*, FUAJ, association de la Seine, n<sup>os</sup> 1 à 12 (1951 à 1953) ; n<sup>os</sup> 1 à 6 (décembre 1953 à juillet 1956), n<sup>o</sup> 8 (mars 1956).

*Révoltes*, bulletin bimestriel culturel et technique, du n° 1 au n° 19 - de juin 1956 à avril 1964.

*FNAJ liaison*, bulletin intérieur des AJ - novembre 1957-mai 1958 (quelques numéros).

Documents divers : assemblées, congrès régional (région parisienne, 1958), conseil national (1961), stages, activités culturelles, vie des groupes de la région parisienne.

Documents "minorité de la FUAJ" (1959-1960).

Bulletin national d'information et de documentation, nos 9 à 55 (1959-1962).

Documents des congrès de 1960 et 1961.

Documents "exclusion des trotskystes", 1963.

*Jeunes des Auberges*, organe de la FUAJ, du n° 1 au n° 39 (janvier 1957-janvier 1964).

*Germinal*, bulletin 1960-1962.

*Objectif jeunesse*, trois numéros, de 1976 à 1978.

## **Fédération nationale des Auberges de jeunesse**

*Par les routes*, nos 1 à 3 (1951).

*L'Information ajiste*, bulletin intérieur, tribune libre de la FNAJ.

*FNAJ Liaison*, bulletin intérieur des AJ - novembre 1957-mai 1958 (quelques numéros).

Documents : III<sup>e</sup> Congrès (10 et 11 novembre 1952), congrès AID des 20 et 21 novembre 1954, congrès (17 et 18 novembre 1956), assemblée générale de 1957, congrès du 20 octobre 1957. Circulaires intérieures et divers documents de 1952 à 1957.

## **Bulletins des groupes ajistes**

### **1950 à 1959**

Nombreux bulletins des groupes parisiens ou provinciaux : Brive (novembre 1950), Saint-Etienne (mai 1957 à mars 1961), Toulouse (décembre 1957 à décembre 1960), Clermont-Ferrand (mai 1959 à décembre 1961), Angers (octobre 1957 à juin 1962), Lyon (1959), Decazeville (décembre 1958 à avril 1959), Saint-Chamond (1960), Paris-Centre, Châtenay-Malabry (octobre 1953 à octobre 1955), Pontchartrain-Ergal.

*Auberges d'Ile-de-France*, FUAJ, bulletin de liaison des associations locales de la Seine (1951).

*Ajisme et Culture*, nos 1 à 6, de novembre 1959 à juillet 1961.

*Paris Auberges* (octobre 1955).

## **Eclaireurs de France**

### **1956-1959**

*Le Routier*, organe des Gars et des Filles de la route et des responsables Eclaireurs de France, de mai 1952 à février 1953.

*Feu vert*, région parisienne route, nos 2 à 31 (quelques manquants), de février 1956 à novembre 1959.

Différents bulletins de 1954 à 1960 : *Feu vert*, Eclaireurs de France, *Feu vert Informations*, *Printemps*, *Feu vert*, routiers et cadres de la Seine.

*Le Croquant*, 1956.

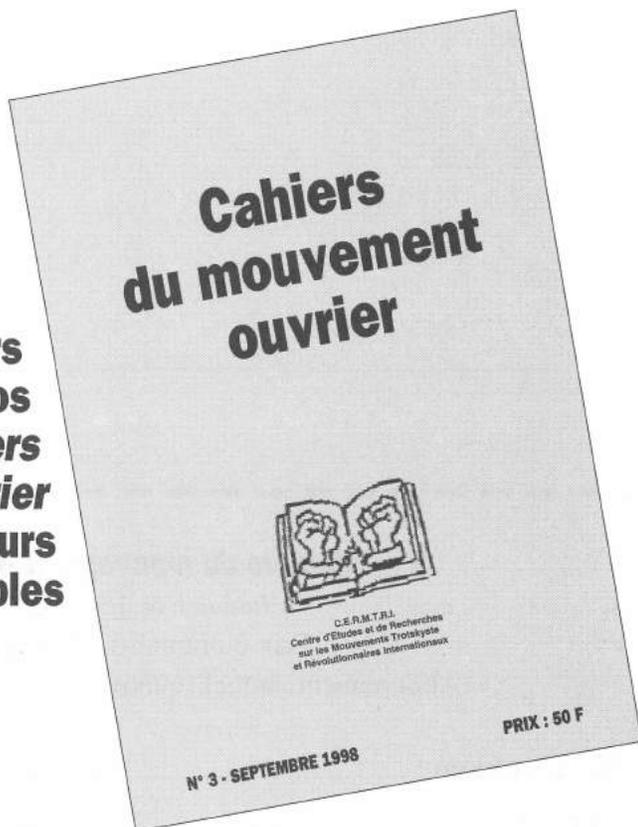
XII<sup>e</sup> Congrès de la Route parisienne, rapport moral - juin 1959.

*Liaisons ajistes*, d'octobre 1958 à 1962, avec numéro spécial "Activités 1961-1962" et un numéro spécial de 1962 "Articles censurés".

*Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.*

*Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.*

**Les onze premiers  
numéros  
des Cahiers  
du mouvement ouvrier  
sont toujours  
disponibles**



### **Au sommaire des prochains numéros**

- Benoît Malon : les grèves du Creusot de 1870 (fin) ;
- Rosa Luxemburg : Assemblée nationale ou gouvernement des conseils ouvriers (17 décembre 1918) ;
- Jules Martov (dirigeant menchevique) : discours au soviet de Moscou (5 mai 1920) ;
- Le comité central du Parti socialiste révolutionnaire (de droite) russe et la guerre avec la Pologne et Wrangel, en juin 1920 ;
- Herbert George Wells : la nécessité du socialisme (1922) ;
- Léon Trotsky : discours (inédit) au comité central d'octobre 1923 ;
- Le dossier Poznanski (secrétaire de Trotsky) au KGB ;
- Vadim Rogovine : le Parti communiste russe à l'époque du XVIII<sup>e</sup> Congrès (mars 1939) ;
- L'hommage à Alter et Ehrlich à Mexico (1943) ;
- La grève des ouvriers de Berlin-Est et de RDA (16-17 juin 1953) : documents ;
- Les souvenirs de Nikita Khrouchtchev (édition complète en quatre volumes) ;
- Pages oubliées : Gustave Hervé, de l'anarchisme à Pétain ;
- Une brochure du CERMTRI : l'assassinat de Trotsky ;
- Chronique des falsifications ;
- Notes de lecture.

**Cahiers du mouvement ouvrier**

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

**Nom, prénom :** .....

**Adresse :** .....

Abonnement d'un an :  à partir du n° 1     à partir du n° 2     à partir du n° 3  
 à partir du n° 4     à partir du n° 5     à partir du n° 6     à partir du n° 7  
 à partir du n° 8     à partir du n° 9     à partir du n° 10     à partir du n° 11  
 à partir du n° 12

Commande du n° 1 :     Commande du n° 2 :     Commande du n° 3 :   
Commande du n° 4 :     Commande du n° 5 :     Commande du n° 6 :   
Commande du n° 7 :     Commande du n° 8 :     Commande du n° 9 :   
Commande du n° 10 :     Commande du n° 11 :     Commande du n° 12 :

**Les n°s 1 à 10 : lot unique pour 250 francs + 40 francs de frais de port**   

**Chèques à l'ordre du CERMTRI**

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

**A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris**



**ISSN 1287-25-98**  
**Commission paritaire n° 78 360**